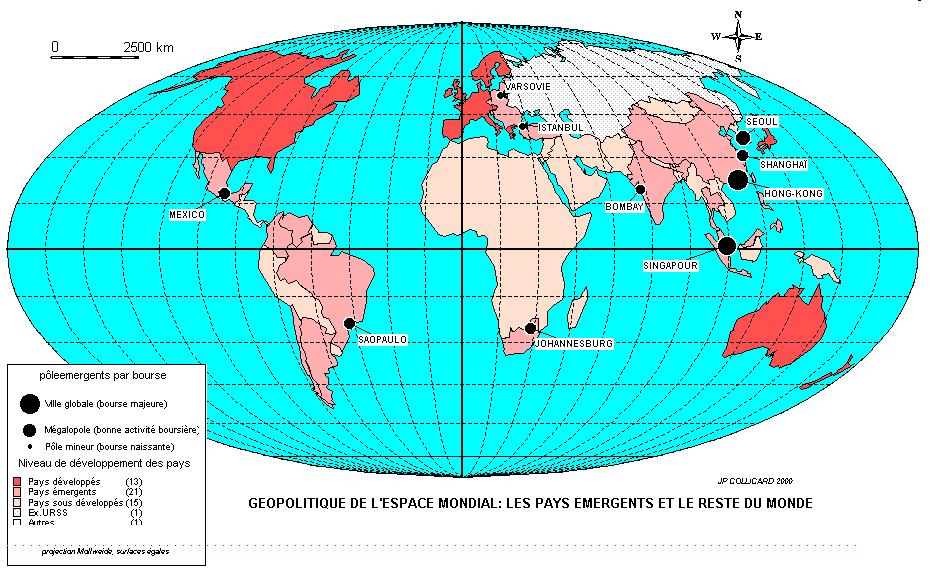
Intellectuel collectif internationaliste

**Les pays « émergents », la mondialisation et l’altermondialisation**

****

**Remerciements**

Cette recherche de l’ICI a été rendue possible par le généreux appui de la Fondation Hao Ran.

Nous remercions également l’Université d’Ottawa et le CEDETIM.

**Intellectuel collectif internationaliste**

21ter rue Voltaire, 75011 Paris, France

http://www.intercoll.net/bdf/fr/pages/page-3.html

**Table des matières**

Introduction au dossier (P. Beaudet)

Les pays « émergents » et la mondialisation

* La mondialisation et la crise (M. Husson)
* Fragilités des pays « émergents » (P. Salama)
* Les défis de la Chine (S. Amin)
* Un autre Brésil (C. Vainer)

Perspectives

* Les pistes de l’altermondialisme (R. Canet)
* Pour sortir du néolibéralisme, (G.Massiah)
* Altermondialisme, saison 3 (C. Aguiton)
* Le monde, le capitalisme et le papillon (I..Wallerstein)

Pour aller plus loin (G. Massiah)

Bibliographie

Liste des auteurs

L’Intellectuel collectif internationaliste

**Introduction au dossier**

Pierre Beaudet et Gustave Massiah

Le capitalisme globalisé sous sa forme contemporaine (le néolibéralisme) est entré dans une crise profonde qui englobe les flux financiers et commerciaux et la gouvernance nationale et internationale, et dont les impacts sont catastrophiques sur les conditions de vie des couches moyennes et populaires, et qui en outre continue de dévaster l’environnement. C’est sans aucun doute une « crise des crises », comparable (sans être identique) à la crise prolongée des années 1920-30. Face à cette situation, les hauteurs dominantes du système, tant au sein des institutions politiques que parmi les grands opérateurs économiques, sont désemparées. Elles tentent d’accélérer davantage les « réformes » néolibérales pour faire payer cette crise par les peuples. Elles relancent diverses initiatives pour verrouiller les dissidences (répression accrue, militarisation, mesures « disciplinaires », etc.) tout en bloquant les aspirations de diverses nations de mettre en place de nouveaux mécanismes de régulation et de coopération internationale (on pense entre autres aux efforts en cours en Amérique du Sud).

Le capitalisme globalisé cherche-t-il des solutions ?

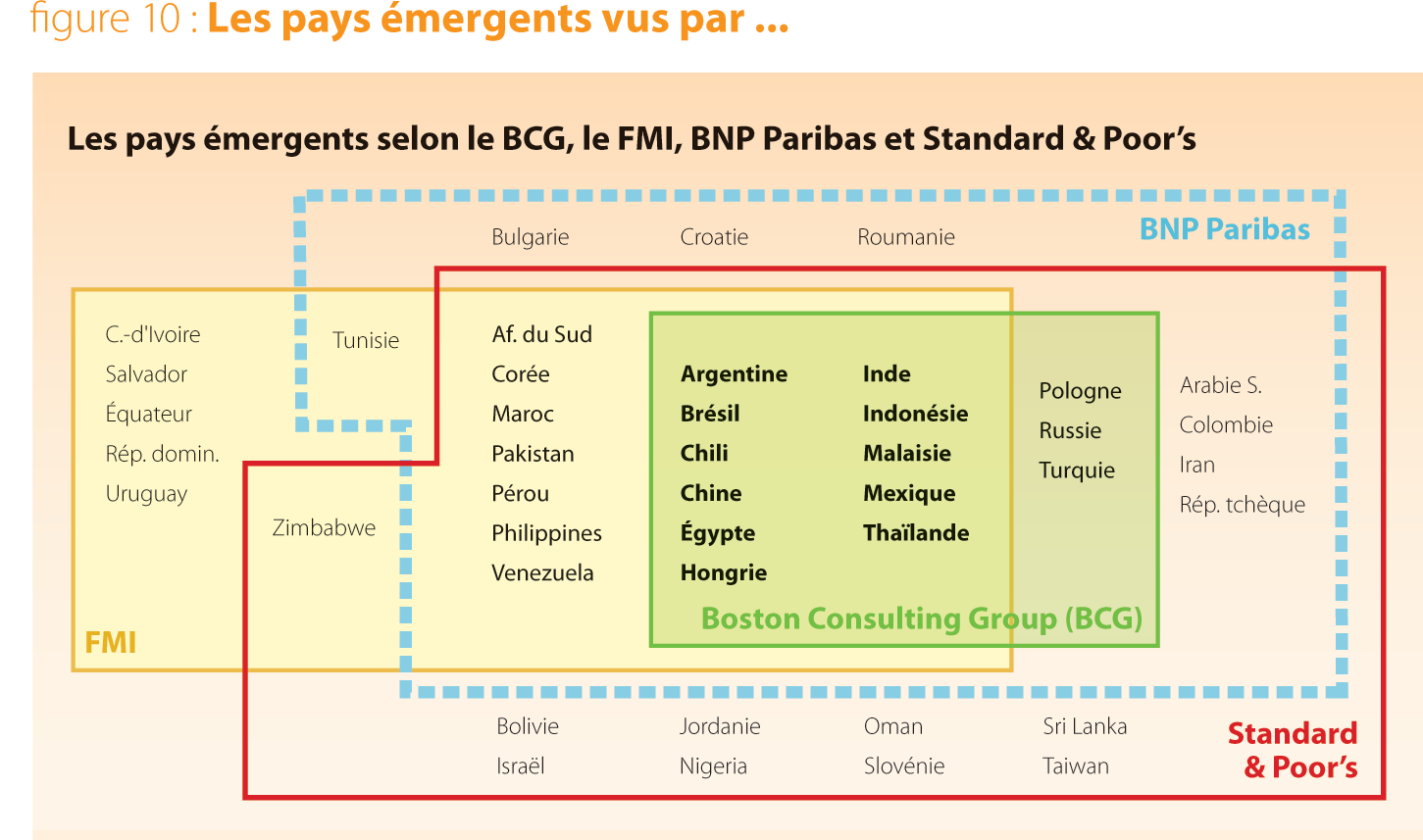
Parmi les pistes explorées par les puissances impérialistes du G7 pour sauver leur système, il y a celle d’élargir la responsabilité de réguler le capitalisme néolibéral à ceux qu’on qualifie d’États « émergents », et qui ont des taux de croissance élevés et une relative stabilité interne. Les « BRICS » ou les « next 11 » sont ainsi invités à la « table des grands » qui devient le G20 (une instance élargie du G7). Toujours sur le même mode qu’avant, cet espace est censé décider (de manière opaque) l’ossature du système mondial, imposer des orientations « macro-économiques », moderniser le néolibéralisme, bref remettre le capitalisme en crise sur ses rails. Or ce projet qui est à peine esquissé est déjà plein de trous. À un premier niveau, les G20 sont incapables de s’entendre et encore moins de proposer autre chose que les mêmes « recettes » pour « nettoyer » le chaos actuel. D’autre part, la Chine, l’Inde, le Brésil ne s’entendent pas avec le G8 pour continuer le désordre inéquitable préconisé depuis plusieurs décennies et géré à l’OMC, au FMI et à la Banque mondiale. Pour le moment, le G20 reste donc un projet incertain. À un deuxième niveau, la majorité des États restent exclus si ce n’est que dans le cadre de plus en plus vidé de substance qu’est devenu l’ONU. On essaie d’éviter le sujet explosif de la crise multiforme qui prend la forme de famines, de dévastations environnementales et de conflits armés qui prolifèrent un peu partout dans le monde, et en particulier dans une sorte de vaste « arc des crises » qui traverse l’Asie et l’Afrique.

Résistances multiformes

Enfin à un troisième niveau, la « réorganisation » proposée ne tient pas compte des revendications populaires, s’expriment pour exiger une véritable « réforme » pour mettre fin au néolibéralisme. De puissants mouvements sociaux, tant dans les pays dits « émergents » qu’ailleurs au « Sud » et au « Nord » mettent de (très gros) grains de sable dans la machine que l’on voit sous la forme de confrontations à une échelle inédite. Ici et là, les mouvements populaires articulent de nouvelles propositions qu’élaborent de nouvelles générations d’« intellectuels collectifs » dans la tradition de Gramsci, CLR James et Bourdieu. Les mouvements expérimentent également de nouvelles formes de luttes qui prennent leur élan à la fois sur les terrains du social et du politique, via des alliances, réseaux et dispositifs organisationnels et communicationnels extrêmement créatifs. Dans les pays dits « émergents », cette créativité et cette mobilisation populaire ne sont pas en reste. Au Brésil, la croissance capitaliste est tirée en avant par un formidable regain de l’extractivisme et de l’explosion dans les exportations agro-industrielles, ce qui crée des menaces très graves contre les paysans et autochtones qui ne se résignent pas au capitalisme « réellement existant ». En Inde, les dalits et les adivasis s’organisent contre le « turbocapitalisme » qui draine les ressources. En Chine, la croissance a des effets dévastateurs sur l’environnement et sur des centaines de millions de personnes dans les zones que le néolibéralisme définit comme « périphériques ». De telles confrontations sont en cours au Mexique, en Argentine, en Afrique du Sud, au Vietnam, en Turquie et partout où le capitalisme en crise cherche à consolider son emprise au nom d’une « croissance » superficielle, dévoreuse des humains et de la nature, et profondément inéquitable.

L’« énigme » : les pays émergents

Entre-temps, la discussion prend souvent la forme de définitions simples, pour ne pas dire simplistes, qui ont l’avantage de capter l’attention et l’imagination. Qui n’a pas entendu parler des BRICS aujourd’hui ? Les plus attentifs auront entendu parler des N-11 (next-eleven), ce qui réfère à un groupe de pays qu’on dit « en émergence ».



Les « pays émergents » sont une catégorie à « géométrie variable », et qui « connaissent un processus de transformation économique et institutionnelle qui se traduit par une croissance élevée durant la dernière décennie et une participation accrue aux courants d’échanges mondiaux ». On ne peut pas dire que c’est une définition très rigoureuse. On ne peut pas dire non plus que les traits communs entre le Brésil, la Russie, l’Inde, la Chine, l’Afrique du Sud (les 5 BRICS) sont très nombreux, à part la croissance du PIB per capita qui est comme le sait, un indicateur, mais un indicateur seulement de l’état du développement.

En fait, peu de BRICS et encore moins de N-11 connaissent une réelle envolée économique couplée à une nette amélioration des indicateurs sociaux utilisés par l’IDH. Sur le plan strictement économique, l’écart entre la Chine et le reste des BRICS est frappant.

Pour Samir Amin, la formule des « pays émergents » est trompeuse, car elle est inspirée d’une vision étroite qui voit le progrès des pays en termes de croissance et en particulier en termes d’expansion commerciale (les exportations). Il pense qu’il y a un double piège dans la formulation : d’une part, la plupart des pays « émergents » demeurent dans ce que Wallerstein avait appelé la « semi-périphérie », c’est-à-dire qu’ils sont dépendants de leur insertion dans un marché mondial dominé par les G7 (un peu comme les « nouveaux pays industrialisés » dans les années 1970-80) ; d’autre part, à part la Chine, il y a peu de pays qui réussissent à construire une économie réellement diversifiée. Cependant, même en Chine, le dynamisme économique est concentré sur les zones côtières et sur le sud, ce qui laisse assez loin derrière l’hinterland vers le centre et l’ouest.



Selon Pierre Salama, la croissance des pays émergents (à part la Chine) repose sur un équilibre fragile.

|  |
| --- |
| Les principaux pays latino-américains voient leur avenir s’assombrir a vue d’œil. Le Brésil connait un ralentissement prononcé de sa croissance et des contestations sociales importantes, en 2013, l’Argentine souffre également d’une réduction très forte de sa croissance et de problèmes de gouvernance sérieux, le Mexique, tant loué aujourd’hui par les institutions internationales, révise à la baisse sa croissance et reste fortement dépendant de la conjoncture nord-américaine. La Chine connait un ralentissement de sa croissance, dont le niveau reste cependant élevé, mais dont les effets négatifs sur les balances commerciales du Brésil, de l’Argentine, du Chili, de la Colombie et du Pérou se manifestent dès 2012 et risquent d’être désastreux dans un avenir proche si les prix des matières premières continuent à baisser. En Chine enfin, les difficultés de passer d’un régime de croissance à un autre, fondé sur l’essor du marché intérieur, se traduisent par un ralentissement de la croissance. Aussi, au-delà du mythe véhiculé sur « l’état de santé » des économies émergentes, notamment latino-américaines, la question pertinente est de savoir si les économies émergentes ne sont pas à la fin d’un cycle d’expansion initié dans les années 2000 et qui pourrait se manifester par un retour du « stop and go » (ou dit autrement « croissance – plongeon »),  qui les caractérisait dans le passé. |

Salama note qu’il se produit paradoxalement une désindustrialisation du Brésil (et dans une moindre mesure de l’Argentine) qui découle de ce qu’il appelle une « re-primarisation » de l’économie. Le succès du Brésil en tant qu’exportateur de produits agro-industriels est l’autre côté de ses reculs en tant que producteur industriel.

Même si la part des BRICS dans le flux des exportations mondiale est passée d’environ 10% à 16 % entre 2002 et 2013, il ne faut pas oublier que l’essentiel du marché mondial est contrôlé par les pays du G7.

L’insertion des pays émergents sur la scène internationale

Pour terminer ce panorama, notons l’insertion croissante des pays émergents sur la scène mondiale. Celle-ci prend la forme d’une plus grande présence de quelques pays, notamment la Chine, le Brésil, l’Inde, dans les institutions financières internationales (Banque mondiale et FMI) où ces pays réclament une plus grande part dans le processus décisionnel. On observe cette poussée également à l’OMC où les BRICS ont jusqu’à présent bloqué le processus de libéralisation des échanges (cycle de Doha), de même que dans le cadre des négociations pour la mise en place d’une zone de libre-échange Asie-Pacifique. Les États-Unis et le Canada veulent mettre de l’avant dans ce processus l’APEC et les mêmes règles prévalant à l’ALÉNA.

La Chine essaie plutôt de vendre l’idée d’un élargissement de l’ASEAN et de la création d’instruments financiers pour le développement de l’Asie sous la gouverne des pays asiatiques (un « FMI asiatique). Derrière cette confrontation se profilent des clash géopolitiques dont la manifestation est l’expansion de la présence militaire américaine dans la région et le réarmement accéléré de la Chine. Pour les deux supergrands, l’enjeu est de persuader les autres pays asiatiques (dont certains sont des puissances économiques sur leurs propres bases, pensons à la Corée du Sud et au Japon) qu’ils sont davantage en mesure de préserver la croissance économique, la sécurité régionale et la paix.

Parallèlement à cet activisme, certains pays émergents développent leurs programmes de développement international, ce qui est (encore là) plus visible du côté de la [Chine, notamment en Afrique](http://www.youtube.com/watch?v=2UQx8kjIIHM).

Distribution de l’aide au développement de la Chine (2009)



Fait à noter, une part importante de l’APD chinoise se fait sous diverses formes non-traditionnelles impliquant des remises de dettes, des pratiques de troc, l’aide technique et la construction de projets « clés en mains », etc. Cette aide est concentrée dans des pays où les investissements chinois pour des projets principalement extractivistes sont importants.

Le Brésil pour sa part est également en train d’accroître sa présence, notamment en Amérique du Sud et dans les Caraïbes (Haïti). L’Agence brésilienne de coopération (ABC) reste cependant modeste et dans ses moyens et dans son répertoire d’actions.

Questions à explorer

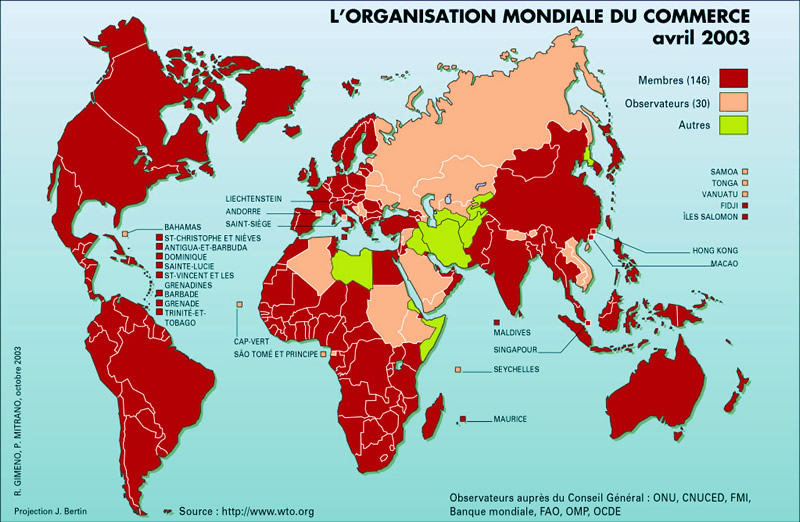
Ces développements en cours et d’une durée assez récente sont encore difficiles à cerner. Pour autant, ces dynamiques remettent en question un certain nombre d’idées « fondationnelles » qui ont prévalu dans les théories du développement international pendant longtemps (et encore aujourd’hui) :

* La polarisation entre « centre » et « périphérie » ne peut plus être conçue de manière aussi rigide qu’auparavant. Nonobstant les contradictions, problèmes, qui affectent les « émergents », il faut constater l’inflexion des rapports, au moins en partie. Le « noyau « dur » des émergents, en fin de compte la Chine, le Brésil et l’Inde, disposent d’un espace qu’ils n’avaient pas auparavant. Les taux de croissance et l’augmentation des exportations sont un facteur (et non le seul), à côté d’une certaine stabilisation sociale et politique qui découle en bonne partie des programmes de soutien aux familles, de l’augmentation du salaire minimum et des services publics. Une fois dit cela, on peut se demander si effectivement, comme le dit Samir Amin, la Chine est le « seul pays réellement émergent » (avec peut-être la Corée du Sud) ?
* Est-il trop tôt de parler d’un « consensus de Beijing » qui indiquerait les contours, bien qu’embryonnaires, d’un nouveau paradigme, d’un nouveau « modèle » ? En quoi ce « consensus » redéfinit ou réoriente les thèses traditionnelles (keynésianisme + développementisme) ? Est-ce un approfondissement de ces thèses ou une réelle bifurcation ?
* Est-ce que cette évolution est structurelle ou conjoncturelle ? Est-elle réversible, comme le suggère Pierre Salama ? Quelles sont les réponses potentielles des G7, de l’OCDE, des institutions internationales ? Que dire du « deuxième cercle » des émergents (les N-11) : sont-ils en mesure de se tailler une véritable place sur la scène ou sont-ils condamnés à demeurer des semi-périphéries ?

Le dossier

Le dossier qui suit introduit la réflexion sur ces questions. Il a été produit dans le sillon d’un séminaire sur les mouvements sociaux dans les pays émergents organisé dans le cadre du Forum social mondial de Tunis (mai 2013), et qui a réuni une centaine de chercheurs et de militants de plus de 20 pays. Ce séminaire s’inscrit dans un projet à long terme sous l’égide de l’Intellectuel collectif internationaliste (ICI), un réseau constitué d’individus et d’organisations impliquées dans la recherche avec et pour les mouvements sociaux (L’ICI est brièvement présenté à la fin de cette publication).

**Les pays émergents et la mondialisation**

****

La mondialisation et la crise

Michel Husson

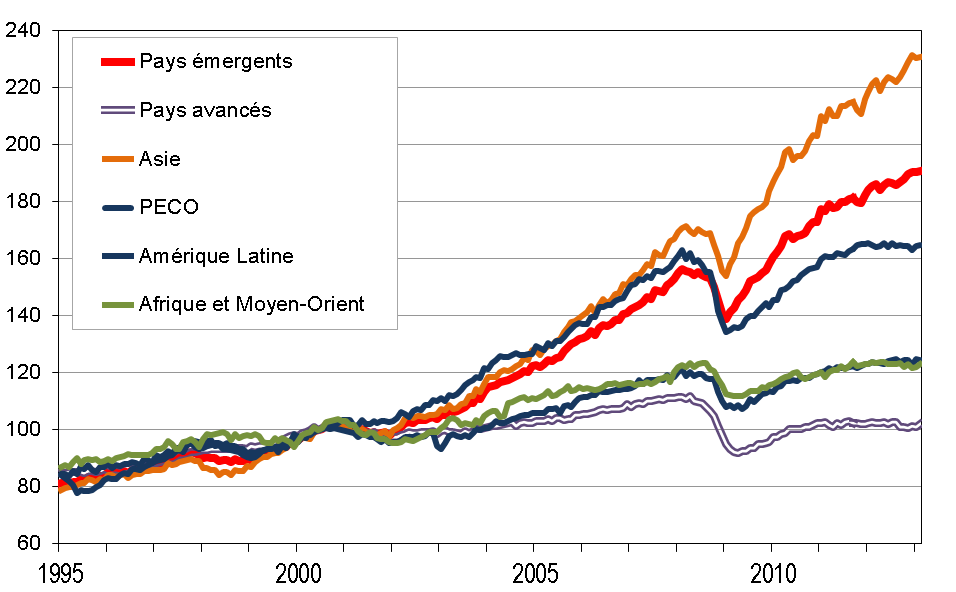
La première décennie du 20e siècle a été marquée par un phénomène frappant : les trajectoires économiques des pays avancés et du reste du monde se sont mises à diverger, alors qu’elles étaient jusque-là relativement parallèles. C’est le point de départ de cette réflexion qui cherche ensuite à analyser ce phénomène autour de trois questions :

* Quels sont les effets sociaux de ce grand basculement opéré par la mondialisation ?
* Quelles sont les inflexions apportées par la crise ?
* À quelles conditions le développement est-il compatible avec les contraintes environnementales ?

Le grand basculement du monde

Entre 2000 et 2013, la croissance des pays avancés a été de 1,6 % par an et 6,1 % pour le reste du monde. L’écart se resserre si l’on raisonne en produit intérieur brut (PIB) par tête, mais il reste considérable : 1,0 % dans les pays avancés contre 4,7 % dans le reste du monde. Ces données reposent sur un certain nombre de conventions quant à la mesure des taux de change et à la définition des zones de l’économie mondiale, mais elles suffisent à mettre en lumière ce fait inédit : désormais, les gains de croissance – et de productivité – se font au Sud et s’épuisent au Nord. La même divergence peut être observée sur la seule production industrielle : au cours de la dernière décennie, l’intégralité de sa progression au niveau mondial a été réalisée dans les pays émergents. Elle a doublé en Asie. Les pays de l’Europe continentale et orientale (PECO) font presque aussi bien au moins jusqu’à la crise, tandis que l’Amérique latine, l’Afrique et le Moyen-Orient profitent aussi de cette tendance, mais dans une moindre mesure. Ce mouvement d’ensemble conduit à ce fait historique : en 2012, les pays émergents réalisent la moitié des exportations industrielles mondiales, alors que leur part n’était que de 30 % au début des années 1990.

La production industrielle mondiale



Base 100 en 2000. Source : CPB.

Ce grand basculement a été confirmé par la crise qui aura aussi servi de révélateur. Dans un premier temps, la thèse du « découplage » avait été avancée, selon laquelle le dynamisme des pays émergents permettrait d’amortir le choc récessif. C'était prendre conscience de leur rôle moteur dans la croissance mondiale, mais aussi sous-estimer leur dépendance à l’égard des débouchés fournis par les pays avancés. En réalité, la croissance a reculé de manière comparable dans les deux groupes de pays, parce qu’il existe entre eux une forte synchronisation des évolutions cycliques. Leur différentiel de croissance a permis aux pays émergents, pris dans leur ensemble, d’éviter la récession, mais plusieurs grands pays comme le Brésil et l’Afrique du Sud n’y ont pas échappé.

La sortie du creux s’est faite de manière parallèle dans les deux groupes de pays, confirmant les écarts de croissance antérieurs. Autrement dit, le dynamisme des pays émergents reste actuellement le moteur de l’économie mondiale, mais il dépend réciproquement du dynamisme des pays du centre.

Des transformations aussi profondes ont conduit à faire évoluer la terminologie : le monde était traditionnellement divisé entre pays développés ou avancés, d'un côté, et pays en développement de l'autre. Parmi ces derniers, on s’est mis à distinguer les pays « émergents », pour désigner les plus performants. C’est un économiste de Goldman Sachs qui a inventé le terme de BRIC pour désigner l’ensemble formé par le Brésil, la Russie, l’Inde et la Chine auxquels on ajoute l’Afrique du Sud. Les experts de cette même banque ont ensuite identifié le groupe des onze prochains émergents (*Next Eleven* ou N-11) qui rassemble les pays suivants : Bangladesh, Corée du Sud, Égypte, Indonésie, Iran, Mexique, Nigeria, Pakistan, Philippines, Turquie et Viêt Nam.

Le retournement s’amorce durant les années 1990, mais c’est dans la première décennie du 20e siècle que le mouvement prend toute son ampleur : entre 2000 et 2010, la part des pays avancés dans le PIB mondial baisse de 77,8 % à 64,5 % et celle des BRIC augmente spectaculairement, passant de 8,3 % à 18,2 %.

Ces chiffres sont réellement impressionnants, mais leurs effets doivent d’abord être relativisés en prenant en compte les écarts de niveaux de vie. Les pays en développement partent en effet de très loin : en 2010, le PIB par tête moyen dans les BRIC représente 12 % de celui des pays avancés, une proportion nettement moins élevée que pour les autres pays en développement (28 %). Autrement dit, les pays émergents, et notamment les BRIC, sont parmi les plus pauvres de la planète. Compte tenu des tendances démographiques, le niveau de vie moyen resterait largement inférieur à celui des pays avancés à horizon de 10 ans. Même à l’horizon 2050, le niveau de vie moyen dans l’ensemble des pays émergents resterait au mieux inférieur de moitié à celui des pays avancés.

Cette description d’ensemble masque des évolutions beaucoup plus différenciées. Il faudrait plutôt parler d’un monde à quatre vitesses (*Four Speed World*), comme l’avait suggéré l’ancien président de la Banque mondiale, James Wolfensohn qui proposait de distinguer deux autres groupes de pays. Il y a d’abord les « pays à la traîne », qui « ont connu des poussées de croissance mais aussi des périodes de déclin ou de stagnation, surtout une fois qu'ils atteignent le statut de pays à revenu intermédiaire ». Il s’agit notamment de l’Amérique latine et du Moyen-Orient, soit un cinquième de la population mondiale. Viennent ensuite les pays « laissés pour compte » dont les revenus stagnent ou baissent. Ce dernier groupe de pays principalement situés en Afrique sub-saharienne correspond au « milliard du bas », pour reprendre le titre du livre de Paul Collier. Ils ont, toujours selon Wolfensohn, « peu bénéficié de la mondialisation, et sont parmi les plus vulnérables à ses effets délétères, tels que le changement climatique et le renchérissement des produits de base. »

## 

## Une nouvelle cartographie du monde

Au début du XIXe siècle, il était possible d’analyser les relations internationales à partir de cette grille de lecture : un pays, un capital, un État, une monnaie, etc. Aujourd’hui, cette équation a perdu en grande partie sa validité. À partir du moment où une firme multinationale peut potentiellement produire dans n’importe quel pays et vendre dans d’autres pays, le lien entre l’exploitation de la force de travail et les débouchés est distendu : dans la plupart des pays émergents, les salariés n’ont pas les moyens d’acheter ce qu’ils produisent. Il y a près de 100 ans, Vladimir Ilitch Lénine faisait de l’exportation des capitaux l’un des éléments de sa définition de l’impérialisme. Aujourd’hui, les États-Unis sont un importateur massif de capitaux.

Ces mutations remettent en cause la validité des théories classiques de l’impérialisme et du sous-développement qui reposaient toutes sur l’idée d’une asymétrie entre pays dominants et pays dominés : le « Nord » prospérait aux dépens du « Sud » et, en tout cas, entravait son développement. La nouveauté est donc qu’un groupe de pays rompt avec cette situation de stricte dépendance. La mondialisation a ainsi fait éclater le découpage du monde entre pays développés, Tiers-Monde et « bloc socialiste » et l’a remplacé par une structure hiérarchisée en fonction de l’internationalisation du capital. Il faut donc dépasser la représentation de l’économie mondiale comme une simple juxtaposition d’économies nationales et la remplacer par un concept d’économie mondiale intégrée dont la structuration est de plus en plus dissociée de la cartographie des États.

Cette nouvelle mondialisation n’est pas née par génération spontanée. Pour qu’elle puisse émerger, il a fallu faire disparaître tout ce qui contenait l’internationalisation du capital dans certaines limites. Le modèle de développement de beaucoup de pays du Sud, notamment en Amérique latine, combinait une certaine dose de protectionnisme régulateur et un appel contrôlé aux capitaux étrangers. Ce modèle dit de substitution d’importations, qui commençait à buter sur ses limites, a été percuté par la crise de la dette provoquée par la hausse unilatérale des taux d’intérêt en 1979. On a alors imposé aux pays concernés des plans d’ajustement structurel qui avaient tous en commun d’imposer une levée des mesures d’encadrement des capitaux étrangers et la réorientation de l’appareil productif vers les exportations.

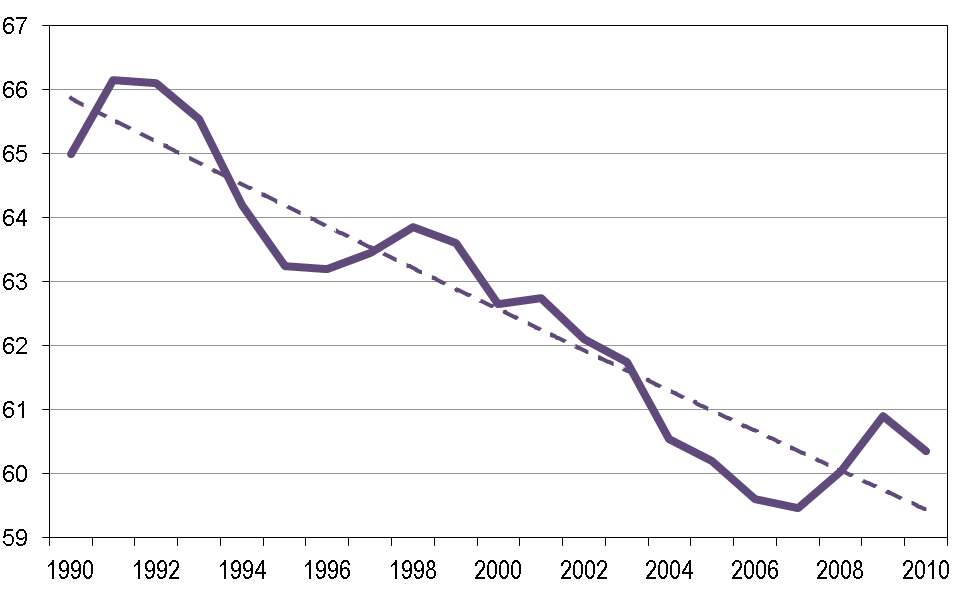
L’étape suivante a été l’institutionnalisation de l’absence de règles à travers la création de l’OMC (Organisation mondiale du commerce) dont la tâche essentielle est au fond d’organiser la libre circulation des capitaux. Son effet majeur est la mise en concurrence directe des salariés à travers le monde et la formation d’une « classe ouvrière mondiale ».

La formation d’une classe ouvrière mondiale

Durant les années 1990, un phénomène décisif s’est produit avec l’entrée sur le marché mondial de la Chine, de l’Inde et de l’ancien bloc soviétique, qui a conduit à un doublement de la force de travail confrontée à la concurrence sur le marché mondial (Richard Freeman, 2005). Ce doublement s’accompagne d’une baisse de plus de moitié du capital par tête qui représente une contribution positive à la rentabilité potentielle. On retrouve le même type de résultat sur la seule industrie manufacturière : entre 1980 et 2005, la main-d’œuvre industrielle a augmenté de 120 % dans les pays développés, mais baissé de 19 % dans les pays en développement. Ce constat a récemment été confirmé par une étude du FMI (2013) qui calcule la force de travail dans les secteurs exportateurs de chaque pays. Là encore, la divergence est flagrante : entre 1990 et 2010, la force de travail globale ainsi calculée a augmenté de 190 % dans les pays en développement, contre 46 % dans les pays avancés.

La mondialisation conduit donc tendanciellement à la formation d’un marché mondial et aussi à celle d’une classe ouvrière mondiale. Cette dernière est extraordinairement segmentée, en raison d’écarts de salaire considérables, mais sa mobilité est limitée alors que les capitaux ont obtenu une liberté de circulation à peu près totale. Dans ces conditions, la mondialisation a pour effet de mettre potentiellement en concurrence les travailleurs de tous les pays. Cette pression concurrentielle s’exerce aussi bien sur les salariés des pays avancés que sur ceux des pays émergents et se traduit par une baisse tendancielle de la part des salaires dans le revenu mondial.

Part des salaires dans le revenu mondial 1970-2010



En % du PIB. Calculs propres à partir de Stockhammer, 2013.

Les effets sociaux de la mondialisation

Les institutions internationales insistent sur le recul de la pauvreté absolue, définie le fait de vivre avec un pouvoir d’achat inférieur à 1,25 dollar par jour (aux prix de 2005). Plus concrètement, « les personnes qui se trouvent en dessous de ce seuil mènent des vies misérables, pénibles, dures et courtes. Ce n’est pas seulement l'éducation, la santé, un logement et des vêtements décents qui leur font défaut mais tout simplement une alimentation suffisante pour qu’elles conservent leur santé physique et mentale. » (*The Economist*, 2013).

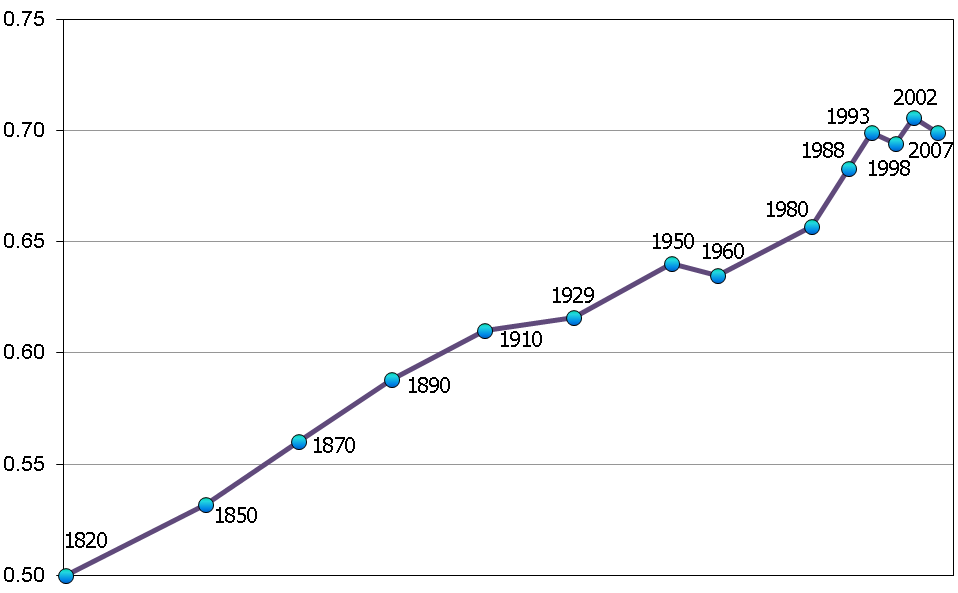
L’objectif du Millénaire – diviser par deux la pauvreté absolue – a été atteint avec 5 ans d’avance : « dans les régions en développement, la proportion de personnes vivant avec moins de 1,25 dollar par jour a diminué de 47 % en 1990 à 22 % en 2010. Il y a eu environ 700 millions de personnes en moins vivant dans des conditions d’extrême pauvreté en 2010 qu’en 1990 ». En revanche, le nombre de personnes en situation de pauvreté relative (moins de 50 % du revenu médian du pays où ils vivent) a augmenté, même si leur part dans la population mondiale a baissé.

Ce bilan relativement optimiste doit cependant être nuancé. Le recul du nombre de « pauvres absolus » est intégralement le fait de la Chine et il n’a pas baissé dans le reste du monde. En outre, il était relativement facile de faire franchir le seuil de 1,25 dollar par jour parce que beaucoup de gens étaient juste en dessous. C’est pourquoi il faut élargir un peu le spectre et considérer la catégorie des personnes « proches de la pauvreté » qui représentent un quart de la force de travail mondiale des pays en développement.

La question plus générale des inégalités est complexe parce que la notion d’inégalités est multidimensionnelle. Si l’on s’intéresse à l’inégalité entre pays, le plus simple est de classer les pays en fonction de leur PIB par tête et de calculer un indicateur de répartition, par exemple le coefficient de Gini qui varie entre 0 (répartition parfaitement égalitaire) et 1 (répartition parfaitement inégalitaire). Chaque pays compte alors comme « un individu », mais, dans ce cas, un petit pays riche pèse autant qu’un grand pays pauvre. Pour compenser ce biais, on peut alors pondérer chaque pays en fonction de sa population. Mais ce calcul n’est pas non plus entièrement satisfaisant, car chaque individu figure avec le revenu moyen de son pays alors que les inégalités ont pu s’y creuser.

Il faut donc calculer un indicateur global qui mélange l’ensemble des habitants de la planète et montre que les inégalités mondiales n’ont pratiquement jamais cessé de se creuser depuis les origines du capitalisme (Graphique 3). Les seules exceptions correspondent aux périodes pendant lesquelles de grands pays du Sud ont adopté un modèle de croissance plus autocentré : durant l’entre-deux-guerres et les « Trente glorieuses ».

Les inégalités mondiales (1820-2007)



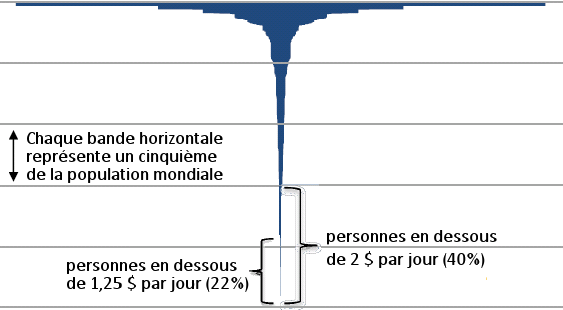
Coefficient de Gini mondial

Sources : PNUD

Sur la période récente, les inégalités se creusent à partir de 1980, avant de se stabiliser à un niveau élevé. C’est le résultat de deux mécanismes qui se compensent : les inégalités entre pays se réduisent avec la croissance plus rapide des pays émergents, mais les inégalités se creusent dans l’immense majorité des pays. Le Brésil fait exception à ce principe, mais de manière générale, ces évolutions ne confirment pas la « courbe de Kuznets » selon laquelle les inégalités augmenteraient dans une première phase, mais baisseraient à partir d’un certain niveau de développement.

Malgré le recul de la pauvreté, nous sommes donc toujours dans un monde où dominent de très profondes inégalités que la pyramide de la distribution mondiale des revenus permet de visualiser. En 2007, les 20 % les plus riches de la population mondiale obtiennent 70 % du revenu mondial, alors que les 20% les plus pauvres n’en obtiennent que 2%. Ces mesures en parité de pouvoir d’achat (qui corrigent les taux de change) permettent de mesurer à quel point le rythme de réduction des inégalités est lent : en 1990, ces mêmes proportions étaient de 75 % pour les plus riches et de 1,5 % pour les plus pauvres. Au rythme actuel, il faudrait 272 ans pour que le milliard le plus pauvre obtienne 10 % du revenu global. La croissance n’est donc pas une condition suffisante pour réduire les inégalités : cela n’est le cas, ni pour la Chine, ni pour l’Inde, ni même pour les États-Unis, où la croissance a rendu « les riches plus riches et les pauvres plus pauvres en valeur relative. »

Répartition du revenu mondial par centiles de population en 2007



Source : Isabel Ortiz et Matthew Cummins, 2012

Les liens entre croissance et inégalités sont donc complexes. Elles recouvrent au fond la distinction classique entre croissance et développement. Le recul de la pauvreté est évidemment favorisé par la croissance, mais il dépend aussi en grande partie des politiques publiques. Le Programme des Nations unies pour le développement (PNUD), qui calcule régulièrement un indicateur de développement humain (IDH), montre que ce dernier fait apparaître d’importants écarts avec le PIB par tête : la croissance ne se traduit donc pas automatiquement par une amélioration du bien-être. En revanche, le PNUD observe une forte corrélation entre le niveau de l’IDH en 2012 et les dépenses publiques antérieures. Et cela fonctionne dans les deux sens : « Rares sont les pays qui ont maintenu une croissance rapide sans avoir investi massivement dans le secteur public, non seulement dans les infrastructures, mais également dans l’éducation et la santé ».

Le PNUD calcule désormais un indicateur de développement corrigé pour tenir compte des inégalités. À partir de ces données, on peut établir que la majeure partie de l’écart entre l’IDH et le PIB par tête est expliquée par la perte de bien-être résultant des inégalités (Michel Husson, 2011). La réduction des inégalités est décidément ce qui permet de différencier croissance et développement : ce principe permet de relativiser les bienfaits sociaux de la croissance dans les pays émergents.

Les institutions internationales préfèrent quant à elles mettre l’accent sur la montée d’une classe moyenne mondiale. Dans son dernier rapport (2013), le PNUD souligne ainsi qu’entre 1990 et 2010, « la part du Sud de la classe moyenne dans la population mondiale est passée de 26 % à 58 %. » Mais ce concept de classe moyenne n’est pas un concept sociologique, parce que sa définition repose avant tout sur le pouvoir d’achat. Il s’agit donc d’une classe de revenu plutôt que d’une classe sociale

Ce concept est d’ailleurs biaisé : dans la mesure où il est défini en fonction de niveaux de revenu fixes, la taille de la classe moyenne augmente mécaniquement. On pourrait parler d’études de marché visant à mesurer les perspectives offertes par la consommation dans les pays émergents. Le PNUD prévoit ainsi qu’en 2030 « plus de 80 % de la classe moyenne mondiale vivra dans les pays du Sud et représentera 70 % des dépenses totales de consommation ».

Cette référence a aussi pour effet de masquer le phénomène de formation d’une classe ouvrière mondiale. Certes, son niveau de vie augmente peu à peu, mais de manière très inégale selon les pays. Et cette catégorie ne suffit pas à rendre compte des conditions d’existence des travailleurs. L’Organisation internationale du Travail distinguait quatre groupes de pays en fonction de la qualité des institutions et des modèles sociaux et montrait que « 73% de tous les travailleurs vivent en situation d'insécurité économique, tandis que 8% seulement vivent dans les pays "en pointe», c'est-à-dire dans des sociétés offrant une sécurité économique favorable ».

Mettre l’accent sur la classe moyenne permet aussi de relativiser le maintien de situations de misère ou de fragilité. L’OIT rappelle que « les personnes pauvres ou vulnérables constituent encore la majorité de la population dans la plupart des pays». Le panorama est décidément contradictoire d’autant plus que le recul de la pauvreté s’accompagne, comme on l’a vu d’une montée à peu près universelle des inégalités.

Le modèle chinois

La Chine a été le principal vecteur du grand basculement mondial. La valeur des exportations chinoises a ainsi été multipliée par 9 entre 1995 et 2008. Cette performance exceptionnelle s’accompagne d’une « remontée des filières », autrement dit d’un positionnement croissant sur des biens de haute technologie « qu’on n’aurait normalement pas attendu à voir produits, et encore moins exportés, par un pays pauvre et abondant en travail comme la Chine ».

Ce succès ne résulte pas de l’application des préceptes du « Consensus de Washington ». Il n’est pas le fruit du libre jeu du marché ou de l’initiative privée, mais au contraire d’une politique industrielle qui s’est appuyée en premier lieu sur les entreprises d’État. Celles-ci occupent une place dominante dans des secteurs tels que l'acier, les télécommunications ou le transport et réalisent environ la moitié de l’investissement.

Le second volet de cette politique industrielle a été une ouverture maîtrisée aux capitaux étrangers : ces derniers ont été contraints de s’associer à des capitaux chinois, et l’accès au marché chinois a été conditionné à des transferts de technologie. En 2006, 39,5 % des exportations chinoises sont ainsi réalisées par des entreprises étrangères, 18,7 % par des coentreprises (*joint ventures*), 24 % par des entreprises chinoises publiques et 17,8 % par des entreprises chinoises privées.

Ce bilan a été détaillé dans de nombreuses études qui insistent sur la sophistication croissante des exportations chinoises, et sur les potentialités de nouvelles diversifications qui assureraient la pérennité des succès de l’économie chinoise. Cependant les modalités mêmes de cette réussite doivent être réexaminées en dépassant la logique « pays » pour adopter une approche en termes de « chaînes de valeur. »

Cette méthode distingue le commerce « ordinaire » et le commerce d’assemblage (*processing trade* ou perfectionnement actif), autrement dit la transformation de biens importés qui seront ensuite réexportés. Cette décomposition permet de constater que la Chine ne conserve que la moitié de la valeur ajoutée contenue dans ses exportations (Koopman *et alii*, 2008). La part du contenu local est en effet beaucoup plus faible dans les secteurs ré-exportateurs, notamment dans ceux qui sont les plus sophistiqués : ordinateurs, appareils électroniques, matériel de télécommunication. Pour ne prendre qu’un exemple, la Chine exporte l’iPhone 4 d’Apple au prix unitaire de 194 $, mais n’obtient qu’environ 6,5 $ de valeur ajoutée. Autrement dit, la localisation de la valeur ajoutée est en grande partie déconnectée des flux de biens physiques, de telle sorte que les pays développés continuent à capter la majeure partie de la valeur ajoutée engendrée au niveau mondial.

La question essentielle est alors de savoir si les entreprises chinoises bénéficient des investissements étrangers pour monter en gamme. La réponse est mitigée et fait l’objet de controverses. Selon certains, les tendances observées entre 1997 et 2005, vont exactement à l'encontre de ce que l'on s'attendrait en cas de rattrapage des entreprises chinoises. La « qualité » des exportations peut en effet être mesurée par leur « valeur unitaire » (*unit value*), autrement dit leur niveau de prix. Le constat général est que la valeur unitaire des exportations des BRIC est significativement moins élevée que celle des pays avancés. Dans le cas de la Chine, il existe une forte corrélation entre la valeur unitaire des exportations et celle des biens intermédiaires importés qui laisse à penser que la Chine a amélioré la qualité de ses exportations dans la mesure où elle importait des biens intermédiaires de qualité élevée.

L’apparente sophistication des exportations chinoises serait donc en partie un « artefact statistique » dans la mesure où elles incorporent des importations de produits intermédiaires à fort contenu technologique. Le commerce d’assemblage ne représente ainsi que 30% des exportations de faible technologie, mais jusqu'à 90% des exportations de haute technologie. La montée en gamme des exportations chinoises pourrait ainsi refléter une spécialisation verticale croissante plutôt qu’une plus grande sophistication. En d’autres termes, la Chine ne peut exporter des produits de haute technologie que dans la mesure où elle importe les composantes à haute valeur ajoutée.

Les autorités chinoises ont d’ailleurs pris conscience de ce mécanisme, en faisant de l’innovation leur leitmotiv : « La Chine entend bâtir sa prospérité future sur l'innovation qui doit mobiliser le potentiel créatif de chacun. Ses succès résideront dans sa capacité à produire plus de valeur, et non plus de produits, de manière à remonter la chaîne de valeur et à concurrencer les pays avancés sur les mêmes types de produits. » (World Bank and the Development Research Centre of the State Council of People’s Republic of China, 2012, p. 15)

Vers la fin de l’« émergence » ?

Le modèle chinois est par bien des côtés déséquilibré. En 2009, l’investissement représentait 48% du PIB chinois, et la consommation privée seulement 35 %, le reste correspondant à la consommation publique (13 %) et à l’excédent commercial (4,4 %). La relative étroitesse du marché intérieur est donc l’autre face du poids important de l’investissement : un cinquième de l’investissement mondial est réalisé en Chine.

La croissance de l’économie chinoise est donc de plus en plus coûteuse en capital. Si l’on compare la période 1998-2007 à la décennie précédente, on constate que des performances de croissance comparables sont obtenues avec une croissance beaucoup plus élevée du capital par tête : 4,3 % par an contre 2,5 %. On retrouve le même résultat en comparant la Chine avec l’Inde.

Cet alourdissement du capital est particulièrement marqué dans le secteur étatique où les restructurations permettent de dégager de forts gains de productivité, mais au prix d’une très forte accumulation de capital qui représente plus de la moitié de l’investissement fixe et conduit certains analystes à pointer une mauvaise allocation du capital. Dans le secteur privé, l’efficacité du capital tend à progresser moins vite, de telle sorte qu’on assiste à une baisse du taux de profit.

Les plans de relance massifs conçus pour faire face à la crise (4000 milliards de renbimi, soit environ 640 milliards de dollars US) ne peuvent qu’accentuer cette tendance, d’autant plus que des dépenses d’infrastructure sont annoncées pour le montant considérable de 3200 milliards de dollars US. Cette relance de l’investissement, dopée par des taux d’intérêt réels très faibles, a débouché sur un boom dans l’immobilier et sur une hausse rapide des prix dans ce secteur. L’éclatement des bulles immobilières et bancaires représente aujourd’hui un risque majeur pour l’économie chinoise.

Dans le même temps, les avantages comparatifs de la Chine sont en train de se réduire. La raison essentielle est la progression des salaires qui ont augmenté en moyenne de 15 % par an sur la dernière décennie, pour une inflation de 2 à 3 % par an, tandis que la monnaie chinoise se réévalue progressivement, contribuant à réduire la compétitivité des exportations chinoises. Ce rattrapage salarial est un levier décisif dans le rééquilibrage de l’économie mondiale, et notamment de son pivot central qui relie la Chine et les États-Unis, que l’on a pu baptiser *Chinamerica*, (voire *Chimerica*). Il se produit à un rythme bien supérieur à ce que l’on pouvait prévoir il y a quelques années encore, et des cabinets comme McKinsey ou le *Boston Consulting Group* envisagent ou recommandent des relocalisations vers les États-Unis. Cette perte relative de compétitivité est illustrée par le récent projet du groupe H&M de délocaliser des usines en Éthiopie. Elle conduira à une réorientation du commerce extérieur et des investissements chinois vers d’autres pays bénéficiant de salaires encore plus bas ou de ressources en matières premières et en énergie, dont la Chine a besoin pour maintenir son rythme de croissance.

Au total, la plupart des études prospectives tablent sur un ralentissement de la croissance. Sur la base de leurs indicateurs de spécialisation, des chercheurs) prédisent que la Chine continuera à enregistrer des succès, mais leur méthodologie les conduit cependant à prévoir un net ralentissement de la croissance chinoise au cours des deux décennies à venir : elle se situerait entre 4,2 % et 5,1 % par an, contre 10,3 % par an entre 1990 et 2007.

Le recentrage sur le marché intérieur envisagé par les autorités chinoises suppose un rééquilibrage en faveur de la consommation. Il est d’abord rendu nécessaire par la très forte progression des inégalités. Le coefficient de Gini est passé de 0,25 en 1985 à 0,47 en 2008, devenant l’un des plus élevés du monde. Le revenu urbain équivaut en 2008 à 3,2 fois le revenu rural contre 2 en 1985, alors même que la part des travailleurs dans l’agriculture est encore de l’ordre de 50 % en 2005, contre70 % au début des années 1980. La réduction de ces inégalités devrait passer par une augmentation programmée du salaire minimum et par un effort du côté des dépenses publiques visant à élargir le système de protection sociale, notamment en ce qui concerne les retraites, compte tenu des perspectives de vieillissement.

Cependant, ce rééquilibrage se heurte à plusieurs obstacles. Le premier est l’épuisement du mécanisme de remontée des filières et des gains de productivité : l’alourdissement capitalistique et la réduction des avantages compétitifs pourraient conduire à un ralentissement des transferts technologiques. Mais surtout, la reconversion vers le marché intérieur d’entreprises produisant pour le marché mondial n’a rien d’automatique, compte tenu des différences dans la gamme des produits et dans les processus productifs.

Le deuxième obstacle, sans doute plus important encore, réside dans les résistances à une redistribution moins inégalitaire des richesses. Derrière les paramètres économiques de la Chine, il y a les privilèges acquis par la petite couche sociale qui dirige ce qu’Au Loong-Yu (2012) appelle un « capitalisme bureaucratique » et à laquelle la fameuse classe moyenne fournit une base sociale finalement assez étroite.

La Chine est le « pays émergent » par excellence. Mais son mode de développement original diffère de celui des autres émergents et n’est pas forcément reproductible, pour plusieurs raisons. Il y a d’abord l’effet de taille qui permet d’établir un rapport de forces équilibré avec les firmes multinationales, mais aussi la mise en œuvre d’une stratégie volontaire d’industrialisation reposant sur une accumulation de savoir-faire et de formation de la main-d’œuvre. Ces conditions n’existent pas forcément dans toute une série de pays – pourtant qualifiés d’émergents – et dont l’insertion dans la division internationale du travail reste plus classique, en ceci qu’elle ne présente pas les mêmes possibilités de croissance relativement autonome.

À la fin de cette décennie 2000, marquée par une profonde mutation dans la structure de l’économie mondiale, de nombreux exercices de prospective cherchent alors à imaginer ce que deviendra l’économie mondiale en 2030, 2050 ou 2060 (Goldman Sachs, 2009 ; OCDE, 2012b). La prolongation des tendances observées conduit en effet à des résultats impressionnants : selon l’OCDE, le PIB par habitant des économies aujourd’hui les plus pauvres aura plus que quadruplé en 2060, tandis que celui des économies les plus riches aurait « seulement » doublé. Le poids des pays émergents deviendrait largement majoritaire, au détriment des vieux pays capitalistes. Toujours selon l’OCDE, les BRIC pèseraient 52 % du PIB mondial en 2060, contre 30 % en 2010, tandis que la part de la « Triade » (États-Unis, Japon, zone euro) passerait de 48 % à 28 %.

Ces extrapolations sont souvent extravagantes : ainsi la banque Citigroup prévoit, pour les 20 ans à venir, une croissance supérieure à 9 % au Nigeria et en Inde, et de plus de 7 % en Indonésie, au Bangladesh, et en Égypte. De manière générale, la portée de ce type d’exercices est limitée. Les modèles utilisés pour réaliser de telles projections sont en effet assez frustes et non dénués de biais idéologiques. Le cœur du modèle utilisé par l’OCDE repose ainsi sur une fonction de production où l’évolution du PIB dépend du stock de capital, de la force de travail et de la productivité globale des facteurs. Cette dernière est supposée converger vers la « frontière mondiale », autrement dit vers la performance optimale, à partir de deux hypothèses. La première est que cette productivité optimale dépend de la (dé)régulation du marché des produits ; la seconde est que la vitesse de convergence vers cette « frontière » est d’autant plus élevée que le pays est ouvert au commerce et à l’investissement. On voit ainsi que cet exercice de prospective assez mécanique n’est pas neutre idéologiquement, puisqu’il est fondé sur des liaisons observées sur le passé, mais très controversées, entre productivité et dérégulation, et convergence et ouverture au marché mondial.

L’exercice insiste par ailleurs sur les effets bénéfiques de « mesures structurelles énergiques » : selon l’OCDE, « la libéralisation des marchés de produits accélèrerait la convergence ; les réformes du marché du travail peuvent stimuler la croissance du PIB à long terme ; des mesures ambitieuses d'assainissement budgétaire et des réformes structurelles plus poussées peuvent réduire les déséquilibres et doper la croissance ». En réalité, le processus de convergence a surtout concerné l’industrie manufacturière et certains secteurs de services plutôt que l’ensemble des économies. Les transferts de main-d’œuvre vers les secteurs à productivité plus élevée ont contribué à la convergence, mais de manière très inégale d’un pays à l’autre. Cette contribution est importante en Asie, mais négative en Amérique latine. On peut même évoquer la malédiction des matières premières qui représentent un frein aux transformations structurelles. Mais cela signifie aussi une déstructuration des sociétés qui porte notamment sur la population occupée dans l’agriculture. Dans de nombreux pays, notamment au Brésil, les paysans sont évincés par les importations agricoles ou par les agro-carburants, sans que les secteurs dynamiques de l’économie soient capables de créer des postes de travail en nombre suffisant.

L’Inde a elle aussi connu une croissance impressionnante, mais la crise l’a fait reculer, plus nettement qu’en Chine, révélant ainsi les points faibles du modèle indien, à commencer par la forte divergence entre les États. La croissance ne peut reposer sur le seul dynamisme démographique, qui distingue l’Inde de la Chine. Malgré Tata et Mittal, les géants de l’acier, le poids de l’industrie est deux fois moins important qu’en Chine et l’Inde a surtout créé des emplois qualifiés dans les secteurs de services délocalisés (centres d’appel, conception de logiciels, arrière-guichet) sans pouvoir absorber la main-d’œuvre peu qualifiée arrivant sur le marché du travail.

La croissance de l’Afrique s’est accélérée durant les dix ans précédant la crise : elle a dépassé les 6 % par an avant de redescendre à un peu plus de 4 % en 2012. Peut-on pour autant faire preuve d’afro-optimisme et prévoir que l’Afrique va rejoindre la Chine et l’Inde pour constituer la « Chindiafrique »?

Il y a pourtant beaucoup de raisons de ne pas partager un tel optimisme. La première tient d’abord à la composition sectorielle de cette croissance. L’agriculture occupe environ 60 % de la population active alors qu’elle ne représente que 25 % du PIB. L’industrie est peu développée et contribue en moyenne à 10 % du PIB. Le dynamisme économique reste donc dépendant du marché mondial, car il continue à reposer principalement sur les ressources naturelles : énergie, matières premières et agriculture d’exportation. Les pays sont très inégalement positionnés et on peut notamment les distinguer selon qu’ils sont importateurs et exportateurs de pétrole. La croissance est ainsi inférieure de 2 points dans les pays importateurs quand on corrige le PIB pour prendre en compte l’évolution des termes de l’échange.

L’investissement international est concentré à 70 % dans les pays africains riches en ressources naturelles et il faut au passage signaler que son volume est du même ordre de grandeur que les transferts reçus des migrants. Il porte principalement sur les infrastructures nécessaires à l’exploitation et à la distribution des ressources naturelles. Ses effets d’entraînement sur le reste de l’économie restent relativement faibles et la dépendance aux matières premières a pour corollaire d’importantes fuites de capitaux. Les flux illicites de capitaux ont ainsi considérablement augmenté entre 2000 et 2009, leur valeur cumulée sur cette période dépassant les 600 milliards de dollars. On découvre sans surprise que les plus grands producteurs de pétrole (Nigeria, Algérie, Angola, Égypte et Libye) représentent plus de la moitié de ces sorties de capitaux. Elles sont l’indice de la corruption et de la ponction qui continue à s’opérer sur les matières premières.

L’une des spécificités majeures de l’Afrique, et spécialement de l’Afrique sub-saharienne, est que la transition démographique ne s’est pas vraiment amorcée. Selon l’ONU, la population de l’Afrique devrait augmenter d’un tiers (34 %) entre 2010 et 2025, contre 8 % dans le reste du monde. Et encore s’agit-il des projections réalisées avec une hypothèse basse de fertilité. Le nombre de personnes en âge de travailler devrait augmenter considérablement (45 %), soit une croissance de 2,5 % par an. Ces entrées massives sur le marché du travail vont donc exercer une pression importante sur les créations d’emploi, qui est sous-estimée par les prospectivistes. Leurs modèles de prévision, aussi sophistiqués soient-ils, supposent implicitement que toute augmentation de la population active est censée se convertir en croissance. Mais il faudrait que le rythme de création d’emplois s’ajuste à celui des arrivées sur le marché du travail. Or, rien ne le garantit, et voilà pourquoi cette croissance est « potentielle », et pourquoi aussi le chômage des jeunes – y compris des plus qualifiés – est un phénomène largement répandu en Afrique comme dans d’autres pays du monde (et très souvent le moteur des révoltes sociales).

Face au défi climatique

Le dernier rapport du GIEC (Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat) date de 2007, le prochain devant paraître en 2014. Son scénario minimal vise à limiter à 2,4 degrés l’augmentation de la température moyenne du globe d’ici 2050. Pour atteindre cet objectif, le monde devrait réduire de moitié le niveau de ses émissions de CO2 par rapport à 2000, et les pays avancés de 80 %. L’objectif assigné aux pays émergents se déduit des précédents et équivaut à une baisse de 18 %. Cette différence de traitement est justifiée par la « dette écologique » des pays avancés qui sont responsables de la majeure partie du stock de gaz à effet de serre accumulé dans l’atmosphère. Elle l’est aussi pour permettre d’accompagner le rattrapage des pays émergents.

La question est alors de savoir si la planète est sur la bonne trajectoire, autrement dit si les projections du PIB mondial sont cohérentes avec ces objectifs de réduction des émissions. Pour tenter d’y répondre, on rapproche le scénario « 450ppm » de l’Agence Internationale de l’Énergie des projections de l’ONU sur la population et de Goldman Sachs sur la croissance.

La population mondiale devrait augmenter de 1,2 milliard d’êtres humains entre 2010 et 2035, soit une progression de 18 %, selon le scénario de l’ONU reposant sur une hypothèse basse du taux de fécondité (ONU, 2012). Cet accroissement serait uniquement le fait des pays émergents, puisque la population des pays avancés resterait à peu près constante. Sur cette même période, le PIB mondial augmenterait de 155 % (3,8 % par an), mais là encore avec un ciseau entre les pays avancés où il ne progresserait « que » de 53 % (1,7 % par an) et les pays émergents où il augmenterait de 340 % (6,8 % par an).

La croissance s’accompagnerait d’une augmentation de 35 % de la consommation mondiale d’énergie. Celle-ci resterait à peu près constante dans les pays avancés et augmenterait de 56 % dans les pays émergents. Selon le scénario de l’IEA, les émissions pourraient être réduites de 26 % entre 2010 et 2035 : cette baisse serait nettement plus importante dans les pays avancés (- 52 %) que dans les pays émergents (- 9 %).

Le « grand basculement » s’est accompagné d’un doublement des émissions des pays émergents entre 1990 et 2010. Le scénario de l’IEA prévoit que le pic sera atteint en 2020 et que les émissions baisseront à partir de cette date. Mais si l’on prolonge cette tendance jusqu’en 2050, on constate que les objectifs du GIEC ne sont pas atteints.

|  |  |
| --- | --- |
| Émissions de CO2 1990-2050 | Contenu en CO2 de l’énergie 1980-2035 |
|  |  |
| Millions de tonnes métriques de CO2.  Sources : GIEC (2007), EIA (2012) | Tonnes métriques de CO2 par tonne équivalent pétrole. |

La manière dont est obtenue cette baisse des émissions permet de mieux comprendre la logique sous-jacente de ces exercices de prospective. En ce qui concerne le PIB, elles prolongent les tendances observées sur les 20 dernières années. Mais il est frappant de constater qu’il en va à peu près de même pour la quantité d’énergie utilisée par unité de PIB. Dans ces conditions, l’inflexion nécessaire ne pourrait provenir que d’un changement dans la composition des dépenses d’énergie en faveur des sources non polluantes. Il y a là une hypothèse très forte, puisqu’on postule une très brusque inflexion des tendances passées qu’il est difficile de considérer comme plausible, même si elle reste sous-dimensionnée par rapport aux objectifs du GIEC.

Il semble donc que les hypothèses de croissance et les objectifs de réduction ne sont pas compatibles. C’est en tout cas la conclusion à laquelle parviennent Chiara Piovani et Minqi Li (2011) pour la Chine et l’Inde : « Une croissance proche de zéro sera nécessaire pour atteindre la cible de réduction des émissions (…) La Chine et l'Inde doivent revoir leur approche du développement pour éviter un effondrement écologique mondial. Seule une nouvelle stratégie de développement axée sur le progrès social et l'environnement, plutôt que la croissance économique, peut donner de l'espoir pour l'avenir de l'humanité. »

Rebelles sans cause ?

Les années récentes ont vu, partout à travers le monde, l’apparition de mouvements sociaux ou de révoltes. The Economist Intelligence Unit (2013b) en a dressé la longue liste (70 pays concernés sur les cinq dernières années) en oubliant cependant le « printemps érable » québécois. L’étude insiste sur le caractère désorganisé de ces mouvements et leur méfiance à l’égard des gouvernements et des institutions et distingue trois grands types de mouvements : ceux qui manifestent une aspiration à la démocratie – dont le « Printemps arabe » serait l’exemple type –, les luttes sociales « classiques » contre les effets de la crise et enfin les « nouveaux mouvements sociaux » comme les *indignados* en Espagne ou *Occupy* aux États-Unis. Cette typologie est discutable parce qu’elle dissocie trois dimensions de la mondialisation qui sont étroitement liées : inégalités sociales, autoritarisme et corruption. La place occupée par la « classe moyenne » dans les nouveaux mouvements sociaux tranche avec la vision consumériste et idyllique d’une nouvelle « classe moyenne mondiale » portée par les bienfaits de la mondialisation. *The Economist* cherche à se rassurer en disant que ces mouvements ont peu de choses à voir avec ceux du 20e siècle et que ce serait une erreur de parler d’une nouvelle période révolutionnaire. On peut penser au contraire que la faible légitimité sociale de la mondialisation est lourde de conflits sociaux.

Quel nouvel ordre mondial après la crise ?

La crise n’est pas seulement un incident de parcours : elle a introduit des inflexions durables dans la trajectoire de l’économie mondiale. Le retour à la configuration antérieure est impossible, précisément parce que c’est elle qui a conduit à la crise. C’est donc un nouvel ordre mondial qui se dessine avec beaucoup d’incertitudes.

La croissance des émergents a été en grande partie tirée par le dynamisme de leurs exportations, mais la contrepartie est une nouvelle forme de dépendance qui se manifeste aujourd’hui. À la mi-2003, on observe les effets en retour de cette imbrication des économies sur les pays du Sud qui avaient dans un premier temps fait preuve de résilience. Leurs taux de change et d’intérêt sont poussés à la hausse, et la faible croissance au Nord – voire la quasi-récession en Europe – freine leur croissance. Ce ralentissement pèse sur les prix des matières premières qui cessent de nourrir le dynamisme des pays dont les exportations dépendent principalement de ces dernières, révélant ainsi la fragilité de leurs performances passées. Cette conjoncture d’ensemble exerce un effet en retour sur les exportations des pays à surplus comme l’Allemagne, mais aussi sur les pays fournisseurs des grands émergents.

Au-delà de ces fluctuations transitoires, on peut émettre le pronostic selon lequel le rôle moteur des émergents aura tendance à s’épuiser dans la mesure où ils auront tendance à recentrer leur croissance sur la demande intérieure au profit de leur production nationale. Cette transition risque cependant de durer longtemps et de s’accompagner de manière croissante de déséquilibres et de tensions.

Les écarts de salaires tendent globalement à se réduire entre les régions du monde et les pays émergents voient ainsi s’amenuiser cet avantage comparatif. Cela pourrait être un facteur positif, poussant vers le recentrage sur le marché intérieur. Mais il faudrait, en même temps qu’on réduit la priorité aux exportations, réduire aussi les inégalités de revenus et donc remettre en cause les « acquis » de la classe sociale assez étroite qui a bénéficié à plein de la mondialisation. Les mouvements sociaux qui se multiplient à travers le monde montrent que c’est bien une aspiration majoritaire qui est en même temps porteuse d’une remise en cause de systèmes politiques adaptés à la mondialisation et à la captation rentière par une minorité. Cette réorientation se heurte aussi à l’inertie des spécialisations productives qui rend difficile la reconversion d’un modèle exportateur à un autre qui serait centré sur la satisfaction des besoins sociaux, mais qui ne serait pas porteur de gains de productivité aussi élevés.

La mondialisation introduit des lignes de partage qui ne suivent pas les frontières des nations, mais tendent à découper, au sein des pays, les secteurs capables de se brancher sur le marché mondial et ceux qui en sont exclus. Cette logique est universelle : le développement de la précarité et de la pauvreté dans les pays les plus riches obéit au fond au même processus de mise en concurrence généralisée qui a pour effet une déstructuration des sociétés.

Les États-Unis ont manifestement comme objectif de rétablir leur suprématie économique en reconstituant ce que l’on appelait la « Triade » à travers le projet de grand marché transatlantique et l’acceptation d’une baisse du yen japonais. Au Sud, les modèles émergents devraient venir buter sur leurs limites, qu’il s’agisse selon les pays de dépendance aux matières premières, de pression démographique, de saturation du processus de rattrapage technologique, etc. L’intensification des échanges Sud-Sud et des intégrations régionales pourraient contrecarrer ces involutions. Mais, de manière générale, le talon d’Achille du capitalisme mondial est l’épuisement relatif des gains de productivité, les économies du Sud n’étant plus un relais suffisant pour ceux du Nord.

Enfin, ce panorama est dominé par le changement climatique. On a essayé de montrer à quel point la voie vers la nécessaire réduction des émissions était étroite et incertaine. Le coup de fouet que l’exploitation du gaz de schiste est en train de donner à l’économie des États-Unis bouleverse les données du problème en reculant l’échéance de l’épuisement des ressources en pétrole et en faisant baisser le prix de l’énergie. Cela ne peut qu’avoir des répercussions négatives sur l’engagement des gouvernements en matière de lutte contre le réchauffement climatique et engendrer de nouveaux conflits pour le contrôle de l’accès aux sources d’énergie.

Le paysage que nous lègue la crise est donc porteur d’inquiétudes et d’interrogations sur le devenir de la mondialisation et sa compatibilité avec un développement soutenable.

Fragilités des pays « émergents »

Pierre Salama

Les principaux pays latino-américains voient leur avenir s’assombrir a vue d’œil. Le Brésil connait un ralentissement prononcé de sa croissance et des contestations sociales importantes, en 2013, l’Argentine souffre également d’une réduction très forte de sa croissance et de problèmes de gouvernance sérieux, le Mexique, tant loué aujourd’hui par les institutions internationales, révise à la baisse sa croissance et reste fortement dépendant de la conjoncture nord-américaine. La Chine connait un ralentissement de sa croissance, dont le niveau reste cependant élevé, mais dont les effets négatifs sur les balances commerciales du Brésil, de l’Argentine, du Chili, de la Colombie et du Pérou se manifestent dès 2012 et risquent d’être désastreux dans un avenir proche si les prix des matières premières continuent à baisser. En Chine enfin, les difficultés de passer d’un régime de croissance à un autre, fondé sur l’essor du marché intérieur, se traduisent par un ralentissement de la croissance. Aussi, au-delà du mythe véhiculé sur « l’état de santé » des économies émergentes, notamment latino-américaines, la question pertinente est de savoir si les économies émergentes ne sont pas à la fin d’un cycle d’expansion initié dans les années 2000 et qui pourrait se manifester par un retour du « stop and go » (ou dit autrement « croissance – plongeon »),  qui les caractérisait dans le passé.

Périphérie opposée au Centre, ces caractérisations, pertinentes il y a quelques décennies, sont devenues obsolètes avec les bouleversements récents de l’économie mondiale. Les pays acteurs de ces transformations sont la Chine, l’Inde, le Brésil, l’Afrique du sud, mais aussi en Amérique latine, le Mexique, l’Argentine, le Chili, la Colombie et en Asie, l’Indonésie, la Malaisie, Singapour, la Corée du sud, Taïwan voire la Thaïlande et le Vietnam. Ce sont des économies à revenus moyens, (voire élevés pour certains d’entre eux, Singapour, Taïwan, Corée du sud), dont la croissance et le niveau de revenu moyen ne dépend pas exclusivement de l’exportation de pétrole, comme pour nombre de pays du Moyen Orient.

Nous nous interrogerons d’abord sur ce qui signifie l’appellation « économies émergentes », puis nous aborderons successivement la nouvelle division internationale du travail qui apparait avec l’essor des pays émergents, la forte croissance et l’industrialisation rapide de plusieurs pays asiatiques, la croissance modérée de l’Amérique latine et sa désindustrialisation précoce, l’évolution des salaires et des conditions de travail, puis l’évolution de la pauvreté et le poids croissant des classes moyennes, enfin, dans la conclusion nous nous interrogerons sur les futurs possibles de ces économies.

Préambule : Économies émergentes, que recouvre cette appellation ?

Parmi les économies émergentes, notre intérêt portera plus particulièrement sur des pays désignés par l’acronyme BRICS (Brésil, Russie, Inde, Chine, Afrique du sud) parce qu’ils participent activement aux changements de la division internationale du travail depuis une vingtaine d’années. Leur contribution à la croissance mondiale et à celles des pays avancés est de plus en plus déterminante. Leur poids économique devient considérable. En 2012, l’accroissement de leurs PIB est équivalent au PIB de l’Italie, grâce surtout au poids économique pris par la Chine et l’Inde. Cependant, bien qu’ayant des caractéristiques communes, ces pays sont très différents les uns des autres.

Ce qui rassemble ces pays : 1/ une distribution des revenus très inégale, des inégalités qui s’accentuent en Chine, en Russie, en Inde et en Afrique du sud depuis plus de vingt ans, et qui baissent légèrement depuis quelques années en Russie et au Brésil tout en restant extrêmement élevées ; 2/ une informalité importante qui ne concerne pas seulement les « travailleurs à leur propre compte », mais aussi les salariés de petites entreprises; 3/ des écarts de productivité du travail entre entreprises particulièrement prononcés 4/ des niveaux de corruption élevés et une opacité importante dans les décisions gouvernementales

|  |
| --- |
| Des écarts de salaires et de productivités prononcés…  Selon une étude de l’OCDE et de la CEPAL (2012), les écarts de salaire entre les micros entreprises (moins de 10 travailleurs et ayant en général un emploi informel), les petites (moins de 50), les moyennes (moins de 250) et les grandes entreprises sont beaucoup plus élevés dans les principaux pays d’Amérique latine que dans les pays avancés. Il en est de même en ce qui concerne les écarts de productivité. La comparaison des salaires et des productivités moyens avec ceux des pays avancés n’a donc pas grand sens et peut prêter à erreur, les dispersions autour des moyennes respectives étant très différentes. Les grandes entreprises, transnationales le plus souvent, dont la production est destinée principalement au marché intérieur ont des niveaux de productivité qui ne sont pas toujours très éloignés de ceux atteints dans les pays avancés, ce qui est loin d’être le cas pour les autres notamment et surtout les petites et les micros entreprises où se concentrent les emplois informels. Les grandes entreprises étrangères ou nationales (sous-traitantes) dont la production est principalement destinée aux exportations, ont un niveau de productivité faible dans la mesure où elles utilisent des techniques simples et un nombre important de travailleurs et travailleuRes peu qualifiés, très mal payés et soumis à des conditions de travail « non décentes ». On les trouve plus particulièrement en Asie dans des pays où le capitalisme « sauvage » se déploie sans guère de résistance (Chine, Bengladesh, etc*.*). |

Ce qui les différencie : 1/ la démographie : la Chine (1,4 milliard d’habitants) et l’Inde (1,1 milliard) sont très peuplées, le Brésil (200 millions), la Russie (142 millions) et l’Afrique du Sud (51 millions) le sont moins ; 2/ le taux de croissance : il reste très élevé et relativement régulier en Chine dans les années 2000 (9 à 10% par an) et en Inde ( 8 à 9%), il est plus faible mais cependant conséquent au Brésil (4 %), et en Russie (3 à 4%) et encore plus faible en Afrique du Sud ( 2 à 5%), avec un creux plus ou moins prononcé en 2009 ; 3/ des taux d’investissement différents allant presque du simple (Amérique latine) au double (Chine et hier la Corée du sud); 4/ la spécialisation internationale. La Chine exporte surtout des produits manufacturés et occupe une place significative dans les exportations mondiales (12% de celles-ci). Par contre le Brésil exporte maintenant de plus en plus de produits primaires et ne parvient pas à augmenter son poids dans les exportations mondiales (1,1%), si ce n’est que marginalement. La Russie et l’Afrique du Sud exportent également de plus en plus de produits primaires. Enfin l’Inde se spécialise dans l’exportation de services ; 5/ la situation de leurs comptes extérieurs. La balance commerciale de la Chine, de la Russie, du Brésil présente un solde positif ainsi que leur balance des comptes courants, à l’exception cependant du Brésil. Les soldes de la balance commerciale et des comptes courants sont par contre négatifs en Inde ; 6/ des infrastructures en développement rapide en Chine, insuffisantes en Inde, et en Amérique latine ; 7/ des taux d’urbanisation moyen ou faibles en Chine et en Inde, très élevés en Amérique latine ; 8/ la violence : le taux d’homicide est très élevé en Afrique du Sud, au Brésil et en Russie, plus faible mais en augmentation en Chine et en Inde.

Quelques pays qui appartenaient hier à la Périphérie, acquièrent aujourd’hui des attributs de l’ancien Centre et ont des velléités de domination sur les pays les moins avancés. Aujourd’hui, plusieurs de ces pays ont, ou ont eu jusque dans les années récentes, un niveau d’industrialisation conséquent, le plus souvent « tronqué » et exportent des capitaux aussi bien vers les pays les moins avancés que vers les pays avancés. Des sous-impérialismes apparaissent avec la montée en puissance des pays émergents, ainsi en est-il de la Chine, mais aussi du Brésil et de quelques autres pays.

Les pays émergents font basculer le centre de gravité du monde et imposent une nouvelle division internationale du travail

Part croissante des émergents dans les échanges mondiaux, cas de la Chine

Le basculement du centre de gravité du monde est principalement le fait des pays asiatiques et plus particulièrement de la Chine qui contribue pour 70% à l’accroissement global des échanges internationaux de 2005 à 2010 selon la Banque Mondiale (2011). La part des échanges Sud – Sud augmente considérablement, notamment en raison de l’éclatement international de la chaine de valeur (surtout entre pays asiatiques). Les importations Sud-Sud correspondent à 23% de leurs importations totales en 1990 et s’élèvent à 45% en 2010. Les échanges extérieurs de la Chine sont loin d’être concentrés et l’Europe est son premier client. Les importations de la Chine provenant des pays asiatiques sont constituées de biens durables et d’équipement sophistiqués et de composants en vue d’être assemblés, celles provenant d’Afrique et d’Amérique latine sont concentrées sur des matières premières alors que les exportations de la Chine portent principalement sur des produits manufacturés On retrouve ainsi l’ancienne spécialisation internationale, source de rapports de domination voire d’impérialisme : aux uns les matières premières, aux autres les produits manufacturés.

Les exportations de la Chine dépassent largement ses importations depuis son entrée à l’OMC en 2001. Les entrées nettes de capitaux sont également importantes. Les réserves en devises de la Chine augmentent très vite et sont parmi les plus importantes du monde. Elles atteignent 3400 milliards de dollars en Mars 2013 et sont placées, pour une grande partie, dans des bons du trésor américain. La Chine est de ce fait créancière des États-Unis, ce qui lui donne un certain poids dans les négociations internationales.

« Atelier du monde », la Chine est exportatrice de produits industriels dont la moitié provient d’activités d’assemblage. L’essor extrêmement rapide des exportations de la Chine traduit en partiel’éclatement international de la chaine de valeur. L’exemple de la production de l’Iphone 3G en 2009 est à cet égard révélateur : la part de la Chine dans le coût total est seulement de 3,6%, les différents composants étant produits au Japon et dans d’autres pays puis assemblés en Chine. La Chine est depuis 2009 la première exportatrice de produits manufacturés dans le monde, alors qu’elle se situait au 26° rang en 1985. Son poids dans les échanges mondiaux, de marginal en 1978 – un peu moins de 1%- passe à 12%. La structure des exportations de la Chine ressemble certes à celle des pays avancés, mais une grande partie des produits exportés provient d’usines d’assemblage.

Approximativement la moitié des exportations chinoises provient de ces activités d’assemblage et l’autre moitié des activités intégrant plus de valeur ajoutée*.* Dans les premières, la valeur ajoutée produite localement est très faible, mais légèrement supérieure à celle qu’on peut observer dans les *maquiladoras* au Mexique exportant aux Etats-Unis et au Canada, dans le cadre de l’accord de libre-échange qui les unit ; dans les secondes, on observe un processus de remontée des filières. La valeur ajoutée y est donc plus élevée et la contribution à la croissance économique de ces activités est plus importante que dans les premières.

La remontée des filières ne concerne pas seulement une partie des activités d’exportation. On l’observe également et surtout dans les activités orientées vers le marché interne. Les entreprises multinationales sont contraintes à la fois de s’associer à un entrepreneur local, de céder une grande partie de leurs brevets (voire de se faire spolier) et d’accepter qu’une part croissante des inputs soit produite localement plutôt qu’importée.

Retour à la prédominance des exportations de matières premières pour les émergents latino-américains

A partir des années 1940, voire 1960, la structure des exportations a profondément évolué dans quelques pays latino-américains (Brésil, Argentine, Mexique, etc*.*) et asiatiques (Corée du sud, Taïwan, etc*.*)et s’est de plus en plus concentrée sur les produits manufacturés. Mais depuis 2000, la part des exportations de produits primaires a fortement augmenté dans les pays latino-américains. Ce qu’on appelle primarisation est précisément ce retour vers une structure des exportations privilégiant de plus en plus l’exportation de produits primaires au détriment des produits industriels. Dans plusieurs pays d’Amérique latine ainsi qu’en Russie, cette part est devenue conséquente en 2012.

Primarisation des exportations dans quelques pays (en pourcentage des exportations totales)

|  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- |
|  | Énergie | Agroalimentaire | Minerais | Total |
| Brésil | 12.1 | 31.1 | 19 | 62.2 |
| Argentine | 7.5 | 52.3 | 2.7 | 62.5 |
| Colombie | 63.9 | 13.1 | 0.9 | 77.8 |
| Russie | 61 | 3.7 | 1.7 | 66.3 |

Source : Natexis. Notons que l’agro-alimentaire inclut, pour une faible part, l’industrie alimentaire caractérisée par une valeur ajoutée plus (Brésil) ou moins importante (Argentine).

La nouvelle primarisation procure des avantages en termes de balance commerciale avec la hausse du cours des matières premières due principalement à la très forte demande de la Chine. La contrainte externe se desserre ce qui tend à réduire la vulnérabilité de ces économies primarisées tant que la hausse des cours des matières premières se poursuit, ce qui n’est plus le cas dès la fin de 2012. Elle desserre également la contrainte fiscale dans la mesure où ces exportations sont sources d’impôts. La primarisation est aussi et surtout la face cachée d’une désindustrialisation importante. Des pays asiatiques s’industrialisent, des pays latino-américains se « primarisent » et se désindustrialisent. Les premiers ont un taux de croissance important, les seconds un taux de croissance modeste.

La Chine achète à l’Afrique et à l’Amérique latine des matières premières, le plus souvent brutes, et leur exporte des produits manufacturés, concurrençant les produits locaux. A cette asymétrie dans les relations internationales, s’en ajoute une autre. La Chine pèse énormément dans les échanges de la plupart des pays latino-américains (elle est devenue le premier client du Brésil) alors que l’Amérique latine pèse peu dans ceux de la Chine…

Des modèles de développement différents en Asie

Les économies émergentes constituent un ensemble hétérogène, tant du point de vue de leur taux de croissance que de leur mobilité sociale. Avec un taux de croissance très élevé, et malgré le plus souvent une accentuation des inégalités tant régionales, sectorielles (urbain/rural) qu’entre les personnes, la probabilité de pouvoir sortir de la pauvreté est forte. Ce fut le cas des « dragons » (Corée du sud, Taïwan, Singapour et Hong Kong), des « tigres » asiatiques (Malaisie, Thaïlande, Indonésie…), c’est aujourd’hui le cas de la Chine et de l’Inde. A l’inverse, en Amérique latine, avec un taux de croissance plus modeste, la probabilité de pouvoir sortir de la pauvreté est plus réduite.

En Chine, le PIB par tête mesuré au taux de change courant a été multiplié par un peu plus de 22 entre 1980 et 2011, passant de 220 dollars en 1980 à 4930 dollars en 2011, et exprimé au taux de parité de pouvoir d’achat (PPA), il a été multiplié par 33. La baisse de la pauvreté, mesurée de manière absolue, est impressionnante (voir tableau ci-dessous). Cependant l’augmentation très rapide des inégalités de revenus contrecarre partiellement les effets positifs d’un fort taux de croissance sur la réduction de la pauvreté, celle-ci se poursuivant mais à un rythme plus réduit. L’aggravation des inégalités est source de fortes frustrations et à l’origine de nombreuses luttes sociales.

|  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| Chine : quelques chiffres caractéristiques   |  |  |  |  |  |  |  |  | | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | |  | 1980 | 1985 | 1990 | 1995 | 2000 | 2005 | 2011 | | PNB par tête au taux de change courant | 220 | 280 | 330 | 530 | 930 | 1740 | 4930 | | PNB par tête, PPA | 250 | 500 | 800 | 1480 | 2340 | 4090 | 8430 | | Taux de pauvreté  (moins de 1,25 dollar PPA/jour en % | 84 | 69 | 60 | 54 | 36 | 16 | 13 | | Taux de pauvreté  (moins de 2 dollars PPA/jour en % | 98 | 93 | 85 | 74 | 61 | 37 | 30 |   Source : World Bank :World Development Indicators, on line ( Juliet 2012) |

L’originalité du modèle chinois réside dans sa capacité à marier l’eau et le feu : le socialisme et le marché. La Chine se caractérise par l’importance de son secteur public, soumis à une modernisation financée par des crédits à taux d’intérêt très faibles, quitte à pratiquer une « répression financière » vis-à-vis du secteur privé devant emprunter à taux d’intérêt élevés. Elle se caractérise également par l’ampleur des subventions versées aux entreprises publiques, par les prix faibles des facteurs de production (le travail, l’achat de matières premières et l’énergie). Elle se caractérise enfin par des facilités accordées pour acheter des entreprises étrangères - dans le but de s’approprier les technologies les plus récentes-, par une politique protectionniste *via* le maintien d’un taux de change déprécié et l’exclusion *de facto* des entreprises étrangères dans les appels d’offre publics. L’originalité de ce modèle se fonde sur l’articulation des forces sociales sous l’égide du Parti Communiste : entrepreneurs des secteurs publics et privés appartenant le plus souvent au Parti, monde du travail avec ses différenciations de plus en plus fortes entre campagne et ville, entre travailleurs qualifiés et non qualifiés, entre travailleurs résidents et travailleurs sans permis ( sans le « *Hukou* »), ces derniers- dénommés « *mijongs » -* ne bénéficiant que très faiblement d’avantages sociaux. L’originalité de ce modèle se fonde également : 1/ sur la capacité de l’État central à maintenir un contrôle et une harmonie avec les gouvernements de provinces en impulsant la décentralisation économique ; 2/ sur la concentration politique, 3/ sur une croissance élevée de nature à légitimer, malgré les inégalités croissantes et l’essor de la corruption, le maintien d’un régime autoritaire. L’intervention massive de l’État, la vulnérabilité des entrepreneurs privés et publics, la corruption, la surexploitation des travailleurs, notamment des « sans papiers », sont des particularités de ce modèle. En fait, on est en présence d’un double processus d’accumulation primitive, le premier, au sens de Marx avec l’afflux de paysans pauvres dans les villes et quasiment sans droits, en voie d’épuisement, le second plus complexe avec la spoliation des épargnants par des taux d’intérêt très faibles, voire négatifs, et l’octroi de crédit à bas taux à des entreprises sélectionnées, publiques et privées. Pour les économistes et politistes chinois ce régime ne se fonde pas sur une légitimité idéologique mais sur son efficacité. On se rappelle alors le mot de Deng Xiaoping : « peu importe que le chat soit blanc ou noir du moment qu’il attrape les souris ».

L’Inde connait une très faible croissance de ses emplois dans la manufacture : en 1993-1994 ces emplois représentaient 11% de l’ensemble des emplois et en 2004-2005 seulement 12,4% alors qu’en Corée du sud, à l’aube de sa croissance rapide en 1960, ils représentaient 1,5% de l’ensemble des emplois et en 1990 : 27%. La croissance en Inde ne crée pas ou peu d’emplois manufacturiers pour deux raisons. La première raison a trait au poids croissant des activités de services, modernes et « archaïques » et au faible exode de la population rurale vers les villes. La main-d’œuvre qui migre de la campagne se concentre dans les emplois informels « archaïques », principalement le commerce et les services, le secteur manufacturier absorbant peu de main-d’œuvre. Les emplois informels, là où se concentre la misère, représentent plus de 86% des emplois en 2005. La seconde raison est que le secteur industriel moderne est un secteur à forte intensité capitalistique. On n’observe donc pas, comme en Chine, un « passage », fût- il limité par des entreprises intensives en main-d’œuvre. La faible croissance de la productivité moyenne du travail en Inde s’explique surtout par le poids très important des emplois de survie à faible niveau de productivité.

A la différence donc de la Corée du Sud, de la Chine, etc*.,* l’Inde saute l’étape des emplois industriels et de l’industrie de manière générale, ce qui semble une limite à sa croissance. Si on ajoute l’insuffisance des infrastructures, la violence endémique, l’importance de l’analphabétisme, l’ampleur des déficits jumeaux (du budget et de la balance commerciale), la modestie relative encore des investissements étrangers directs malgré une libéralisation rapide du marché des capitaux les concernant (à l’exception des investissements en portefeuille), les risques de « Maladie hollandaise » liés à l’importance des transferts monétaires des travailleurs indiens immigrés, la forte croissance de l’Inde semble problématique à l’avenir, sauf si des changements d’ordre structurel ont lieu. Les deux Inde : l’une moderne, centrée sur les services et sur quelques branches industrielles (pharmacie, etc.), utilisant une main-d’œuvre fortement qualifiée, l’autre, archaïque où se concentrent la misère et les emplois informels non qualifiés, ne font en réalité qu’une. Les particularités du régime de croissance en Inde rendent extrêmement difficile la modernisation et une croissance durable. L’extension des classes moyennes peut-elle constituer un facteur susceptible de dynamiser la croissance long terme ?

Des modèles de développement différents en Amérique latine

Excepté en Argentine, les taux de croissance des principaux pays d’Amérique latine sont plus élevés dans les années 2000 que dans les années 1980 et 1990. Mais, ces taux sont très largement en deçà de ceux qu’on observe en Asie.

Taux de croissance du PIB dans trois économies émergentes latino-américaines, 2002 -2013

|  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
|  | 2001 | 2002 | 2003 | 2004 | 2005 | 2006 | 2007 | 2008 | 2009 | 2010 | 2011 | 2012 | 2013\* | Taux de croissance moyen 2002-2012 |
| Brésil | 1.3 | 2.7 | 1.2 | 5.7 | 3.2 | 4 | 6.1 | 5.7 | -0.7 | 7.5 | 2.7 | 0.9 | 2.3 | 3.6 |
| Argentine | -4.4 | -10.9 | 8.8 | 9 | 9.2 | 8.5 | 8.7 | 6.8 | 0.9 | 9 | 8.9 | 1.9 | 2.8 | 7.1 |
| Mexique | 0.0 | 0.8 | 1.4 | 4.1 | 3.3 | 5.1 | 3.4 | 1.5 | -6.1 | 5.5 | 3.9 | 3.9 | 3.1 | 2.5 |

Source : *Global Economic Outlook.* Banque Mondiale et Cepal, 2013,

Disparités des situations économiques

Les parcours économiques de l’Argentine, du Brésil et du Mexique, depuis le début du millénaire, ne sont pas les mêmes. L’Argentine connaît un boom économique de 2003 jusqu’en 2011, à l’exception de 2009, un surplus primaire conséquent de son budget, une balance commerciale fortement excédentaire et une balance des comptes courants positive, une diminution de son taux de pauvreté, mais une concentration des revenus qui reste élevée et une hausse importante, bien que non reconnue officiellement, de son taux d’inflation. Même si on observe une forte reprise des investissements dans le secteur industriel et un début de substitution des importations, l’économie reste encore fortement primarisée. Depuis 2012, la situation s’assombrit fortement : ralentissement prononcé de la croissance, diminution sensible des excédents budgétaires et externes, inflation élevée et gestion de l’économie, non plus régulée, mais de plus en plus réglementée.

Le Brésil conserve en moyenne sur la décennie un taux de croissance plus faible que l’Argentine et les pays asiatiques. A la différence de l’Argentine, son appareil de production s’est légèrement modernisé dans les années 1990. Cette modernisation est cependant largement insuffisante : dès 2006, le solde de la balance commerciale des produits industriels devient de plus en plus négatif, surtout en ce qui concerne les produits de moyenne et haute technologie. Les réserves internationales augmentent à la fois grâce au solde positif de la balance commerciale dû à l’essor des exportations de matières premières et, en grande partie, grâce aux entrées de capitaux sous forme d’investissement en portefeuille et d’investissement directs depuis les années 1990. Cependant, les sorties de capitaux au titre du paiement des dividendes portant sur les investissements directs et de portefeuille se sont très rapidement accrues, passant selon la Banque Centrale du Brésil de 12.7 milliards de dollars en 1990 à 57.9 milliards de dollars en 2011. La vulnérabilité externe du Brésil ne disparait donc pas. Elle se manifeste par l’ampleur croissante de ces sorties de capitaux et par la dépendance du solde de la balance commerciale des prix des matières premières et des volumes exportés.

Le Mexique connaît un taux de croissance moyen sur la décennie relativement médiocre. Celui-ci s’explique en grande partie par la dépendance accrue et quasi exclusive à la conjoncture nord-américaine. Le Mexique, fait partie de l’Amérique latine et de l’Amérique du Nord. Culturellement il est latino-américain, économiquement, de plus en plus nord-américain depuis la signature du traité de libre commerce avec les États-Unis et le Canada. Son commerce extérieur est à plus des quatre cinquièmes dirigé vers ces deux pays, le dernier cinquième se partageant entre l’Asie, l’Europe et l’Amérique centrale et du Sud. Exportant de moins en moins de pétrole, la structure de ses exportations est composée surtout de produits industriels dont plus de la moitié provient d’industries d’assemblage (les « *maquiladoras* »). Très peu d’intégration locale et donc très peu d’effets d’entraînement de ces exportations sur le PIB, le Mexique est le seul des trois grands pays à conserver un déficit conséquent de sa balance commerciale, plus que compensé par les transferts d’argent des immigrés mexicains vers leurs familles demeurées au Mexique (les « *remessas*»). Ceux-ci atteignent un montant considérable (entre 22 et 25 milliards de dollars par an selon la conjoncture des États-Unis, soit 2 à 2,5% du PIB mexicain) et sont en quelle que sorte une « bouée de sauvetage » pour le pays.

Une désindustrialisation précoce

La croissance relativement faible sur longue période s’accompagne le plus souvent par une désindustrialisation, sauf lorsque la croissance s’accélère, comme ce fut le cas en Argentine dans les années 2000.

Passé un certain stade de développement, il est habituel de constater une baisse relative de la part du secteur industriel dans le PIB au profit des services sans que pour autant il y ait nécessairement désindustrialisation. Le terme de désindustrialisation est en général réservé à une baisse absolue de la valeur ajoutée de l’industrie. On ne l’observe pas en Asie. En Amérique Latine, ce phénomène a tendance à intervenir très tôt, beaucoup plus tôt que dans les pays avancés, d'où le recours à la notion de « désindustrialisation précoce ». Il s’est développé au Chili et en Argentine dans les années 1970 à 1990. Un processus de ré-industrialisation a cependant lieu dans les années 2000 en Argentine. Au-delà des succès de quelques secteurs industriels comme l’automobile, l’aéronautique (Brésil, Mexique), l’industrie pétrolière (Brésil), etc., la désindustrialisation se développe dans les années 2000 au Brésil et au Mexique (dans ce dernier cas, l’industrie tournée vers le marché intérieur est concernée). L’accroissement de la demande interne ne conduit pas à l’essor de la production industrielle mais à l’augmentation sensible des importations de produits industriels, dont une part plus ou moins importante provient de Chine.



source : FIESP (2013) : « Custo Brasil » e taxa de cambio na competitividad da industria, p.24

Plusieurs facteurs sont à l’origine de ce processus de désindustrialisation. La faiblesse relative du taux d’investissement (en deçà de 20% du PIB pour la plupart des pays latino-américains alors qu’il se situe autour de 45% en Chine), la croissance insuffisante de la productivité du travail et l’appréciation de la monnaie nationale avantageant les importations expliquent en grande partie la détérioration de la compétitivité de ces pays. A cela s’ajoutent le niveau insuffisant des infrastructures (énergie, transport), des coûts de transaction élevés dus à une lourdeur bureaucratique, source de corruption.

|  |
| --- |
| La perte de compétitivité de l’Amérique latine par rapport à l’Asie  La compétitivité s’explique par le jeu de trois facteurs : le niveau et l’évolution des salaires et de la productivité du travail, et la politique vis-à-vis du taux de change.  Les trois facteurs précités, qui sont les déterminants du coût unitaire du travail, jouent négativement sur la compétitivité en Amérique latine.  En Amérique latine, le niveau des salaires est relativement élevé par rapport à celui des principaux pays asiatiques (dans un rapport de 7 à 1 vis-à-vis de la Chine). Le niveau de productivité du travail dans l’industrie est plus élevé qu’en Chine. Plus précisément, lorsqu’on affecte l’indice 100 pour la productivité moyenne aux États-Unis en 2011, la productivité, du Mexique serait de 25, celle du Brésil de 22 et celle de la Chine seulement de 10. Les écarts sont importants, mais ainsi que nous l’avons indiqué précédemment, les dispersions autour de la moyenne sont plus élevées dans les économies émergentes que dans les économies avancées, de telle sorte que certains secteurs comme l’aéronautique et l’automobile sont compétitifs non seulement vis-à-vis des pays avancés mais aussi vis-à-vis de la Chine. Enfin, le taux de change est en général apprécié en Amérique latine (sauf en Argentine dans les années 2000) alors qu’il est à un niveau relativement déprécié en Chine par rapport au dollar.  Les salaires ont fortement progressé depuis quelques années en Chine. Selon l’OIT (2012, p.25), le taux de croissance moyen annuel des salaires a été de 13% entre 1997 et 2007 et de 11% entre 2008 et 2011 alors que celui de la productivité moyenne a été de 9% et de 8,5% aux mêmes périodes. Les inégalités salariales augmentent, les salaires des ouvriers non qualifiés, et plus particulièrement ceux des migrants « illégaux » (*mijongs*), croissent moins vite que le taux de croissance de l’économie. Le réservoir de main-d’œuvre n’est pas illimité et la pression sur le marché du travail augmente. Grâce à la circulation des informations permise par internet, les migrants « illégaux » peuvent plus facilement s’orienter là où les offres de travail sont les plus fortes et les rémunérations les plus « élevées ».  L’évolution des salaires dans les économies émergentes latino-américaines est également plus rapide que celle de la productivité du travail entre 2004 et 2011, mais cette dernière croit à un rythme largement inférieur à celui des pays asiatiques (-0,02% en moyenne annuelle sur la période au Mexique et 2,3% au Brésil). Le taux de croissance moyen annuel des salaires est plus faible qu’en Chine : 0,3% au Mexique, 3,1% au Brésil. (OIT, p.29). Enfin, l’appréciation des monnaies par rapport au dollar de la plupart des pays latino-américains dans les années 2000 pourrait constituer un handicap dans le commerce avec la Chine.  Le jeu de ces trois facteurs (salaires, productivité, change) en Amérique latine se traduit par un hausse relative du coût unitaire du travail par rapport à la Chine. Au total, la hausse récente des salaires au-delà de la productivité en Chine n’est pas encore de nature à neutraliser l’avantage, en terme de coût unitaire du travail, de la Chine vis-à-vis des pays latino-américains et de l’ensemble des pays émergents (voir graphique), à l’exception de quelques secteurs industriels.  Coût unitaire du travail, indice 100 pour les États-Unis    . |

De ce constat, on pourrait déduire que la globalisation est responsable de la désindustrialisation en Amérique latine, mais on ne pourrait pas alors comprendre pourquoi elle s’accompagne ailleurs d’une industrialisation rapide. En réalité, la globalisation, en tant que telle, n’est pas responsable de la désindustrialisation des uns et de l’industrialisation des autres, c’est la manière la pratiquer. En Chine, l’État est omniprésent. En Amérique latine son poids est beaucoup plus faible et ses interventions dans l’économique plus rares. Dirigisme d’un côté, libéralisme relatif de l’autre expliquent à la fois l’industrialisation des uns et la désindustrialisation des autres.

De la pauvreté aux classes moyennes…

Dans les années 1980 à 2000, le discours dominant porte sur l’ampleur de la pauvreté et la nécessité de la réduire. Depuis quelques années, avec la réduction du taux de pauvreté, le discours change. Les économies émergentes seraient devenues des pays où les classes moyennes dominent. Qu’en est-il réellement ? C’est ce que nous allons examiner.

La pauvreté en baisse

La pauvreté est analysée dans les pays en développement de manière absolue, à la différence des pays avancés où l’approche se fait en terme relatif. Deux types d’indicateurs de la pauvreté absolue sont en général utilisées : ceux des Institutions internationales, notamment celui de la Banque Mondiale, et ceux des administrations nationales. La Banque Mondiale considère comme indigents (pauvreté extrême) ceux qui ont un revenu inférieur à 1,25 dollar/jour de parité de pouvoir d’achat et comme pauvres ceux dont le revenu n’excède pas 2 dollars/jour. L’utilisation de taux de change de parités de pouvoir d’achat permet de faire des comparaisons internationales. Dans le second type d’indicateurs, sont considérés comme indigents (pauvreté extrême) par les Administrations nationales les individus (les ménages) qui ne peuvent obtenir sur le marché une quantité de biens correspondant à un minimum de kilocalories par jour en raison d’un revenu insuffisant. Lorsque leur revenu permet l’acquisition de ces biens mais ne leur permet pas de se loger, d’accéder aux transports collectifs, de se vêtir, d’une manière suffisante, les individus (les ménages) sont considérés comme pauvres. Cette mesure de la pauvreté (extrême ou non) rend difficile les comparaisons internationales, ne serait-ce que parce que la composition des paniers de consommation diffère de pays à pays ainsi que le prix des biens composant ces paniers. Les données sur la pauvreté construites par les Administrations nationales donnent en général des évaluations de la pauvreté supérieures à celles de la Banque Mondiale, ce que nous allons voir.

-

Pauvreté extrême (en pourcentage de la population) : en deçà de 1,25 dollars de parité de pouvoir d’achat par jour

|  |  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
|  | 2003 | 2005 | 2007 | 2008 | 2009 | 2010 |
| Argentine | 9.8 | 4.6 | 2.7 | 1.9 | 2 | 0.9 |
| Brésil | 11.2 | 8.5 | 7.1 | 6 | 6.1 | ND |
| Colombie | 19.6 | 12.7 | 8.8 | 11.3 | 9.7 | 8.2 |
| Mexique | ND | ND | ND | 1.2 | ND | 0.7 |
| Chine | ND | 16.3 | ND | 13.1 | 11.8 | ND |
| Inde | ND | 41.6 | ND | ND | ND | 32.7 |

Pauvreté totale (en pourcentage de la population): en deçà de 2 dollars de parité de pouvoir d’achat par jour

|  |  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
|  | 2003 | 2005 | 2007 | 2008 | 2009 | 2010 |
| Argentine | 17.9 | 9.4 | 5.5 | 3.8 | 3.4 | 1.9 |
| Brésil | 20.6 | 16.6 | 13.2 | 11.3 | 10.8 | ND |
| Colombie | 32.7 | 23.5 | 17.7 | 20.9 | 18.5 | 15.8 |
| Mexique | ND | ND | ND | 5.2 | ND | 4.5 |
| Chine | ND | 36.9 | ND | 29.8 | 27.2 | ND |
| Inde | ND | 75.6 | ND | ND | ND | 68.8 |

Source : World Development Indicators, 2013.

La pauvreté, extrême et modérée, a baissé en Chine, en Amérique latine, moins en Inde dans les années 2000. On peut expliquer cette réduction par le jeu de trois facteurs : 1/ le taux de croissance (plus celui-ci est élevé, plus il est facile de réduire la pauvreté), 2/ le niveau des inégalités de revenus (plus celui-ci est élevé, plus il est difficile de réduire la pauvreté, 3/ la variation des inégalités (plus les inégalités augmentent, plus il est difficile de réduire la pauvreté et inversement).

|  |
| --- |
| Coefficient de Gini, courbe de Lorentz et évolution des inégalités de revenus  Le coefficient de *Gini* est un indicateur global des inégalités mettant en rapport les pourcentages de la population et les pourcentages du revenu distribué. Population et revenus, en pourcentage, forment les deux côtés d’un carré. Si 5% de la population touche 5% du revenu, 10% touchent 10% etc., les valeurs des ordonnées et des abscisses se situent sur la diagonale du carré. Celle-ci exprime une égalité parfaite. La distribution des revenus est plus ou moins inégale selon les pays : 10% de la population touchent par exemple 5% des revenus, 20% reçoivent 9%, etc. Le croisement des ordonnées et des abscisses définit une ligne courbe nommée *courbe de Lorentz*. Celle-ci représente la distribution personnelle des revenus. La surface existant entre cette ligne et la diagonale, rapportée à la moitié de la surface du carré constitue un indicateur des inégalités, nommé coefficient de Gini. Plus la courbe de Lorentz se rapproche de la diagonale, moins la surface occupée entre cette courbe et la diagonale est grande et moins le Gini est élevé, et inversement.  Évolution des inégalités de revenus du travail mesurée avec le coefficient de Gini 1995-2010, selon la Banque Mondiale    source / Données Banque Mondiale |

Réduction de la pauvreté selon les données nationales

En Chine, dans les années 1950 à 1970, le système social était peu inégalitaire mais le taux de pauvreté était très important. A la fin des années 1970, avec le décollage de la croissance, les inégalités s’accroissent. Dans un premier temps, la croissance élevée ainsi que le bas niveau des inégalités vont permettre une baisse rapide et importante de la pauvreté. Dans un second temps, la hausse du niveau des inégalités, la poursuite de l’accroissement de ces inégalités vont de plus en plus freiner la réduction de la pauvreté, l’effet positif de la croissance étant de plus en plus freiné par le jeu des inégalités.

La baisse de la pauvreté en Chine est réelle et importante, y compris en zone rurale. Elle tend cependant à ralentir alors que se multiplie le nombre de milliardaires en dollars, ces derniers passant selon Forbes de 69 à 115 personnes entre 2010 et 2012.

|  |  |
| --- | --- |
| |  | | --- | | Pauvreté : une mesure discutable  La pauvreté est surtout concentrée en zone rurale et les inégalités régionales sont de ce fait élevées. Il faut cependant prendre les données avec précaution pour plusieurs raisons.  Les données chinoises sur les villes et les campagnes sont contestables : les travailleurs sans papiers (« *mijongs* ») - entre 150 et 200 millions d’individus dans les années 2000 - ne sont pas enregistrés dans les villes où ils travaillent, puisqu’ils sont « sans papiers », mais dans les villages d’où ils sont originaires. Comme ces travailleurs en général pauvres ne sont pas comptabilisés dans les villes où ils résident, cela réduit artificiellement le degré de pauvreté en zone urbaine.  C’est un revenu monétaire que les individus ont ou n’ont pas qui définit la pauvreté. Cette définition ne recouvre pas de nombreux aspects. Le degré de monétarisation est plus faible à la campagne qu’en ville et une partie de la survie passe par des activités hors marché (autoconsommation, solidarités au sein des familles). De ce fait, il y a une surestimation de la pauvreté en zone rurale. Par ailleurs cette définition exclut les facteurs subjectifs comme le sentiment de remplir, ou de ne pas remplir, ses devoirs vis-à-vis de sa famille. Défini comme pauvre, un individu peut ne pas se sentir pauvre, à l’inverse, défini comme non pauvre ce même individu peut avoir l’impression de l’être. | |

Suite à de très nombreuses émeutes de paysans et d’ouvriers, surexploités, non payés ou avec retard, refusant les conditions de travail indignes imposées, le gouvernement chinois a joué la carte de l’apaisement craignant que ces « explosions de colère » suscitent des formes organisationnelles indépendantes, non acceptables par le gouvernement. Parallèlement le gouvernement chinois a facilité la migration de travailleurs chinois vers plusieurs pays avec trois objectifs : 1/desserrer dans certaines régions la contrainte démographique rapportée à l’insuffisance de terres, 2/ consolider une diaspora de nature à faciliter la venue d’autres migrants, 3/ consolider enfin la présence de la Chine dans nombre de pays.

En Inde, selon les données officielles, le taux de pauvreté extrême aurait été réduit de 20 points entre 1983 et 2005 et concernerait 27,5% de la population. Les causes de cette réduction sont les mêmes qu’en Chine, l’Inde connaissant depuis les années 1990 un taux de croissance élevé et une hausse des inégalités. Selon la Banque Asiatique du Développement, le taux de pauvreté serait de 54,8% à la fin des années 2000, mais selon la Banque Mondiale il serait plus élevé (68,8% en 2010). La pauvreté est concentrée dans le secteur rural et plus particulièrement dans certains États situés dans le Nord et le Nord-est, dans les villes elle touche essentiellement ceux qui ont un emploi informel de « stricte survie ». Enfin la pauvreté est inégalement répartie entre les castes et entre les religions ce qui constitue « une bombe à retardement » pour reprendre l’expression de Jaffrelot (2011). En Inde, le taux de pauvreté reste donc très important, bien qu’en légère diminution et le nombre de milliardaires passe de 49 à 55 entre 2010 et 2012 selon Forbes.

En Amérique latine, la pauvreté a également diminué. Comme nous l’avons indiqué, les données sur la pauvreté fournies par les administrations nationales sont plus élevées que celles calculées par la Banque Mondiale. Selon les données nationales, la pauvreté extrême serait passée en Argentine de 14,9% de la population en 2004 à 1,9% en 2011 et la pauvreté de 34,9% à 5,7% aux mêmes dates (au-delà de 2007 les données sont moins fiables dans la mesure où le taux d’inflation est largement sous-estimé). Au Brésil, la première est passée 13,2% à 6,1% et la seconde de 37,5% à 20 ,9% entre 2001 et 2011. Enfin, au Mexique, la pauvreté extrême reste à un niveau élevé 12,6% en 2001 et 13,3% en 2010, et la pauvreté baisse légèrement : 39,1% et 36,3% aux mêmes dates (Cepal, 2012). Le niveau des inégalités très élevé, la croissance modeste et la légère diminution des inégalités expliquent à la fois la baisse de la pauvreté et sa modestie sur longue période lorsqu’on la compare à celle des pays asiatiques. Le premier facteur rend difficile une diminution de la pauvreté, les deux autres facteurs jouent positivement mais à un degré faible. Cependant les taux de pauvreté restent en général plus faibles en Amérique latine que dans les pays émergents asiatiques.

La diminution des inégalités et de la pauvreté n’exclut pas que les 1% de la population les plus riches aient une part accrue du revenu, comme on peut l’observer dans les pays avancés ou bien en Chine. Pour un même coefficient de Gini on peut en effet avoir des courbes de Lorentz différentes. La diminution de la pauvreté est compatible avec la multiplication des millionnaires et des milliardaires. Selon Capgemini et Merril Lynch Wealth Management, le nombre des millionnaires se serait accru au Brésil de 7,5% de 2010 à 2011, soit davantage que le PIB et en Amérique latine de 4,4% de 2011 à 2012.

Les classes moyennes

Moins de pauvres, plus de classes moyennes, tel est le discours qui tend à s’imposer aujourd’hui. Qu’il y ait eu une amélioration des niveaux de vie ne signifie pas pour autant que les classes moyennes aient augmenté de manière aussi significative.

Les définitions des classes moyennes faites par les économistes consistent à définir des seuils de revenu minimum et maximum, sans tenir compte en général des relations de production, des modes de consommation, des modes de vie et des valeurs partagées. Si le niveau fixé est relativement proche de la ligne de pauvreté, la classe moyenne tend à enfler rapidement lorsque le revenu moyen augmente. C’est le cas du Brésil où les classes moyennes constitueraient 52 à 57% de la population. Cependant comme M. Pochmann (2012) le montre, 94% des emplois créés entre 2004 et 2010 l’étaient avec des salaires inférieurs à 1,5 salaire minimum. Ce dernier ayant fortement augmenté et creusé l’écart avec la ligne de pauvreté, la plupart des titulaires de ces emplois viennent ainsi par définition grossir la catégorie des classes moyennes.

Les seuils à partir desquels les individus appartiennent aux classes moyennes varient selon les économistes. Par exemple, appartiendraient aux classes moyennes, les individus dont le revenu se situe 1/ soit entre 0,75% et 1,25 fois le revenu médian d’un pays ou bien d’un ensemble de pays, 2/ soit entre le 3° et le 9° décile, 3/ soit entre 3 et 13 dollars/jour au taux de parité de pouvoir d’achat et, ou bien encore entre 10 et 50, voire 100 dollars/jour, 4/ soit entre 10 dollars/jour et le revenu correspondant au 95°centile, etc*.* On obtient des résultats différents selon le critère choisi. Pour prendre un exemple, les classes moyennes au Brésil correspondraient en 2007 à 24% de la population si on prend comme critère la tranche autour du revenu médian, à 67% de la population si on considère la tranche de 3 à 13 dollars (IADB, 2011). Selon ce dernier critère, les classes moyennes seraient passées entre 1990 et 2005 de 175 millions de personnes à 800 millions en Chine et de 150 à 265 millions en Inde ! Si on prend enfin la tranche de revenu entre 10 à 50 dollars/jour, plus crédible, 68% (dont 30,5% de pauvres) des latino-américains ayant un revenu inférieur à 10 dollars/jour, les classes moyennes et riches représenteraient 32% de la population.

Au-delà de l’intérêt que peuvent présenter ces critères pour des études de marché, la discussion sur l’importance des classes moyennes n’est pas anodine. Depuis peu, le discours politique change : on évoque moins la nécessité de réduire la pauvreté et on insiste davantage sur les classes moyennes. Après avoir réduit le nombre de pauvres, l’augmentation des classes moyennes peut alors être interprétée comme un signe de l’efficacité des politiques économiques suivies.

Conclusion : quels futurs possibles ?

Les économies émergentes sont-elles à la veille de difficultés économiques importantes ? La réduction du taux de croissance et des exportations de la Chine et de l’Inde, le ralentissement de la croissance et le retour de la contrainte externe dans de nombreux pays latino-américains en sont-ils les premiers signes ?

En Chine, un ensemble de facteurs défavorables jouent en faveur d’un ralentissement plus prononcé de l’activité économique, voire d’une crise : 1/ des débouchés extérieurs moins dynamiques et des difficultés de passer d’une spécialisation reposant sur l’exportation de produits à basse intensité technologique à des exportations plus sophistiqués ; 2/ une certaine incapacité à passer d’un modèle de développement à un autre reposant davantage sur la dynamique du marché intérieur, malgré l’essor des classes moyennes ; 3/ des investissements trop élevés et le coût croissant des capacités de production oisives ; 4/ des difficultés croissantes à maitriser les conflits sociaux tout en maintenant la suprématie du Parti Communiste chinois ; 5/ une certaine opacité des décisions gouvernementales favorisant une corruption incontrôlable.

Les conséquences d’un ralentissement de l’activité économique sur les prix des matières premières et les volumes échangés commencent déjà se faire sentir pour les économies émergentes latino-américaines et pour de nombreuses économies africaines. Si la croissance de la Chine devait chuter fortement (hypothèse du « hard landing » faite par de nombreux économistes aujourd’hui), les conséquences économiques sur ces pays seraient encore plus importantes.

A l’inverse, si la Chine mais aussi l’Inde parviennent à maitriser le changement de régime de croissance, en jouant sur la consommation intérieure notamment sur celle des classes moyennes plutôt que sur l’investissement et les exportations, leurs taux de croissance n’atteindraient probablement pas les mêmes niveaux que dans le passé et leurs importations de biens de consommation durables augmenteraient.

L’Amérique latine est devenue fortement dépendante de l’exportation de ses matières premières à des prix et des volumes très élevés et, en ce qui concerne le Mexique, des transferts de revenus de ses travailleurs émigrés aux États-Unis. Il suffit que la conjoncture change en Chine pour que réapparaisse la contrainte externe que certains émergents latino-américains avaient pu assouplir en se reprimarisant. Il suffit d’un ralentissement de l’activité aux États-Unis pour que les transferts d’argent se raréfient au Mexique - nombre d’immigrés mexicains devenant chômeurs - et que le déficit de sa balance des comptes courants augmente. Le desserrement de la contrainte externe des années 2000 peut alors se changer en son contraire. La contrainte externe peut jouer à nouveau et conduire, comme dans le passé, à des politiques dites de « *stop and go* » (dépréciation de la monnaie, récession, baisse des salaires et augmentation des emplois informels, reprise, réappréciation de la monnaie) avec toutefois une certaine incapacité à développer les exportations industrielles de manière suffisante en raison de la désindustrialisation subie ces dernières années.

Les manifestations « inattendues », regroupant des jeunes porteurs d’un certain nombre d’exigences : une moralisation de la vie publique, un effort important sur les infrastructures (éducation, santé, transport), se multiplient (Mexique en 2012 à la veille des élections présidentielles, Brésil en juin 2013). Au-delà du mythe véhiculé par des gouvernements et les médias sur les capacités de ces pays de vaincre la pauvreté, de devenir des pays de classes moyennes et d’être des « eldorados » pour les investisseurs étrangers, ces manifestations sont révélatrices de profonds malaises qui traversent ces sociétés en quête de société plus inclusive.

Les défis de la Chine en 2013

Samir Amin

Les débats concernant le présent et l’avenir de la Chine – puissance « émergente » – me laissent toujours peu convaincu. Les uns considèrent que la Chine a définitivement opté pour la « voie capitaliste » et envisage même d’accélérer son insertion dans la globalisation capitaliste contemporaine. Ils s’en félicitent et souhaitent seulement que ce « retour à la normale » (le capitalisme étant la « fin de l’histoire ») soit accompagné par une évolution démocratique sur le mode occidental (pluripartisme, élections, droits humains). Ceux-là croient – ou doivent croire – à la possibilité pour la Chine de « rattraper » (en termes de revenu par tête) par ce moyen, fût-ce progressivement, les sociétés opulentes de l’Occident – ce que je ne crois pas possible. La droite chinoise partage ces points de vue. D’autres le déplorent au nom des valeurs du « socialisme trahi ». Certains s’associent avec les formulations dominantes en Occident des sportifs du *China bashing*. Les autres – les pouvoirs en place à Beijing – qualifient la voie choisie de « socialisme aux couleurs de la Chine », sans guère plus de précision. Mais on peut découvrir ces spécificités en lisant attentivement les textes officiels, en particulier les Plans quinquennaux, précis et pris au sérieux.

En fait la question (la Chine est-elle capitaliste ou socialiste ?) est mal posée, trop générale et abstraite pour que la réponse dans les termes de cette alternative absolue fasse sens. Car la Chine est effectivement engagée sur une voie originale depuis 1950 et peut être même depuis la révolution des Taipings au XIXe siècle. Je tenterai donc ici de préciser le contenu de cette voie originale à chacune des étapes de son déploiement de 1950 à aujourd’hui (2012).

La question agraire

La nature de la révolution conduite en Chine par son parti communiste a été qualifiée par Mao de révolution anti impérialiste/antiféodale s’inscrivant dans une perspective socialiste. Mao n’a jamais prétendu qu’après avoir réglé ses comptes avec l’impérialisme et le féodalisme le peuple chinois avait « construit » une société socialiste. Il a toujours caractérisé cette construction de phase première sur la longue route au socialisme.

Il me paraît nécessaire de souligner le caractère tout à fait particulier de la réponse donnée par la révolution chinoise à la question agraire. La terre (agricole) partagée n’a pas été privatisée ; elle est demeurée la propriété de la nation représentée par les communautés villageoises et seulement donnée en usage aux familles rurales. Cela n’avait pas été le cas en Russie où Lénine, mis devant le fait accompli par l’insurrection des paysans en 1917, a reconnu la propriété privée des bénéficiaires du partage.

Quelles sont les raisons qui expliquent qu’en Chine (et au Vietnam) la mise en œuvre du principe selon lequel la terre agricole n’est pas une marchandise ait été possible ? On répète que les paysans du monde entier aspirent à la propriété et n’aspirent qu’à celle-ci. Si cela avait été le cas en Chine la décision de nationaliser la terre aurait entraîné une guerre paysanne sans fin, comme cela avait été le cas lorsque la collectivisation forcée fût mise en route en Union Soviétique par Staline.

L’attitude des paysans de Chine et du Vietnam (et de nulle part ailleurs) ne s’explique pas par une prétendue « tradition » qui leur aurait fait ignorer la propriété. Elle est le produit d’une ligne politique intelligente et exceptionnelle mise en œuvre par les Partis communistes de ces deux pays.

La IIe Internationale n’avait pas imaginé autre chose que l’aspiration incontournable des paysans à la propriété, réelle dans l’Europe du XIXe siècle. Car au cours de la longue transition européenne du féodalisme au capitalisme (1500-1800) les formes féodales antérieures d’institutionnalisation de l’accès au sol par la propriété partagée entre le Roi, les Seigneurs et les paysans serfs avaient progressivement été rongées au bénéfice de l’affirmation de la propriété privée bourgeoise moderne qui traite la terre comme une marchandise – un bien dont le propriétaire peut disposer librement (acheter et vendre) sans restriction. Les socialistes de la IIe Internationale acceptaient le fait accompli par cette « révolution bourgeoise », fut-ce pour le déplorer.

Ils pensaient également que la petite propriété paysanne n’avait pas d’avenir, qui appartient à la grande entreprise agricole mécanisée sur le modèle de l’industrie. Ils pensaient que le développement capitaliste par lui-même conduirait à cette concentration de la propriété et aux formes plus efficaces de son exploitation qu’elle permettrait (voir à ce sujet les écrits de Kautsky).

L’histoire leur a donné tort. L’agriculture paysanne a cédé la place à l’agriculture familiale capitaliste au sens double qu’elle produit pour le marché (l’autoconsommation devenant insignifiante) et qu’elle met en œuvre des équipements modernes, utilise des intrants industriels et recourt au crédit bancaire. Et cette agriculture familiale capitaliste s’avère efficace, par comparaison avec celle des grandes exploitations, en termes de volume de la production d’un hectare par travailleur/an. Cette observation n’exclut pas que le travail de l’agriculteur capitaliste moderne est désormais exploité par le capital des monopoles généralisés qui contrôle en amont la fourniture des intrants et du crédit et en aval la commercialisation des produits, et transformé de ce fait en sous-traitant de ce capital dominant.

Persuadés donc (à tort) que la grande exploitation est toujours plus efficace que la petite dans tous les domaines – industries, services et agriculture – les socialistes radicaux de la IIe Internationale imaginaient donc l’abolition de la propriété du sol (la nationalisation de la terre) permettant la création de grandes exploitations agricoles socialistes (analogue à ce que seront les sovkhozes et kolkhozes soviétiques). Mais ils n’ont pas eu l’occasion de tester la possibilité d’une telle mesure, la « révolution » n’étant pas à l’ordre du jour dans leurs pays (les centres impérialistes).

Les bolcheviks avaient fait leur ces thèses jusqu’en 1917. Ils envisageaient donc la nationalisation des grands domaines de l’aristocratie russe, tout en laissant aux paysans la propriété des terres communales. Mais ils ont été par la suite pris de court par l’insurrection paysanne qui s’est emparé des grands domaines.

Mao a tiré les leçons de cette histoire et développé une toute autre ligne d’action politique. Pendant la longue guerre civile de libération, dans les régions du Sud à partir des années 1930, Mao a fondé la pénétration du parti communiste sur une alliance solide avec les paysans pauvres et sans terre (en majorité), amicale à l’égard des paysans moyens, isolant sans nécessairement les antagoniser à toutes les étapes de la guerre les paysans riches. Le succès de cette ligne préparait la grande majorité des ruraux à imaginer et accepter une solution à leurs problèmes ne passant pas par la propriété privée de lopins acquis par partage. Je pense que les idées de Mao, et le succès de leur mise en œuvre, trouvent leurs racines lointaines dans ce que fut la révolution des Taipings au XIXe siècle.

Mao est donc parvenu à réaliser ce que le parti bolchévique a échoué à faire : fonder une alliance solide avec la grande majorité rurale. En Russie le fait accompli de l’été 1917 a annihilé les chances ultérieures d’une alliance avec les paysans pauvres et moyens contre les riches (les koulaks), car les premiers tenaient à défendre la propriété privée acquise et préféraient de ce fait suivre les koulaks plutôt que les bolcheviks.

Cette « spécificité chinoise» – dont les effets sont d’une ampleur majeure – interdit rigoureusement de qualifier la Chine actuelle (encore en 2012) de « capitaliste ». Car la voie capitaliste est fondée sur la transformation de la terre en bien marchand.

Présent et Avenir de la petite production

Mais une fois le principe acquis, les modes d’usage de ce bien commun (la terre des communautés villageoises) peuvent faire l’objet de modalités diverses. Pour le comprendre il faut savoir distinguer petite production et petite propriété.

La petite production – paysanne et artisanale – avait dominé la production dans toutes les sociétés du passé. Elle a conservé une place importante dans le capitalisme moderne, associée désormais à la petite propriété – dans l’agriculture, les services et même certains segments de l’industrie. Certes dans la triade dominante du monde contemporain (États Unis, Europe, Japon) elle recule. En témoigne par exemple la disparition du petit commerce au profit des grandes surfaces. Mais il n’est pas dit que cette évolution constitue un « progrès », même en terme d’efficacité, a fortiori si les dimensions sociales culturelles et civilisationnelles sont prises en considération. Il s’agit en fait d’une distorsion produite par la domination des monopoles généralisés garantissant la croissance de ses rentes. Il n’est donc pas dit que dans un socialisme à venir la place de la petite production ne soit pas appelée à reprendre de l’importance.

Dans la Chine actuelle en tout cas la petite production – qui n’est pas associée nécessairement à la petite propriété – conserve une place considérable dans la production nationale, non seulement dans l’agriculture, mais encore dans des segments importants de la vie urbaine.

La Chine a fait l’expérience de formes d’utilisation de la terre/bien commun fort diverses et même contrastées, dont il faut discuter d’une part de l’efficacité (volume de la production d’un hectare par travailleur/an) et d’autre part de la dynamique des transformations qu’elle véhicule. Car ces formes peuvent renforcer les tendances d’une évolution dans la voie capitaliste, qui finirait par remettre en question le statut non marchand de la terre, ou au contraire s’inscrire dans une évolution à vocation socialiste. On ne peut répondre à ces questions que par un examen concret des formes en question mises en œuvre dans les moments successifs de la construction chinoise de 1950 à nos jours.

A l’origine, dans les années 1950, le mode adopté était celui de la petite production familiale associée à des formes « inférieures » de coopération pour la conduite des travaux d’irrigation et d’aménagement ou l’utilisation de certains équipements et à l’insertion dans une économie d’État se réservant le monopole de l’achat des productions destinées au marché et de la fourniture du crédit et des intrants, le tout sur la base de prix planifiés (décidés par le centre).

L’expérience des communes qui a suivi dans les années 1970 la mise en place de coopératives de production est riche d’enseignements. Il ne s’agissait pas nécessairement de passer de la petite production à la grande exploitation, même si l’idée de la supériorité de cette dernière inspirait certains de ses promoteurs. L’essentiel dans cette initiative procédait de l’ambition de la construction socialiste décentralisée. Les Communes n’avaient pas seulement la responsabilité de gérer la production agricole d’un gros village ou d’un collectif de villages et de hameaux (cette gestion étant elle-même un mix de formes de petite production familiale et d’exploitation spécialisée plus ambitieuse) ; elles fournissaient un cadre pour lui associer des activités industrielles employant les ruraux disponibles dans certaines saisons ; elles articulaient ces activités de production économique à la gestion de services sociaux (éducation, santé, logement) ; elles amorçaient la décentralisation de l’administration politique de la société. Comme l’avait conçu la Commune de Paris l’État socialiste était appelé à devenir, au moins partiellement, une fédération de communes socialistes. Sans doute par beaucoup de ses aspects les Communes étaient-elles en avance sur leur temps et la dialectique décentralisation des pouvoirs de décision/centralisation assumée par l’omniprésence du parti communiste ne fonctionnait pas sans grincement. Mais les résultats enregistrés sont loin d’avoir été catastrophiques comme la droite voudrait le faire croire. Une Commune de la région de Beijing, qui a résisté à la directive de dissolution du système, continue à enregistrer de beaux succès économiques associés à la persistance de débats politiques de bonne tenue, disparus ailleurs. Les projets en cours (2012) de « reconstruction rurale » – mis en œuvre par des collectivités rurales présentes dans plusieurs régions de Chine me paraissent inspirés par l’expérience des Communes.

La décision de dissolution des Communes prise par Deng Xiaoping en 1980 a renforcé la petite production familiale, qui demeure la forme dominante durant les trois décennies qui ont suivi cette décision (de 1980 à 2012). Mais l’éventail des droits des usagers (les Communes villageoises et les unités familiales) s’est élargi considérablement. Il est devenu possible pour les détenteurs de ces droits d’usage de la terre de « louer » celle-ci (mais jamais de « vendre » la terre), soit à d’autres petits producteurs – facilitant de la sorte l’émigration vers les villes notamment de jeunes éduqués qui ne veulent pas rester ruraux – soit à des firmes organisant une plus grande exploitation modernisée (jamais latifundiaire – cela n’existe pas en Chine – mais néanmoins considérablement plus grande que ne le sont les exploitations familiales). Cette modalité est le moyen de favoriser des productions spécialisées (comme le bon vin pour lequel la Chine a fait appel à des Bourguignons), ou de tester des méthodes scientifiques nouvelles (OGM et autres).

« Approuver » ou « rejeter » a priori la diversité de ces formules n’a guère de sens, à mon avis. Encore une fois l’analyse concrète de chacune d’elles – dans sa conception et dans la réalité de sa mise en œuvre – est incontournable. Toujours est-il que le résultat de la diversité inventive des formes d’usage de la terre bien commun a donné des résultats prodigieux. D’abord en termes d’efficacité économique puisque la Chine, dont la population urbaine est passée de 20 à 50 % de sa population totale, est parvenue à faire croître la production agricole au rythme des besoins gigantesques de l’urbanisation. La Chine est parvenue à ce résultat remarquable et exceptionnel, sans pareil dans les pays du Sud « capitalistes ». Elle a conservé et renforcé sa souveraineté alimentaire, alors qu’elle souffre d’un handicap majeur : son agriculture nourrit correctement 22% de la population mondiale alors qu’elle ne dispose que de 6% des terres arables de la Planète. Ensuite en termes de mode (et niveau) social de vie des ruraux : les villages chinois n’ont plus rien de commun avec ce qu’on peut voir encore dominant ailleurs dans le tiers monde capitaliste. Constructions en dur confortables, dotées de moyens, font contraste avec non pas seulement l’ancienne Chine de la faim et de l’extrême pauvreté mais avec les formes suprêmes de la misère qui domine toujours dans les campagnes de l’Inde ou de l’Afrique.

Le principe double des principes et des politiques mis en œuvre (la terre bien commun, le soutien de la petite production sans petite propriété) est à l’origine de ces résultats sans pareils. Car il a permis un transfert relativement maîtrisé de la migration rurale/urbaine. Comparez avec la voie capitaliste, au Brésil par exemple. La propriété privée du sol agraire a vidé les campagnes du Brésil – aujourd’hui 11% de la population du pays. Mais 50% au moins des urbains vivent dans des bidonvilles (les favélas), et ne survivent que par la grâce de « l’économie informelle » (crime organisé inclus). Rien de pareil en Chine, dont la population urbaine est dans l’ensemble, correctement employée et logée, même en comparaison avec bien des « pays développés », sans parler de ceux dont le PIB per capita est du niveau chinois !

Le transfert de population des campagnes chinoises terriblement densément peuplées (seuls analogues : le Vietnam, le Bangladesh, l’Égypte) s’imposait. Il a permis une meilleure petite production rurale, moins pauvres en terres. Ce transfert, bien que relativement maîtrisé (encore une fois rien n’est parfait ni en Chine ni ailleurs et dans l’histoire de l’humanité) menace peut être de devenir trop rapide. On en discute en Chine.

Le capitalisme d’État chinois

La première qualification qui s’impose à l’analyste de la réalité chinoise est : capitalisme d’État. Soit, mais cette qualification demeure vague et superficielle tant qu’on en n’analyse pas les contenus précis.

Il s’agit de capitalisme au sens que le rapport auquel les travailleurs sont soumis par les pouvoirs qui organisent la production est analogue à celui qui caractérise le capitalisme : travail soumis et aliéné, extraction de sur travail. Des formes brutales à l’extrême d’exploitation des travailleurs – dans les mines de charbon, dans les cadences infernales des ateliers qui emploient de la main d’œuvre féminine – existent en Chine. C’est un scandale pour un pays qui se prétend vouloir avancer sur la route du socialisme. Néanmoins la mise en place d’un régime de capitalisme d’État est incontournable ; et le demeurera partout. Les pays capitalistes développés ne pourront pas eux-mêmes s’engager dans une voie socialiste (qui n’est pas à l’ordre du jour du visible aujourd’hui) sans passer par cette étape première. Elle constitue la phase préliminaire à l’engagement éventuel de la société qui se libère du capitalisme historique sur la longue route au socialisme/communisme. La socialisation et la réorganisation du système économique à tous ses niveaux, de l’entreprise (l’unité élémentaire) à la nation et au monde exigent la poursuite de longs combats pendant un temps historique qui ne peut être raccourci.

Au-delà de cette réflexion préliminaire il nous faut donc qualifier concrètement le capitalisme d’État en question, par la mise en relief de la nature et du projet de l’État concerné. Car il y a non pas un mais des capitalismes d’État différents. Le capitalisme d’État de la France de la Ve République de 1958 à 1975 par exemple était conçu pour servir et renforcer les monopoles privés français, pas pour engager le pays sur la voie du socialisme.

Le capitalisme d’État chinois a été construit pour la réalisation de trois objectifs : (i) la construction d’un système productif industriel moderne intégré et souverain ; (ii) la gestion du rapport de ce système avec la petite production rurale ; (iii) le contrôle de l’insertion de la Chine dans le système mondial, lui-même dominé par les monopoles généralisés de la triade impérialiste (États Unis, Europe, Japon). La poursuite de ces trois objectifs prioritaires est incontournable. Elle permet éventuellement d’avancer sur la longue route au socialisme ; mais simultanément elle renforce des tendances à sortir de celle-ci pour s’engager dans la voie d’un développement capitaliste tout court. Il faut accepter que ce conflit soit inévitable et toujours présent. La question qui se pose est alors : les options concrètes de la Chine favorisent-elles l’engagement dans l’une ou l’autre de ces deux voies ?

Le capitalisme d’État chinois est passé, dans sa première phase (1954-1980), par la nationalisation de toutes les entreprises de production (associée à la nationalisation des terres agricoles), grandes et mêmes petites. Il s’est ensuite ouvert à l’initiative de l’entreprise privée, nationale et/ou étrangère, et a procédé à la libéralisation de la petite production rurale et urbaine (petite entreprises, commerce, services). Mais il n’a pas dé- nationalisé les grandes industries de base et le système du crédit mis en place à l’étape maoïste, même s’il en a révisé les formes de l’organisation de son insertion dans une économie de « marché ». Cette option est allée de pair avec la mise en place de moyens de « contrôle » de l’initiative privée et de l’association éventuelle avec le capital étranger. Il reste à savoir dans quelle mesure ces moyens remplissent les fonctions qui leur ont été attribué, ou au contraire s’ils ne sont pas devenus des coquilles vides, la collusion avec le capital privé (par la « corruption » des cadres) l’ayant emporté.

Toujours est-il que ce que le capitalisme d’État chinois a réalisé entre 1950 et 2012 est tout simplement fabuleux. Il est en effet parvenu à construire un système productif moderne intégré souverain à la mesure de ce pays gigantesque,  qui ne peut plus être comparé qu’avec celui des États Unis. Il est parvenu à sortir de la dépendance technologique étroite des origines (importations de modèles soviétiques puis occidentaux) par le développement de sa propre capacité de générer l’invention technologique. Mais il n’a pas (encore ?) amorcé même la réorganisation du travail dans la perspective de la socialisation de la gestion économique. Le Plan – et non pas « l’ouverture » – est demeurée le moyen central de la mise en œuvre de cette construction systématique.

Dans la phase maoïste de cette planification du développement le Plan demeurait impératif dans tous ses détails : nature et localisation des implantations nouvelles, objectifs de production, prix. A ce stade il n’y avait pas de choix alternatif raisonnable possible. Je signalerai ici – sans plus – le débat intéressant concernant la nature de la loi de la valeur qui sous tendait la planification de l’époque.

Le succès même – et non l’échec – de cette première phase exigeait une révision des moyens de la poursuite du projet de développement accéléré. Et « l’ouverture » – à l’initiative privée – à partir de 1980 mais surtout de 1990 – était nécessaire, si l’on voulait éviter l’enlisement qui a été fatal à l’URSS. En dépit du fait que cette ouverture ait coïncidé avec le triomphe mondialisé du néo-libéralisme – avec tous les effets négatifs de cette coïncidence sur laquelle je reviendrai – l’option en faveur d’un « socialisme *de* marché », ou mieux d’un « socialisme *avec* marché » comme fondement de cette seconde phase de développement accéléré se justifie largement, à mon avis.

Le résultat de ce choix est, encore une fois, simplement fabuleux. En quelques décennies la Chine a construit une urbanisation industrielle et productive qui rassemble 600 millions d’êtres humains – dont les deux tiers ont été urbanisés au cours des deux dernières décennies (presque la population de l’Europe !). Redevable au Plan et non au marché. La Chine dispose désormais d’un véritable système productif souverain. Aucun pays du Sud (sauf la Corée et Taïwan) n’y est parvenu. En Inde, au Brésil, il n’existe que quelques éléments disparates d’un projet souverain de même nature ; rien de plus.

Les modalités de conception et de mise en œuvre du Plan, dans les conditions nouvelles, ont été transformées. Le Plan reste impératif pour ce qui concerne les gigantesques investissements d’infrastructure exigées par le projet : loger 400 millions d’urbains nouveaux dans des conditions convenables, construire un réseau d’autoroutes, de routes, de chemins de fer, de barrages et de centrales électriques, sans pareils. Désenclaver toutes les campagnes chinoises ou presque. Transférer le centre de gravité du développement des régions côtières à l’Ouest continental.

Il reste impératif – en partie au moins – pour ce qui concerne les objectifs et les moyens des entreprises qui relèvent de la propriété publique (État, provinces, municipalités). Mais pour le reste il est devenu indicatif des objectifs possibles et probables d’expansion de la petite production marchande urbaine et des activités industrielles et autres privées. Néanmoins ces objectifs sont pris au sérieux, et les moyens de politique économique que leur réalisation exige sont précisés. Dans l’ensemble les résultats ne se sont pas trop écartés de ces prévisions « planifiés ».

Le capitalisme d’État chinois a intégré dans son projet de développement des dimensions sociales (je ne dis pas « socialistes ») visibles. Ces objectifs étaient déjà présents à l’époque maoïste : éradication de l’illettrisme, santé élémentaire pour tous etc. Dans le premier moment de la phase post maoïste (les années 1990) la tendance a été sans doute à négliger la poursuite de ces efforts.

Mais on doit constater que la dimension sociale du projet a depuis reconquis sa place et que, en réponse aux mouvements sociaux – actifs et puissants – elle est appelée à progresser davantage. La nouvelle urbanisation n’a de pareil dans aucun autre pays du Sud : il y a certes des quartiers « chics » et d’autres qui ne le sont pas ; mais il n’y a pas de bidonvilles dont l’extension est continue partout ailleurs dans les villes du tiers monde.

L’insertion de la Chine dans la mondialisation capitaliste

On ne peut pas poursuivre l’analyse du capitalisme d’État chinois (qualifié de « socialisme de marché » par le pouvoir) sans prendre en considération son insertion dans la mondialisation.

Le monde soviétique avait imaginé une déconnexion du système capitaliste mondial, voire de la compléter par la construction d’un système socialiste intégré englobant l’URSS et l’Europe de l’Est. L’URSS a réalisé sa déconnexion dans une grande mesure, au demeurant imposé par l’hostilité de l’Occident, voire le blocus accusant son isolement. Mais le projet d’intégrer l’Europe de l’Est n’a jamais beaucoup avancée, en dépit des initiatives du Comecon. Les Nations de l’Europe de l’Est sont restées sur des positions incertaines et vulnérables, partiellement déconnectées – mais sur des bases strictement nationales – et partiellement ouvertes sur l’Europe de l’Ouest à partir de 1970. Il n’a jamais été question d’une intégration URSS-Chine que non seulement le nationalisme chinois n’aurait guère accepté, mais encore plus parce que les tâches prioritaires de la Chine ne l’impliquait pas. La Chine maoïste a pratiqué la déconnexion à son échelle. Doit-on dire qu’en réintégrant la mondialisation à partir de 1990 elle a renoncé intégralement et définitivement à la déconnexion ?

La Chine est entrée dans la mondialisation à partir de 1990 par la voie du développement accéléré des exportations manufacturées que son système productif permettait, en donnant la priorité première à l’exportation dont les taux de croissance dépassaient alors ceux de la croissance du PIB. Le triomphe du néo-libéralisme favorisait le succès de cette option pendant une quinzaine d’années (de 1990 à 2005). Sa poursuite non seulement est discutable par ses effets politiques et sociaux, mais encore menacée par l’implosion du capitalisme mondialisé néo libéral, amorcée à partir de 2007. Le pouvoir chinois en paraît conscient et a amorcé très tôt le correctif, en donnant une importance grandissante au marché intérieur et au développement de l’Ouest chinois.

Dire, comme on l’entend ad nauseam, que le succès de la Chine doit être attribué à l’abandon du maoïsme (dont « l’échec » aurait été patent), à l’ouverture extérieure et aux entrées de capitaux étrangers, est tout simplement idiot. La construction maoïste a mis en place les fondements sans lesquels l’ouverture ne se serait pas soldée par le succès qu’on connait. La comparaison avec l’Inde, qui n’a pas fait de révolution comparable, le démontre. Dire que le succès de la Chine est principalement (et même « intégralement ») redevable aux initiatives du capital étranger est non moins idiot. Ce n’est pas le capital des multinationales qui a construit le système industriel chinois, réalisé les objectifs de l’urbanisation et de l’infrastructure. Le succès est redevable à 90% au projet chinois souverain. Certes l’ouverture aux capitaux étrangers a rempli des fonctions utiles : accélérer l’importation des technologies modernes. Mais par ses formules de partenariat la Chine a absorbé ces technologies et en maîtrise désormais le développement. Rien d’analogue ailleurs, même en Inde ou au Brésil, a fortiori en Thaïlande, Malaisie, Afrique du Sud et autres.

L’insertion de la Chine dans la mondialisation est demeurée, au demeurant, partielle et contrôlée (ou au moins contrôlable si on le veut). La Chine est demeurée en dehors de la mondialisation financière. Son système bancaire est intégralement public et replié sur le marché du crédit interne au pays. La gestion du yuan relève toujours de la décision souveraine de la Chine. Le yuan n’est pas soumis aux aléas des changes flexibles que la mondialisation financière impose. Beijing peut dire à Washington : « le yuan est notre monnaie, c’est votre problème », comme Washington avait dit en 1971 aux Européens : « le dollar est notre monnaie, c’est votre problème ». De surcroît la Chine conserve une réserve considérable de déploiement de son système de crédit public. La dette publique reste négligeable comparée aux taux d’endettement jugés intolérables aux États-Unis, en Europe, au Japon comme dans beaucoup de pays du Sud. La Chine peut donc accélérer l’expansion de ses dépenses publiques sans danger grave d’inflation.

L’attraction des capitaux étrangers dont la Chine a bénéficié n’est pas à l’origine du succès de son projet. C’est au contraire le succès de ce projet qui a rendu l’investissement en Chine attractif pour les transnationales occidentales. Les pays du Sud qui ont ouvert leurs portes bien plus largement que la Chine et accepté sans condition leur soumission à la mondialisation financière ne sont pas devenus attractifs au même degré. Le capital transnational n’est guère attiré ici que pour piller les ressources naturelles du pays. Ou pour y délocaliser des productions et bénéficier de la main d’œuvre à bon marché. Sans pour autant qu’il n’y ait transfert de technologie, effets d’entraînement et insertion des unités délocalisées dans un système productif national, toujours inexistant (comme au Maroc et en Tunisie). Ou encore pour y opérer une razzia financière et permettre aux banques impérialistes de déposséder les épargnants nationaux, comme ce fut le cas au Mexique, en Argentine et en Asie du Sud-est. En Chine par contre les investissements étrangers peuvent certes bénéficier de la main d’œuvre à bon marché et faire de beaux profits, à condition que leurs projets s’insèrent dans celui de la Chine et permette le transfert de technologie. Des profits somme toute « normaux », mais aussi davantage si la collusion avec les autorités chinoises le permet !

La Chine puissance émergente

Personne ne doute que la Chine soit une puissance émergente. Et l’idée circule que la Chine ne fait que retrouver la place qui était la sienne pendant des siècles et qu’elle n’avait perdu qu’au XIXe siècle. Mais cette idée – certainement correcte, et flatteuse de surcroît – ne nous aide pas beaucoup à comprendre en quoi consiste cette émergence et quelles sont ses perspectives réelles dans le monde contemporain. Au demeurant les propagateurs de cette idée générale et vague ne se préoccupent pas de savoir si la Chine émergera par son ralliement aux principes généraux du capitalisme (ce qu’ils pensent probablement nécessaire) ou si elle prendra au sérieux son projet de « voie socialiste aux couleurs de la Chine ». Pour ma part j’avance que si la Chine est bien une puissance émergente c’est précisément parce qu’elle n’a pas choisi la voie capitaliste de développement pure et simple ; et que, en conséquence, si elle venait à s’y rallier son projet d’émergence lui-même serait mis en danger sérieux d’échec.

La thèse que je soutiens implique le refus de l’idée que les peuples ne peuvent pas « sauter » par-dessus la succession nécessaire d’étapes successives nécessaires et donc que la Chine doit passer par celle d’un développement capitaliste avant que ne se pose la question de son avenir socialiste éventuel. Le débat sur cette question entre les différents courants du marxisme historique n’a jamais été conclu. Marx était resté hésitant sur cette question. On sait qu’au lendemain même des premières agressions européennes (les guerres de l’opium) il écrivait : la prochaine fois que vous enverrez vos armées en Chine elles seront accueillies par une banderole : « Attention, vous êtes aux frontières de la République bourgeoise de Chine ». Intuition magnifique et confiance dans la capacité du peuple chinois à répondre au défi, mais en même temps erreur car en fait : « vous êtes aux frontières de la République populaire de Chine ». Mais on sait que, concernant la Russie, Marx ne rejetait pas l’idée de sauter l’étape capitaliste (voir sa correspondance avec Vera Zassoulitch). Aujourd’hui on pourrait croire que le premier Marx avait raison et que la Chine est bien sur la route du développement capitaliste.

Mao a compris – mieux encore que Lénine – que la voie capitaliste ne mènerait à rien et que la résurrection de la Chine ne pourrait qu’être l’œuvre des communistes. Les Empereurs Qing de la fin du XIXe siècle, puis Sun Yatsen et le Kuo Min Tang avaient déjà nourri le projet de résurrection chinoise, en réponse au défi de l’Occident. Mais ils n’imaginaient pas d’autre voie que celle du capitalisme et ne disposaient pas de l’équipement intellectuel qui leur aurait permis de comprendre ce qu’est réellement le capitalisme et pourquoi cette voie était fermée pour la Chine, comme pour toutes les périphéries du système capitaliste mondial. Mao, marxiste indépendant d’esprit, l’a compris. Et plus que cela, Mao a compris que cette bataille n’était pas gagnée d’avance – par la victoire de 1949 – et que le conflit entre l’engagement sur la longue route du socialisme, condition de la renaissance de la Chine et le retour au bercail capitaliste occuperait tout l’avenir visible.

J’ai personnellement toujours partagé cette analyse de Mao et je renverrai sur ce sujet à quelques-unes de mes réflexions concernant le rôle de la Révolution des Taipings, que je situe à l’origine lointaine du maoïsme, la révolution de 1911 en Chine et les autres révolutions du Sud qui ouvrent le XXe siècle, les débats à l’origine de Bandung, l’analyse des impasses dans lesquels se sont enfermés les pays du Sud dits « émergents » engagés sur la voie capitaliste. Toutes ces réflexions sont les corollaires de ma thèse centrale concernant la polarisation (la construction du contraste centres/périphéries) immanente au déploiement mondial du capitalisme historique. Cette polarisation annihile la possibilité pour le pays de la périphérie de « rattraper » dans le cadre du capitalisme. Il faut en tirer la conclusion : si le « rattrapage » des pays opulents est impossible, il faut faire autre chose, qui s’appelle s’engager sur la route du socialisme.

La Chine n’est pas engagée sur une voie particulière depuis 1980 seulement, mais depuis 1950, bien que cette voie soit passée par des phases contrastées par beaucoup d’aspects. La Chine a développé un projet souverain cohérent qui lui est propre et qui n’est certainement pas celui du capitalisme dont la logique exige que la terre agricole soit traitée comme un bien marchand. Ce projet demeure souverain tant que la Chine reste hors de la mondialisation financière contemporaine.

Que le projet chinois ne soit pas capitaliste ne signifie pas qu’il « est » socialiste ; mais seulement qu’il permet d’avancer sur la longue route du socialisme. Néanmoins il est également toujours menacé de dérive qui l’en éloigne et finisse par l’intégrer dans un retour pur et simple au capitalisme.

Le succès de l’émergence de la Chine est intégralement le produit de ce projet souverain. Dans ce sens la Chine est le seul pays authentiquement émergent (avec la Corée et Taïwan dont on dira un mot plus loin). Aucun des nombreux autres pays auxquels la Banque Mondiale a décerné un certificat d’émergence ne l’est réellement. Car aucun de ces pays ne poursuit avec persévérance un projet souverain cohérent. Tous adhérent aux principes fondamentaux du capitalisme pur et simple, y compris pour ce qui est de segments éventuels de leur capitalisme d’État. Tous ont accepté de se soumettre à la mondialisation contemporaine dans toutes ses dimensions, y compris financière. La Russie et l’Inde font encore exception – partiellement – sur ce dernier point, mais ni le Brésil, ni l’Afrique du Sud et les autres. Il y a parfois des segments de « politiques industrielles nationales », mais rien de comparable avec le projet chinois systématique de construction d’un système industriel complet, intégré et souverain (notamment au plan de la maîtrise technologique).

Pour ces raisons tous ces autres pays qualifiés trop rapidement d’émergents demeurent vulnérables à des degrés divers certes, mais toujours bien plus marqués que ne l’est la Chine. Pour toutes ces raisons les apparences d’émergence – taux de croissance honorables, capacités d’exporter des produits manufacturés – sont toujours associés ici à des processus de paupérisation qui frappent la majorité de leur population (en particulier les paysans), ce qui n’est pas le cas de la Chine. Certes la croissance de l’inégalité se manifeste partout – y compris en Chine ; mais cette observation reste superficielle et trompeuse. Car une chose est inégalité dans la répartition des bénéfices d’un modèle de croissance qui néanmoins n’écarte personne (et même s’accompagne de la réduction des poches de pauvreté – c’est le cas en Chine) ; autre chose est l’inégalité associée à une croissance qui ne profite qu’à une minorité (de 5 à 30% de la population selon les cas) tandis que le sort des autres demeure désespéré. Les sportifs du *China bashing* ignorent – ou font semblant d’ignorer – cette différence décisive. L’inégalité qui se manifeste par l’existence de quartiers de villas luxueuses d’une part et d’ensembles de logements convenables pour les classes moyennes et les classes populaires d’autre part n’est pas celle qui se manifeste par la juxtaposition de quartiers riches, d’ensembles réservés aux classes moyennes et de bidonvilles pour la majorité. Les coefficients de Gini sont valables pour mesurer le changement d’une année sur l’autre dans un système dont la structure est donnée. Mais dans la comparaison internationale entre des systèmes de structures différentes ils perdent leur sens, comme toutes les autres mesures des grandeurs macro-économiques de la comptabilité nationale. Les pays émergents (autres que la Chine) sont bien des « marchés émergents », ouverts à la pénétration des monopoles de la triade impérialiste. Ces marchés permettent à ceux-ci de soutirer à leur bénéfice une part considérable de la plus-value produite dans les pays en question. La Chine est autre ; c’est une nation émergente dont le système permet de conserver en Chine l’essentiel de la plus-value qui y est produite.

La Corée et Taïwan sont les deux seuls exemples de succès d’une émergence authentique dans et par le capitalisme. Ces deux pays doivent ce succès à des raisons géostratégiques qui ont conduit les États Unis à accepter qu’ils réalisent ce que Washington interdisait aux autres. La comparaison entre le soutien des États Unis au capitalisme d’État de ces deux pays, combattu avec la violence la plus extrême dans l’Égypte nassérienne ou l’Algérie de Boumediene est, à ce titre, éclairante.

Je ne discuterai pas ici d’éventuels projets d’émergence, qui me paraissent tout à fait possibles au Vietnam et à Cuba, ni des conditions d’une reprise possible d’avancées dans cette direction en Russie. Je ne discuterai pas davantage des objectifs stratégiques de lutte des forces progressistes ailleurs dans le Sud capitaliste, en Inde, en Asie du Sud Est, en Amérique latine, dans le monde arabe et en Afrique, qui pourraient favoriser le dépassement des impasses actuelles et l’émergence de projets souverains amorçant la rupture avec les logiques du capitalisme dominant.

Grands succès, défis nouveaux

La Chine n’est pas aujourd’hui à la croisée des chemins. Elle l’a été chaque jour depuis 1950. Des forces sociales et politiques de droite et de gauche, présentes dans la société et le parti se sont affrontées en permanence.

D’où vient la droite chinoise ? Certes les anciennes bourgeoisies compradore et bureaucratique du Kuo Min Tang avaient été exclues du pouvoir. Cependant au cours de la guerre de libération des segments entiers des classes moyennes, professionnels, fonctionnaires, industriels, déçus par l’inefficacité du Kuo Min Tang face à l’agresseur japonais s’étaient rapprochés du parti communiste, voire y avaient adhéré. Beaucoup d’entre eux – mais certainement pas tous – étaient demeurés nationalistes sans guère plus. Par la suite, à partir de 1990 avec l’ouverture à l’initiative privée une nouvelle droite, autrement plus puissante, a fait son apparition, qui ne se réduit pas aux « hommes d’affaires » qui ont réussi et fait fortune (parfois colossale), renforcés par leur clientèle – dont des responsables de l’État et du parti, confondant contrôle et collusion, voire corrompus.

Ce succès, comme toujours, inspire des adhésions aux idées de droite dans les classes moyennes éduquées, en expansion. C’est dans ce sens que la croissance de l’inégalité – même si elle n’a rien à voir avec celle qui caractérise les autres pays du Sud – constitue un danger politique majeur, le véhicule de la progression des idées de droite, de la dépolitisation et des illusions naïves.

Je ferai ici une observation complémentaire qui me paraît importante : la petite production, notamment paysanne, n’inspire pas des idées de droite comme Lénine le pensait (cela était juste dans les conditions russes). La situation de la Chine fait ici contraste avec celle de l’ex URSS. La paysannerie chinoise, dans l’ensemble, n’est pas réactionnaire car elle ne défend pas le principe de la propriété privée, faisant contraste avec la paysannerie soviétique, que les communistes ne sont jamais parvenus à détacher de leur alignement sur les koulaks pour la défense de la propriété privée. Au contraire la paysannerie chinoise de petits producteurs (sans être des petits propriétaires) est aujourd’hui une classe qui ne propose pas des solutions de droite, mais au contraire se situe dans le camp des forces en mouvement pour l’adoption de politiques plus courageuses aux plans sociaux et écologiques. Le puissant mouvement de « rénovation de la société rurale » en constitue le témoignage. La campagne chinoise se situe largement dans le camp de la gauche, avec la classe ouvrière. La gauche a ses intellectuels organiques et elle exerce une certaine influence sur les appareils de l’État et du parti.

Le conflit permanent entre la droite et la gauche en Chine a toujours trouvé son reflet dans les lignes politiques successives mises en œuvre par la direction du parti et de l’État. A l’époque maoïste la ligne de gauche ne l’a pas emporté sans combat. Prenant la mesure de la progression des idées de droite au sein du parti et de sa direction, un peu sur le modèle soviétique, Mao a déclenché la Révolution Culturelle pour la combattre. « Feu sur le Quartier Général », c'est-à-dire les instances dirigeantes du Parti, là où se constitue « la nouvelle bourgeoisie ». Mais si la Révolution Culturelle a répondu aux attentes de Mao durant les deux premières années de son déploiement, elle a par la suite dérivé dans l’anarchie, associée à la perte de contrôle de la gauche du parti et de Mao sur la succession des évènements. Cette dérive a favorisé une reprise en main de l’État et du parti qui a donné ses chances à la droite. Depuis la droite est toujours fortement présente dans toutes les instances dirigeantes. Mais la gauche reste présente sur le terrain, contraignant la direction suprême à des compromis de « centre » – centre droit ou centre gauche ?

Pour comprendre la nature des défis auxquels la Chine est confrontée aujourd’hui il est indispensable de savoir que le conflit entre le projet souverain chinois tel qu’il est et celui de l’impérialisme nord-américain et de ses alliés subalternes européens et japonais est appelé à croître en intensité au fur et à mesure de son succès. Les domaines du conflit sont multiples : le contrôle par la Chine des technologies modernes, l’accès aux ressources de la Planète, le renforcement des capacités militaires de la Chine, la poursuite de l’objectif de reconstruction de la politique internationale sur la base de la reconnaissance des droits souverains des peuples à choisir leur système politique et économique. Chacun de ces objectifs entre en conflit direct avec ceux poursuivis par l’alliance de la triade impérialiste.

La stratégie politique des États Unis s’est assigné l’objectif du contrôle militaire de la Planète, seul moyen pour Washington de conserver les avantages que lui confère son hégémonie. Les guerres préventives engagées au Moyen Orient poursuivent cet objectif, et dans ce sens elles constituent le préliminaire à la guerre préventive (nucléaire) contre la Chine, envisagée froidement comme éventuellement nécessaire par l’establishment nord-américain, « avant qu’il ne soit trop tard ». Tenir au chaud l’hostilité à l’égard de la Chine par le soutien aux esclavagistes du Tibet et du Sinkiang, le renforcement de la présence navale américaine en Mer de Chine, l’encouragement prodigué au Japon engagé dans la construction de sa force militaire, est indissociable de cette stratégie globale hostile à la Chine. Les sportifs du *China bashing* contribuent à entretenir cette hostilité.

Simultanément Washington s’emploie à manœuvrer pour amadouer les ambitions éventuelles de la Chine et des autres pays qualifiés d’émergents par la création du G 20, destiné à donner aux pays concernés l’illusion que leur adhésion à la mondialisation libérale servirait leurs intérêts. Le G2 (États Unis/Chine) constitue – dans cet esprit – un piège, qui en faisant de la Chine le complice des aventures impérialistes des États Unis, ferait perdre toute sa crédibilité à la politique extérieure pacifique de Beijing.

La seule réponse efficace possible à cette stratégie doit marcher sur deux jambes : (i) renforcer les capacités militaires de la Chine et les doter d’une puissance de riposte dissuasive ; (ii) poursuivre avec ténacité l’objectif de la reconstruction d’un système politique international polycentrique, respectueux de toutes les souverainetés nationales, et agir dans ce sens pour la réhabilitation de l’ONU marginalisée par l’OTAN. J’insisterai sur l’importance décisive de cet objectif qui implique la reconstruction prioritaire d’un « front du Sud » (Bandung 2 ?) capable de soutenir les initiatives indépendantes des peuples et des États du Sud. Il implique à son tour que la Chine prenne conscience qu’elle n’a pas les moyens d’un éventuel absurde alignement sur les pratiques prédatrices de l’impérialisme (le pillage des ressources naturelles de la Planète), faute de puissance militaire analogue à celle des États Unis, laquelle constitue en dernier ressort la garantie du succès des projets impérialistes. La Chine par contre a beaucoup à gagner en développant son offre de soutien à l’industrialisation des pays du Sud, que le Club des « donateurs » impérialistes s’emploie à rendre impossible.

Le langage tenu par les autorités chinoises concernant les questions internationales, retenu à l’extrême (ce qu’on peut comprendre) ne permet pas de savoir dans quelle mesure les dirigeants du pays sont conscients des défis analysés plus haut. Plus grave ce choix renforce dans l’opinion l’illusion naïve et la dépolitisation.

L’autre volet du défi concerne la question de la démocratisation de la gestion politique et sociale du pays.

Mao avait conçu et mis en œuvre un principe général de la gestion politique de la Chine nouvelle qu’il avait résumé dans les termes suivants : rassembler la gauche, neutraliser (j’ajoute : et non éliminer) la droite, gouverner au centre gauche. Il s’agit là, à mon avis, de la meilleure manière de concevoir d’une manière efficace la progression par avancées successives, comprises et soutenues par les grandes majorités. Mao avait donné de cette manière un contenu positif au concept de démocratisation de la société, associé au progrès social sur la longue route au socialisme. Il en avait formulé la méthode de mise en œuvre : « la ligne de masse » (descendre dans les masses, apprendre de leurs luttes, remonter aux sommets du pouvoir). Lin Chun a analysé avec précision la méthode et les résultats qu’elle a permis.

La question de la démocratisation associée au progrès social – par contraste avec la « démocratie » dissociée du progrès social (et même fréquemment associée à la régression sociale) – ne concerne pas seulement la Chine, mais tous les peuples de la Planète. Les méthodes à mettre en œuvre pour y parvenir ne peuvent être résumées dans une formule unique, valable en tout temps et tous lieux. En tout cas la formule offerte par la propagande médiatique occidentale – pluripartisme et élections – est tout simplement à rejeter. Et la « démocratie » qu’elle permet tourne à la farce, même en Occident, a fortiori ailleurs. La « ligne de masse » constituait le moyen de produire le consensus sur des objectifs stratégiques successifs, en progression continue. Elle fait contraste avec le « consensus » obtenu dans les pays occidentaux par la manipulation médiatique et la farce électorale, ce consensus n’étant rien d’autre que l’alignement sur les exigences du pouvoir du capital.

Mais aujourd’hui par où commencer pour reconstruire l’équivalent d’une nouvelle ligne de masse dans les conditions nouvelles de la société ? La tâche n’est pas facile. Car le pouvoir de direction passé largement aux droites dans le parti communiste assoit la stabilité de sa gestion sur la dépolitisation et sur les illusions naïves qui l’accompagnent. Le succès même des politiques de développement renforce la tendance spontanée à aller dans cette direction. On croit largement en Chine, dans les classes moyennes, que la voie royale au rattrapage du mode de vie des pays opulents est désormais ouverte sans obstacle ; on croit que les États de la triade (États Unis, Europe, Japon) ne s’y opposent pas ; on admire même les modes américaines sans critique ; etc. En particulier pour les classes moyennes urbaines, en expansion rapide et dont les conditions de vie se sont prodigieusement améliorées. Le lavage de cerveaux auquel sont soumis les étudiants chinois aux États Unis, particulièrement en sciences sociales, associé au repoussoir de l’enseignement officiel du marxisme, scolaire et ennuyeux, ont contribué à rétrécir les espaces de débats critiques radicaux.

Le pouvoir en Chine n’est pas insensible à la question sociale. Non pas seulement par tradition d’un discours fondé sur le marxisme mais tout également parce que le peuple chinois qui a appris à lutter et continue à le faire l’y oblige. Et si, dans les années 1990 cette dimension sociale avait reculé devant les priorités immédiates de l’accélération de la croissance, aujourd’hui la tendance est inversée. Au moment même où les conquêtes sociale-démocrates de la sécurité sociale sont rongées dans l’Occident opulent, la Chine pauvre met en œuvre son expansion, dans ses trois dimensions – santé, logement, retraites. La politique du logement populaire de la Chine, vilipendée par le « *China bashing* » des droites et gauches européennes, ferait pourtant baver d’envie, non seulement en Inde ou au Brésil, mais tout autant dans les banlieues de Paris, Londres ou Chicago !

La sécurité sociale et le système de retraite couvre déjà 50% de la population urbaine (passée, rappelons-le de 200 à 600 millions d’habitants !) et le Plan (toujours exécuté en Chine) prévoit de porter cette population à 85% dans les années à venir. Que les journalistes du *China Bashing* nous donne des exemples comparables dans les « pays engagés sur la voie démocratique » sur lesquels ils ne tarissent pas d’éloges. Néanmoins le débat reste ouvert sur les modalités de mise en œuvre du système. La gauche préconise le système français de la répartition fondé sur le principe de la solidarité entre ces travailleurs et les générations – et prépare le socialisme à venir – la droite évidemment l’odieux système américain des fonds de pension, qui divise les travailleurs et transfert le risque du capital au travail.

Cependant l’acquisition de bénéfices sociaux ne suffit pas si elle n’est pas associée à la démocratisation de la gestion politique de la société, de sa re-politisation par des moyens qui renforce l’invention créatrice de formes d’avenir socialiste/communiste.

L’adhésion aux principes avancés ad nauseam par les medias occidentaux et les sportifs du *China Bashing*, défendue par des « dissidents » présentés comme d’authentiques « démocrates » - le pluripartisme électoral – ne répond pas au défi. Au contraire la mise en œuvre de ces principes ne pourrait produire en Chine, comme le démontrent toutes les expériences du monde contemporain (en Russie, en Europe orientale, dans le monde arabe), que l’autodestruction du projet d’émergence et de renaissance sociale, qui est en fait l’objectif poursuivi, masqué par une rhétorique creuse (« on ne connaît pas d’autre solution que les élections pluripartites» !). Mais il ne suffit pas d’opposer au refus de cette recette mauvaise le repli sur les positions rigides de défense de privilège du « parti », lui-même sclérosé et transformé en institution destinée au recrutement des responsables de la gestion de l’État. Il faut inventer du nouveau.

Les objectifs de la re-politisation et la création des conditions favorables à l’invention de réponses nouvelles ne peuvent être obtenus par des campagnes de « propagande ». Ils ne peuvent être impulsés qu’à travers la poursuite des luttes sociales, politiques et idéologiques. Cela implique la reconnaissance préalable de la légitimité de ces luttes, une législation fondée sur les droits collectifs – d’organisation, d’expression et de prises d’initiatives. Cela implique que le parti lui-même s’engage dans ces luttes ; autrement dit réinventer la formule maoïste de la ligne de masse. La re-politisation n’a pas de sens si elle n’est pas associée à des procédures qui favorisent la conquête graduelle de responsabilité des travailleurs dans la gestion de leur société à tous les niveaux – l’entreprise, la localité, la nation. Un programme de ce genre n’exclut pas la reconnaissance des droits de la personne individuelle. Au contraire il en suppose l’institutionnalisation. Sa mise en œuvre permettrait de réinventer des formules nouvelles de l’usage de l’élection pour le choix des responsables.

NOTES

1. Ce papier doit beaucoup aux débats organisés en Chine (Novembre-Décembre 2012) par Lau Kin Chi (Linjang University, Hong Kong), en association avec la South West University de Chongqing (Wen Tiejun), les Universités Renmin et Xinhua de Beijing (Dai Jinhua, Wang Hui), la CASS (Huang Ping), et aux rencontres avec des groupes d’activistes du mouvement rural dans les provinces du Shanxi, Shaanxi, Hubei, Hunan et Chongqing. A eux tous mes remerciements et l’espoir que ce papier soit utile à la poursuite de leurs discussions. Il doit beaucoup aussi à ma lecture des écrits de Wen Tiejun et de Wang Hui.

*2. China bashing.* J’entends par là, ce sport favori des medias occidentaux de toutes tendances – gauche compris hélas – qui consiste à dénigrer systématiquement, voire criminaliser tout ce qui se fait en Chine. La Chine exporte de la pacotille pour les marchés pauvres du Tiers Monde (c’est vrai). Ignoble crime. Mais elle produit aussi des trains à grande vitesse, des avions, des satellites, dont on vante les qualités technologiques merveilleuses en Occident, mais auxquels la Chine n’aurait pas droit ! On fait comme si la construction en masse de logements populaires n’était pas autre chose que l’abandon des travailleurs aux bidonvilles et on assimile « l’inégalité » en Chine (les logements populaires ne sont pas des villas opulentes) et en Inde (villas opulentes et bidonvilles) etc. Le *China bashing* flatte l’opinion infantile que l’on retrouve dans certains courants de la « gauche » impuissante occidentale : si ce n’est pas le communisme du XXIIIe siècle, c’est une trahison ! Le *China bashing* participe de la campagne systématique d’entretien de l’hostilité à l’égard de la Chine, en vue d’une agression militaire éventuelle. Il s’agit de détruire les chances d’une émergence authentique d’un grand peuple du Sud ; rien de moins.

* Extrait d’une allocution dans le cadre du séminaire sur les mouvements sociaux dans les pays émergents, organisé par le collectif Intercoll lors du Forum social mondial à Tunis (mars 2013)

Un autre Brésil

Carlos Vainer

Une nouvelle conjoncture politique

Il est inutile de rappeler l’importance des luttes et des manifestations des derniers jours. Elles expriment une volonté extraordinaire non seulement de changer les politiques de transport, d’éducation, de santé, etc., comme le prétendent certains commentateurs qui essayent de minorer le sens des événements de ces derniers jours, mais aussi de transformer radicalement la société brésilienne et les formes d’exercice du politique.

Ceux qui suivent ou sont directement impliqués dans les luttes quotidiennes et s’efforcent de les organiser, savent que depuis longtemps se multiplient, au sein du tissu social, des formes de protestation, d’insatisfaction et de résistance diversifiées, dispersées et fragmentées. Combien de fois nous en sommes venus, pendant des réunions et conversations, à analyser et déplorer la fragmentation, ainsi qu’à essayer de trouver des voies – politiques, organisationnelles – qui pourraient favoriser des convergences, unités, fronts et articulations qui réunissent l’ensemble des conflits sectoriels et localisés ? Depuis combien de temps tournons-nous en rond à cause de la difficulté à faire converger des luttes micro-localisées, des expériences de luttes aux diverses bases sociales et objectifs ?

L’arrogance et la brutalité des détenteurs du pouvoir ont provoqué, en quelques jours, ce que beaucoup de militants, organisations populaires et mouvements sociaux essayaient de faire depuis longtemps : unifier les mécontentements, les luttes, les revendications, les aspirations. Ce n’est pas la première fois que cela arrive dans l’Histoire. Mais ce qui s’est passé a été au-delà de ce que l’on pouvait imaginer, du fait des abus de pouvoir des coalitions politiques au pouvoir, ainsi que du cartel d’intérêts qui a associé, autours des méga-événements, les médias, les intérêts des grandes corporations nationales, les spéculateurs et le cartel entrepreneurial international organisé par la FIFA et le COI (Comité Olympique International). Leur aveuglement, autosuffisance et violence ont incité des centaines de milliers, des millions de jeunes jusqu’ici distants de l’expérience politique, des jeunes et des moins jeunes qui bien que mécontents, croyaient jusqu’à maintenant que rien ne pouvait être fait…sauf accepter la reproduction du statu quo, à rejoindre la sphère de l’action collective.

Au début, des sociologues et analystes politiques conservateurs, appelés par la presse à “expliquer les événements”, ainsi que des chroniqueurs politiques, petits soldats des grands médias, se sont montrés sceptiques et ont pompeusement proféré leur verdict sans appel : « rebelles sans cause », « émeutiers »...Ils n’avaient rien compris. Tout comme la Présidente Dilma Rousseff et M. Blatter qui n’ont rien compris lorsqu’ils ont été sifflés à l’ouverture de la Coupe des Confédérations, ce qu’a bien montré l’expression perplexe de la première et le sourire crispé du second. S’imaginaient-ils qu’ils allaient être salués pour avoir construit, au prix de plus d’un milliard de réais, un stade pour 70 000 personnes, dans une ville ou le public moyen d’une partie de foot est de 2000 personnes ? Espéraient-ils les remerciements du gentil public lors de l’inauguration du stade pour lequel ils essayent de retirer le nom de Mané Garrincha [célèbre footballeur brésilien, ndt] pour y plaquer le nom de Stade National – triste et malheureuse évocation du 11 septembre chilien, évocation que le tabassage effectué par la police du District Fédéral de Brasilia est venu confirmer ?

Cette perplexité, cette incompréhension de l’origine de tant de protestations si diversifiées n’a qu’une explication : l’autisme social et politique du pouvoir. En d’autres mots, les dominants non seulement diffusent leur idéologie, mais ils y croient également. La chaîne de télévision Globo non seulement projette un monde fictif à travers ses messages, mais est aussi partie prenante de la mystification qu’elle produit. Aussi incroyable que cela puisse paraître, Globo croit en Globo. Les responsables marketing croient en leur marketing politique et social. Et ils n’arrivent pas à se connecter et à comprendre le monde qui échappe à leurs constructions imagées et à leurs mythes.

Le fait est qu’ils ont été rapidement dépassés. Ils ont dû reconnaître qu’ils se trouvaient face à un mouvement de protestation politique ample, puissant, profond et englobant contre le statut quo. Mouvement indépendant des partis politiques, incapables de canaliser et exprimer la vitalité et la diversité des protestations et revendications, ce n’est pas pour autant qu’il s’agit d’un processus "apolitique" ou "sans propos". Le propos était là, seuls ne l’ont pas vu ceux qui ne voient que l’arbre qui cache la forêt : transports, santé, éducation, corruption, démocratie, gaspillage des ressources publiques, participation politique, droits de l’homme. Un parti a-t-il réussi ces dernières années à produire un modèle ou un agenda politique précis et concret ? D’un certain point de vue, le très haut niveau de conscience politique exprimé par les millions de personnes qui descendent dans la rue, même si de forme désorganisée, en est surprenant.

Ce mouvement n’a pas été un hasard. Bien que son avènement ne soit pas écrit depuis la nuit des temps, il n’est pas arrivé par hasard. Et si la violence répressive l’a fait exploser, elle ne l’explique pas. Mao Tse Toung, peu lu de nos jours, a inclus dans le recueil du Petit Livre Rouge, bible de la première étape de la Révolution Culturelle, un texte de 1930 intitulé « Une étincelle peut mettre le feu à une prairie ». Cette petite phrase nous alerte sur la duperie de ceux qui ont essayé et essayent encore de réduire le mouvement à une lutte pour la réduction du prix des tickets de bus, ou pour un meilleur système de transports publics. C’est une revendication parmi beaucoup d’autres. Et si le Mouvement Passe Livre a eu l’initiative, ce n’est pas l’étincelle qui explique l’incendie, mais les conditions dans lesquelles se trouvait la prairie. La prairie, comme on le sait aujourd’hui, était sèche, prête à prendre feu. Et le vent soufflait intensément, pour diffuser le premier feu.

Pour tenter de comprendre ce mouvement il est nécessaire de considérer, d’une part, la multiplicité des insatisfactions et luttes fragmentées qui l’ont précédé et qui constituent, pour ainsi dire, son fondement. D’autre part, il faut comprendre les caractéristiques d’une conjoncture marquée par l’ouverture du cycle des grands événements sportifs. Si les "méga-événements", en eux-mêmes, n’expliquent pas l’explosion sociale et politique, il serait difficile néanmoins d’imaginer une telle explosion hors d’un contexte marqué par des dépenses publiques pléthoriques et l’abandon de nos villes aux mains des entreprises multinationales et cartels organisés autour de la FIFA et du COI.

Méga-événements, méga-business, méga protestations. Ici mérite d’être mentionné un autre élément important : comme beaucoup s’en sont aperçus, dans beaucoup de villes, même dans celles où il n’y aura pas de matchs, il y a une prise de conscience claire sur la signification, le sens, les objectifs et les résultats qu’il faut espérer de ces "méga-événements". Il est possible de considérer que, de façon non négligeable, le travail réalisé par les Comités Populaires sur la Coupe et les Jeux Olympiques et par leur organisation nationale (ANCOP) a contribué de manière significative à construire la conscience collective, plus généralisée de ce que l’on pouvait imaginer, que les méga-événements constituent un fardeau insupportable pour notre peuple, qu’ils dévient des ressources des secteurs prioritaires et qu’ils avantagent toujours les mêmes puissants.

Il est indispensable d’avoir identifié clairement ces éléments, aussi pour définir les prochains pas que les différents mouvements et organisations populaires doivent faire. D’autant plus que les grandes manifestations ont ouvert une nouvelle conjoncture de lutte et ont reconfiguré de manière expressive le rapport de force, ouvrant de nouvelles et grandes possibilités d’évolution et de conquêtes pour les mouvements populaires.

Hésitations de la droite et du gouvernement, nouvelles avancées des mouvements

Dès le début des manifestations, est apparue clairement l’incapacité totale des forces de droite de comprendre ce qui se passait. Ces forces étaient guidées, comme il est courant dans ces circonstances [[4](http://www.autresbresils.net/analyses/article/mega-evenements-mega-business-mega#nb4)], par la grande corporation médiatique qui opère presque comme un comité central des dominants, à savoir la chaîne Globo. Après quelques jours d’apologie de « la fermeté de la police à l’égard des fauteurs de trouble », elle a finalement différencié les manifestants portant des revendications légitimes des « vandales ». Le journal national de samedi dernier [[5](http://www.autresbresils.net/analyses/article/mega-evenements-mega-business-mega#nb5)] mettait finalement un peu en lumière la brutalité de la répression policière et les provocations des « forces de l’ordre » [[6](http://www.autresbresils.net/analyses/article/mega-evenements-mega-business-mega#nb6)].

La rhétorique des différents partis politiques et des divers gouvernants, d’une certaine manière, plus ou moins rapidement, a été de s’aligner au nouveau ton, à mesure que des millions de personnes rejoignaient la rue. Perdus, sans savoir quoi faire, les maires, qui la veille dénonçaient les émeutiers et juraient qu’il était impossible de revenir sur l’augmentation des tarifs, ont commencé à suspendre l’augmentation, et même à réduire les prix en vigueur. Comment expliquer que les tarifs qui devaient être augmentés ont pu être baissés ? Ils n’ont rien expliqué, ils ont juste rendu explicite leur inconsistance, leur impuissance, leur manque total de solutions politiques pour répondre à ce problème crucial pour leurs villes, le transport public.

Cette tentative de freiner le mouvement avec ces premières concessions ne pouvait qu’avoir l’effet inverse. Les gens ont compris le message : la lutte et la pression permettent des conquêtes qui paraissaient impossibles la veille. « Si tu as une revendication ou si tu veux protester contre quelque chose, la solution est d’aller dans la rue et de manifester ». « On veut ça et on veut encore plus », a répondu la rue. Plus de manifestations, plus de gens dans les manifestations. Et la prairie prend feu.   
A la fin des années 1970 et au début des années 1980, après les premières grèves de la banlieue ouvrière de São Paulo [dite ABC du nom de ses trois principales municipalités : Santo André, São Bernardo do Campo et São Caetano do Sul, ndt], des grèves ont explosé dans tout le pays. On assiste aujourd’hui à un phénomène similaire : les gens, les jeunes en particulier, descendent dans les rues, à Rio et à São Paulo, dans toutes les capitales [des états fédérés, ndt], à Juazeiro do Norte et à Blumenau, à Petrópolis, à Guarulhos et à Embu das Artes…

Pendant que la couverture télévisée focalise l’attention sur les “vandales” et sur la violence, les manifestants sont de plus en plus nombreux et se distinguent des provocateurs. Tous les efforts pour contenir les manifestations semblent, pour le moment, destinés à l’échec. Les techniques traditionnelles semblent avoir perdu en efficacité : ni les tentatives pour décrédibiliser le mouvement (émeutiers, rebelles sans causes), ni les concessions faites (réduction des tarifs), ni la volonté de terroriser (les manifestions dégénèrent en violence), rien ne semble marcher.

Cette première étape semble se terminer par l’ample victoire politique des luttes et manifestations populaires. Et le discours de la Présidente Dilma, vendredi 21 juin, retransmis par les chaînes nationales, a peut-être signifié le passage à la deuxième étape.

Le discours de la Présidente Dilma Rousseff sur la chaîne nationale

Le discours de la Présidente Dilma Rousseff, du vendredi 21 juin, doit être lu et analysé avec attention. Il y a deux hypothèses pour expliquer son ton et son sens.   
La première hypothèse serait construite à la lumière des deux premières années de gouvernement, faites de compromis avec les grandes corporations et leurs mégaprojets, ainsi que les 10 dernières années de « pactes de gouvernabilité » conclus avec les forces les plus réactionnaires du pays, pactes menés à bien par la coalition gouvernementale guidée par le Président Luiz Inácio Lula da Silva. Cette hypothèse suppose de considérer le discours de la Présidente avec réserve et de ne pas le prendre au sérieux. Les pouvoirs et les faveurs accordés aux intérêts représentés par Ricardo Teixeira-Marin-Blatter et par le COB-COI (Comité Olympique Brésilien-Comité Olympique International) seraient suffisants pour dire qu’il n’y a rien à espérer de l’actuelle coalition gouvernementale. Tout se limiterait à une mise en scène, à une opération rhétorique qui chercherait à s’approprier tout ce que le mouvement actuel a de novateur, créatif, constructif. En bref, ce serait simplement une réédition de la stratégie traditionnelle de cooptation, destinée comme toujours, aux secteurs les plus organisés et les plus habitués aux négociations.

La deuxième hypothèse est fondée sur le fait qu’il y aurait quelque chose de nouveau sur la scène politique, qu’une nouvelle conjoncture aurait commencé. Dans ce cas-là, il serait possible de supposer que de fait la Présidente et le noyau dur du gouvernement fédéral ont écouté et ont appris quelque chose avec, comme elle-même le dit, « le message venu directement de la rue ». Il se serait produit un conflit entre différents secteurs de la coalition gouvernementale et la barre aurait été orientée vers un changement, bien que timide, dans le traitement des problèmes et mouvements qui résonnent dans les rues. Les secteurs, pour ainsi dire, plus proches et sensibles aux mouvements sociaux auraient réussi à conquérir un peu plus d’espace dans le processus décisionnel.

En n’importe quelle circonstance, il faut lire et analyser avec attention le discours de la Présidente, notamment parce qu’il est évident qu’il a été le résultat d’une rédaction attentive et minutieuse. De plus, parce qu’il était aussi adressé aux secteurs organisés des mouvements sociaux. Comprendre ce qui y est dit est essentiel si on veut définir avec clarté les prochaines étapes.

Commençons par les omissions et les silences. Premièrement, on a un silence assourdissant autour de la brutalité policière. Abondant en mentions sur le « vandalisme », faisant écho au slogan de la chaîne Globo, il n’y a même pas une seule référence aux violations ouvertes et brutales au droit de libre manifestation commises par les polices des états fédérés. Au moment où l’on discute du droit à la mémoire et à la vérité, l’héritage de la dictature militaire pour la démocratie brésilienne n’a jamais été aussi clair, avec des polices et des bataillons spéciaux qui brutalisent des manifestants pacifiques. L’information manque-t-elle sur ce qui s’est passé à Rio de Janeiro dans la nuit du jeudi 20 juin ? Peu probable. Le plus probable c’est que la décision a été prise d’omettre ce problème très grave ayant trait avec les fondements mêmes de l’ordre démocratique pourtant mis en avant dans la rhétorique présidentielle.   
Le silence de la Présidente est préoccupant et doit être clairement et ouvertement remis en cause politiquement.

Le deuxième point problématique du discours concerne la tentative de conserver le flou au sujet de l’utilisation des ressources publiques dans des œuvres somptueuses et inutiles destinées aux méga-événements. En disant que les fonds du budget fédéral n’ont pas été utilisés pour ces projet, elle dit une semi-vérité, si l’on considère que : a) il est bien connu que le gouvernement fédéral donne l’aval principal aux méga-événements et à tous les grands chantiers ; b) que le gouvernement fédéral a transféré des ressources du Trésor au BNDES [Banque Nationale de Développement Social, ndt], qui elle-même finance à l’aide de subventions des stades inutiles, des projets de voirie absurdes, des hôtels etc… ; c) que le gouvernement fédéral a promu l’exemption d’impôts en faveur de la FIFA et du COI, et des entreprises associées ; d) que le gouvernement fédéral a été l’initiateur d’une mesure exceptionnelle autorisant des niveaux d’endettement plus élevés pour les états fédérés et les municipalités, violant ouvertement la Loi de Responsabilité Fiscale, afin de permettre les dépenses supplémentaires liées aux grands événements. De plus, en ne parlant que de budget fédéral, la Présidente passe sous silence le fait que les états et les municipalités s’endettent et que cela représente et représentera, de fait, un détournement d’argent public (y compris fédéral, avec les transferts aux états et municipalités) qui bénéficie à des projets d’investissement ne répondant pas à la notion d’intérêt public.

Le discours soulève une troisième question : il n’est pas clair, dans les propos de la Présidente, que la réponse aux « revendications légitimes » des rues supposera le transfert de revenus qui aujourd’hui, hier et avant-hier ont toujours été destinés aux grandes corporations, à travers des partenariats public-privé, ou d’autres modalités d’octroi de privilèges. En d’autres termes, il sera nécessaire, afin d’honorer les engagements pris, de faire payer l’addition à ceux qui se sont enrichis avec les investissements et subventions publics. La redéfinition des priorités proposée devra pénaliser ceux-là mêmes qui ont été les partenaires privilégiés de la coalition gouvernementale, à savoir les grands promoteurs et les grands spéculateurs, dont les noms et adresses sont bien connus : Oderbrecht, Camargo Correia, OAS, Carioca Engenharia, Eike Batista, Carvalho Hosken, parmi d’autres dans le club fermé de ceux qui gagnent les appels d’offre de tous les partenariats public-privé et les grands projets d’investissements. Les mêmes qui, comme il est rendu public et notoire, figurent avec les grands banquiers parmi les principaux financeurs des campagnes électorales. Jusqu’à quel point le gouvernement est disposé à pénaliser ses partenaires privés, ses associés principaux (jusqu’à hier) dans l’exercice du pouvoir et dans l’allocation des ressources publiques ?

Malgré ces silences et omissions, il y a d’importantes affirmations qui, si prises au sérieux, représenteraient une avancée notoire dans la position d’un gouvernement qui jusqu’à hier se montrait peu disposé à considérer sérieusement les revendications des mouvements, et en particulier des secteurs atteints par les projets liés à la Coupe du Monde et aux Jeux Olympiques.   
Ceux qui hier sont descendus dans la rue ont donné un message clair à l’ensemble de la société, et surtout aux gouvernants de toutes les instances. Ce message venu directement de la rue appelle à plus de citoyenneté, à de meilleures écoles, à de meilleurs hôpitaux et permanences médicales, au droit de participation. Ce message venu directement de la rue montre l’exigence d’un transport de qualité et au prix juste. Ce message venu directement de la rue est pour le droit d’influer dans les décisions de tous les gouvernements, du législatif et du judiciaire.  
A noter que, au contraire d’autres politiciens et analystes, la Présidente reconnaît qu’il ne s’agit pas uniquement de revendications sectorielles, matérielles, mais aussi d’un désir de « plus de citoyenneté » et « d’influer dans les décisions ». N’est-ce pas une façon, indirecte mais sans équivoque, de reconnaître que les droits citoyens et le droit démocratique d’influer dans les décisions n’ont pas été suffisamment garantis ? Ne doit-on pas le prendre comme une autocritique ? Quoi qu’il en soit, c’est une victoire de tous les secteurs et mouvements qui, au cours des dernières années, ont dit et répété la même chose, et ont lutté pour changer cette situation.

La Présidente a aussi affirmé que “les revendications des manifestants sont devenues une priorité nationale » et que « l’on doit profiter de la vigueur de ces manifestations pour produire plus de changements, changements qui seront au bénéfice de l’ensemble de la population brésilienne ». A nouveau une autocritique, car cela signifie reconnaître que les revendications populaires n’ont pas été une priorité nationale.   
Or, si la première mandataire de la République s’adresse à la Nation de cette façon, et qu’il ne s’agit pas d’une mise en scène, il faut que tous les mouvements s’emparent de cette nouvelle priorité.

La Présidente va plus loin et annonce :

*Je vais recevoir les leaders des manifestations pacifiques, les représentants des organisations de jeunesse, des organisations syndicales, des mouvements de travailleurs, des associations populaires. Nous avons besoin de leurs contributions, réflexions et expériences, de leur énergie et créativité, de leur pari sur l’avenir, de leur capacité à remettre en cause les erreurs du passé et du présent ».*

Ici aussi il s’agit d’une autocritique, car annoncer qu’elle va recevoir est une façon de dire qu’elle n’a pas reçu.

Enfin, chose autant ou encore plus importante, la Présidente déclare solennellement : « C’est la citoyenneté et non le pouvoir économique qui doit être écoutée d’abord et avant tout ». Surprenante et très importante autocritique, car c’est la Présidente de la République, qui, d’une certaine manière, informe que c’est le pouvoir économique qui a été écouté d’abord. Cet engagement à changer de direction est une promesse qui doit être tenue.

Même s’il s’agissait d’une simple mise en scène, ce discours devrait être considéré comme un signal supplémentaire de la force du mouvement, d’une victoire politique incontestable. Mais il est possible de supposer que, dans une certaine mesure, la Présidente et le noyau dirigeant de la coalition gouvernementale se sont rendus compte des risques qu’ils prenaient en s’éloignant de façon aussi criante des volontés de tout un peuple.

Prochaines étapes

Des textes comme celui-ci, écrits dans le feu de l’action, courent le risque, ou plutôt sont condamnés à devenir rapidement anachroniques. Il est plus facile d’expliquer le passé que d’explorer le futur, et encore plus lorsque des millions de personnes se mobilisent, faisant irruption du jour au lendemain sur la scène publique, et que de nouvelles possibilités historiques semblent s’offrir à tout un peuple.   
L’histoire ne suit pas un rythme continu ni un trajet linéaire : elle accélère, s’entortille, ralentit, retourne en ligne droite. Lénine disait qu’« il y a des jours de l’histoire qui prennent des années à passer, et il y a des années de l’histoire qui s’écoulent en quelques jours ». Dans ces moments d’accélération, où tout semble possible, ceux qui cherchent la transformation sociale sont mis au défi de découvrir et explorer toutes les possibilités.

Les mouvements sont passés à l’offensive et sont en train de gagner du terrain. Pour combien de temps ? Difficile à dire. Quoi qu’il en soit, actuellement, plus que jamais, il semble nécessaire de maintenir l’initiative, avancer et atteindre des conquêtes concrètes. Il faut profiter de la position défensive dans laquelle se trouvent les gouvernants et les intérêts dominants. Il faut transformer les gains culturels et politiques des rues en des conquêtes palpables, qui concrétisent les plateformes et revendications élaborées et présentées ces dernières années. Après des années de frustration, désespoir et désenchantement, alors que dominait, même parmi les militants les plus endurcis, le sentiment que les victoires n’étaient plus possibles et que la seule alternative était de s’adapter, de nouvelles perspectives s’ouvrent. Des victoires sont possibles, il faut les dessiner et les consolider.

Dans cette perspective, mettre à l’épreuve de façon sérieuse et cohérente les engagements publiquement assumés par la Présidente s’impose. Si elle a dit qu’elle va recevoir les représentants des mouvements et organisations, les MOUVEMENTS DOIVENT IMMEDIATEMENT SOLLICITER D’ETRE REÇUS AFIN DE PRESENTER LEURS REVENDICATIONS ET EXIGER DES REPONSES CONCRETES ET IMMEDIATES. La même chose doit être faite au niveau local et sectoriel. Il faut profiter de la conjoncture actuelle, expliciter les orientations nationales, et dans chaque ville, chaque quartier, chaque lieu de travail, expliciter et exiger que les revendications soient écoutées.

L’expérience de Juazeiro do Norte me semble être indicative de la voie à suivre au niveau local.   
*« Le mouvement a embrassé la cause des professeurs et d’autres déficiences de la municipalité dans la gestion du maire actuel. Des manifestants se sont organisés à travers les réseaux sociaux et ont été dans la rue protester contre le maire : « Fora, Raimundão ! » [Dehors, Raimundão ! ndt]. Manifestation pour la démission du maire de Juazeiro do Norte, dans le Ceará. Sur le modèle des manifestations qui ont eu lieu dans différentes parties du Brésil, la population de Juazeiro do Norte, à 493,4 km de Fortaleza, est descendue dans la rue ce mardi après-midi, le 18 juin, afin de protester contre le maire de la ville, Raimundo Macêdo (PMDB), objet de critiques après avoir envoyé un message à la chambre des conseillers municipaux visant à réduire le salaire des professeurs des écoles publiques »*  
(<http://www.hidrolandianoticias.com/2013/06/manifestacao-popular-pede-saida-de.html>).

L’articulation permanente des orientations nationales et englobantes, d’une part, et des actions locales plus concrètes et immédiatement réalisables d’autre part, nous indique la voie à suivre pour continuer la lutte politique plus générale, et simultanément, obtenir des conquêtes effectives. Ces conquêtes effectives sont indispensables pour défaire, une fois pour toutes, le scepticisme de beaucoup qui ne croient plus en la possibilité de changements réels. La suspension de l’augmentation des tarifs des transports a déjà démontré l’importance, dans le contexte actuel, de victoires partielles pour la consolidation, l’élargissement et surtout la politisation croissante des mouvements.

En d’autres moments historiques, ce rôle d’articulation était assumé par les partis politiques engagés dans la transformation sociale. Aujourd’hui, il semble n’y avoir aucun parti avec suffisamment de légitimité et capacité politique et organisationnelle pour conduire ce processus. Cela implique des aspects positifs et négatifs, qui ne rentrent pas dans notre discussion, d’ailleurs cela ne constitue pas un défi uniquement au Brésil mais dans tous les pays dans lesquels des secteurs expressifs de la société ont défié le pouvoir et le statu quo.   
Les partis qui ont compris que, loin d’être de simples seconds, ils peuvent apporter une contribution importante au niveau de l’articulation politique, non seulement joueront un rôle important mais se qualifieront également pour de nouvelles et plus importantes fonctions. Mais, pour cela, il faut qu’ils reconnaissent clairement leurs limites, qu’ils abandonnent tout rêve d’hégémonie et se placent au service des mouvements.

Mouvements émergents, mouvements plus ou moins organisés ces derniers temps, partis politiques, groupes culturels en tout genre, voici le visage des multitudes qui sont dans la rue et exigent le changement. Les processus en cours indiquent qu’il est temps de se concentrer sur les engagements publics pris par la Présidente et les autres gouvernants. La Présidente Dilma Rousseff affirme que « la citoyenneté et non le pouvoir économique doit être entendue d’abord et avant tout ». La Présidente a assumé le mot d’ordre qui était, depuis toujours, celui des mouvements sociaux. Qu’elle soit la bienvenue et qu’elle s’unisse aux mouvements qui depuis toujours ont lutté pour que ce mot d’ordre devienne réalité. Comme le disaient beaucoup des slogans dans les manifestations : « nous nous excusons pour la gêne occasionnée, nous sommes en train de changer le pays ». Soudainement, cela semble possible. Nous ne devons pas écarter cette possibilité, qui surgit peu de fois dans l’histoire d’une génération.

Un autre Brésil est possible, il est peut-être en train de naître.

**Perspectives**

**** ****

Les pistes de l’altermondialisme

Raphaël Canet

Plus de 60 ans après le « grand narratif » du développement, la moitié de la population mondiale vit encore sous le seuil de la pauvreté. Par ailleurs, les crises de toutes sortes (économique et financière, alimentaire, écologique, sociale et politique, guerres…) jettent une ombre troublante sur l’avenir de l’humanité. En effet, à l’ère de l’Anthropocène[[1]](#footnote-1), où l’impact environnemental de l’activité humaine est d’une ampleur telle qu’il génère une véritable révolution géologique, c’est l’ensemble de notre civilisation industrielle, urbaine et consumériste qui se trouve remise en cause. Comment les peuples du monde peuvent-ils s’organiser pour changer leur destin et concrétiser, autour d’alternatives réelles, ce que Riccardo Petrella appelle leur *désir d’humanité[[2]](#footnote-2)* ? Dans ce chapitre, nous cherchons à esquisser les contours du monde de l’après-développement. Un monde émancipé de l’utilitarisme, du productivisme, du globalisme et de l’asservissement de l’homme par la technique et le dogme de la croissance. Cet autre monde, nous allons le découvrir dans les revendications des mouvements sociaux, qui constituent un archipel de mondes alternatifs en train d’émerger autour de la justice fiscale, de la souveraineté alimentaire, du commerce équitable, de l’économie sociale et solidaire, du travail décent, de la démocratie participative, de la décroissance conviviale et de la sobriété heureuse, du « vivre bien ».

**Du développement au post-développement**

Depuis son invention, la définition du développement international n’a cessé d’évoluer en fonction des intérêts des acteurs en présence et du contexte social. Nous pouvons lire cette évolution comme une relation en tension entre, d’une part, une vision universaliste, linéaire et occidentalo-centrée du développement et, d’autre part, une vision particulariste, multiforme et globalement diversifiée des voies possibles de développement

*Transformation et dislocation*

À l’origine, la vision initiale du développement conçoit, dans la lignée de la pensée keynésienne, l’État comme un acteur central pour l’essor économique des pays. Plus tard, dans la foulée des indépendances et de la revendication d’un Nouvel ordre économique international (NOEI), le sous-développement est appréhendé comme un problème global qui doit être traité nationalement en tenant compte de la spécificité de chacun des pays concernés À partir des années 1980 cependant, nous assistons à un retournement. La priorité devient la stimulation de la croissance par l’approfondissement des échanges commerciaux au niveau mondial. L’État et sa propension à l’interventionnisme sont mis au banc des accusés. Selon cette approche, il faut s’aligner sur les préceptes néolibéraux (privatisation, libéralisation et déréglementation) prônés par le Fonds monétaire international (FMI), la Banque mondiale et le Forum économique mondial de Davos, dont les propositions sont rassemblées sous le terme générique du « Consensus de Washington ».

Plus tard, la dislocation de l’Union soviétique (1991) renforce l’imposition de ce modèle néolibéral en symbolisant la faillite du modèle alternatif, celui du socialisme. Mais en réalité, les nouvelles politiques conduisent à des coupures drastiques dans les dépenses sociales ainsi que dans la fonction publique. La structure productive des pays est fortement remaniée pour l’adapter aux besoins des marchés internationaux, souvent au détriment de la souveraineté alimentaire des populations. Pour plusieurs pays du Sud, on parle de la décennie perdue. Progressivement, l’imposition du modèle et ses conséquences désastreuses pour les pays du Sud plongent plusieurs penseurs du développement dans le pessimisme et la désillusion.

|  |
| --- |
| L’Afrique riche et pauvre |
| |  | | --- | | Dans les années 2000, sur les dix pays qui affichaient la plus forte croissance dans le monde, six étaient en Afrique, mais cette performance n’a pas contribué de manière significative au nivellement des revenus ni à la redistribution des richesses. L’accélération de la croissance par habitant n'a pas créé de possibilités d'emploi suffisantes pour les jeunes, qui constituent la majorité des pauvres, parmi lesquels les plus démunis sont les jeunes femmes et les jeunes ruraux. Depuis 1981, le nombre de pauvres a été multiplié par deux et depuis la fin des années 80, le nombre de personnes vivant avec moins de 1 dollar par jour en Afrique sub-saharienne a augmenté de 70 millions pour atteindre 290 millions en 1998, constituant plus de 46% de la population totale (…) En plus d’être classée parmi les régions les plus pauvres du monde, l'Afrique vient également au deuxième rang mondial, après l'Amérique latine, en termes d’inégalités. En Afrique, 60,8% de la population est pauvre (<2 $ par jour) et détient 36,5% du revenu total, tandis que les riches (> 20 $ par jour) représentent 4,8% de la population et se partagent 18,8% du revenu total.  Banque africaine de développement, Notes d’information pour la Stratégie à long terme de la Banque, Note d’information 5 : « Inégalité des revenus en Afrique », 7 mars 2012. | |

*Le développement, au-delà du mot*

Se définissant comme des partisans de l’après-développement, ou du post-développement, des chercheurs dénoncent le mythe du développement[[3]](#footnote-3). Ils refusent l’emploi de ce terme qui ne fait que traduire une vision occidentale du monde construite autour de la notion de progrès et qui entend répartir les peuples du monde sur un continuum fortement orienté en valeurs s’étalant de l’archaïsme à la modernité. En fait, après la domination politique et économique exercée par les peuples occidentaux sur le reste de la planète, l’usage contemporain de la notion de développement vient achever une forme de domination culturelle.

|  |
| --- |
| Le « discours » du développement |
| |  | | --- | | Le développement a contribué à ce que la vie sociale soit conçue comme un problème technique, une question exigeant des décisions et une gestion raisonnée qu’il convenait de confier à ces gens que sont les professionnels du développement, dont les connaissances spécialisées étaient supposées les qualifier pour cette tâche. Au lieu de voir dans le changement un processus lié à l’interprétation de l’histoire et des traditions culturelles de chaque société – comme nombre d’intellectuels dans diverses parties du tiers monde avaient essayé de le faire dans les années 20 et 30 (notamment Gandhi, le plus célèbre d’entre eux) –, ces professionnels ont cherché à mettre au point des mécanismes et des procédures pour faire entrer les sociétés dans un cadre préexistant qui reproduirait les structures et les fonctions de la modernité. À l’instar des apprentis sorciers, les professionnels du développement ont fait renaître le rêve de la raison qui, entre leurs mains, comme dans le passé, a produit une réalité troublante (…) Le développement tient de la téléologie dans la mesure où il suppose que les « autochtones » seront réformés tôt ou tard. En même temps, il reproduit à l’infini la séparation entre les réformateurs et les « réformés » en puissance en entretenant le postulat selon lequel le tiers monde est différent et inférieur, et qu’il fait montre d’une humanité limitée en comparaison avec les Européens évolués. Le développement repose sur ce constat et ce déni perpétuels de la différence, qui est une caractéristique de la discrimination.  Arturo Escobar [[4]](#footnote-4) | |

Voir au-delà du développement, c’est donc sortir de ce prêt-à-penser qui consiste à projeter l’imaginaire occidental sur le reste du monde, refuser la vision linéaire de l’histoire, rejeter le dogme de la croissance et oublier les modèles uniques et les solutions globales[[5]](#footnote-5). C’est finalement s’ouvrir à la différence et adopter une vision positive de la diversité. Cela suppose d’être à l’écoute de ceux qui refusent de se faire submerger par les valeurs occidentales, qui luttent contre l’hégémonie, qui poussent les murs pour s’aménager des espaces d’autonomie dans les interstices d’un système mondial en déliquescence[[6]](#footnote-6).

*De quel côté aller ?*

Pour Gilbert Rist, un des chercheurs associés au « post-développement », trois pistes de travail se présentent dans un contexte où le « développement » tel que conçu traditionnellement est dans l’impasse :

* « Redresser » le développement en « recyclant » la croissance vers l’amélioration des conditions de vie des plus pauvres. C’est en gros la perspective des OMD, des agences internationales et souvent des ONG qui apparait sous le label du « développement durable ». S’ajoute à cela une proposition pour revenir aux principes keynésiens, notamment pour redresser la balance inéquitable des échanges internationaux et de permettre aux pauvres de pouvoir participer au marché international sur des bases plus stables.
* Miser sur les nouvelles articulations mises en place par des États et des mouvements du Sud, essentiellement en restaurant l’autonomie des sociétés marginalisées. Cela est expérimenté dans certains pays (la Bolivie par exemple). Il s’agit de procéder à une « déconnexion » du marché mondial, de miser sur les communautés, de procéder à de grandes réformes (notamment la réforme agraire). On n’en est pas rendus au point, affirme Rist, où tout cela présente un nouveau « paradigme » ou une nouvelle « théorie » du développement.
* Repenser tout cela en commençant par les concepts mêmes de science, pour sortir, d’une sorte de religion de la croyance. C’est un projet « théorique » admet Rist, qui estime pour autant que l’humanité doit « changer de chemin »[[7]](#footnote-7).

*La décroissance*

La perspective du post-développement est associée à l’idée de la « décroissance », qui consiste à préconiser un virage économique et social.

|  |
| --- |
| Nous n’avons plus loin à espérer d’une croissance supplémentaire des économies occidentales, sinon une aggravation des inégalités sociales, en particulier sur le plan écologique. La thèse de la « croissance verte » est fallacieuse, il n’y a pas moyen d’augmenter la quantité de production (le PIB) en améliorant la quantité de façon à la rendre compatible avec les équilibres naturels (…) L’enjeu est de rééquilibrer les prétentions sur le plan symbolique, dégager une place pour que des populations marginalisées puissent se faire entendre. Dans l’approche de Gandhi, l’analyse conclut non seulement à une domination du Nord sur le Sud, mais à une domination de tous par une idéologie du pouvoir et de la force, à remplacer, dans une perspectives d’émancipation, par un souci du vivre-ensemble (le « dharma »), un ordre éthique différent.  Flipo Bayon [[8]](#footnote-8) |

Selon Serge Latouche, un autre partisan de la décroissance et du post-développement, ce programme est tout à fait réalisable[[9]](#footnote-9). Les jalons pourraient être :

* Une politique volontariste au niveau de l’énergie : fiscalité verte, infrastructures d’énergies renouvelables, la réduction des mégas projets, sortie progressive de l’automobile et des énergies fossiles, développement du transport collectif.
* Des monnaies locales et sans intérêt. Développement des diverses formes d’économie sociale et solidaire.
* La réduction du temps de travail salarié, couplée à un revenu minimum d’existence universel.
* Le développement de nouvelles approches dans les services publics (santé, éducation, aide aux personnes âgées, petite enfance), basées sur la participation, l’innovation, la décentralisation.

Bien qu’ascendante, la perspective du post-développement reste relativement marginale. Certains lui reprochent son côté « catastrophiste » et déterministe. Elle présente également une conception unilatérale, comme si tous les États et populations étaient condamnés d’avance à un seul chemin[[10]](#footnote-10).

Quoiqu’il en soit, il semble évident qu’une réflexion en profondeur, et surtout une action, soit nécessaire pour confronter les nombreux défis du développement. Un « laboratoire » où cette dynamique prend forme est la Bolivie, où des expérimentations inédites sont en cours.

|  |
| --- |
| Le laboratoire bolivien : quelles transformations sont nécessaires ? |
| |  | | --- | | La première et la plus importante des transformations, c’est la décolonisation de l’État. Cela signifie que les nations et les identités culturelles indigènes qui ont toujours été marginalisées dans les structures de pouvoir, assurent aujourd’hui la conduite de l’organisation politique, culturelle et, progressivement, de l’organisation économique du pays, en lien avec d’autres secteurs non indigènes de la société. La deuxième composante procède via la nationalisation, l’extension des biens communs, de la richesse commune. Ce passage permet de redistribuer la richesse, d’améliorer les conditions de vie des plus humbles. Et la troisième composante, c’est la montée en puissance progressive des logiques communautaires pré- et post-capitalistes, à l’instar d’une logique du travail agraire qui est, ici, en connexion avec la nature. La volonté politique est de construire une société communautaire, pas seulement dans le champ politique, mais également dans la gestion de l’économie.  [Álvaro García Linera](http://www.humanite.fr/node/546612)[[11]](#footnote-11) | |

**Les mobilisations pour un autre monde**

Pendant que le développement et le post-développement font l’objet de débats et de recherches, c’est sur le terreau fertile des mobilisations, où la notion de solidarité face à l’adversité prend tout son sens, que se développent des voies alternatives. Dans cette pratique collective de lutte pour l’émancipation se construisent les bases de cet autre monde à faire advenir, au-delà du développement.

*La première vague (les années 1980)*

Les peuples se sont opposés au néolibéralisme dès qu’ils ont pris conscience de ses conséquences et incidences sur leur vie quotidienne. Le Pérou, dès 1977, subit un programme d’ajustement structurel (PAS) qui lui impose de réduire de 33% le budget de l’État. Cela se traduit par la suppression des aides publiques sur le carburant, les transports et l’alimentation. Peu après, le pays est traversé de confrontations et de grèves, puis à par la loi martiale et l’arrestation des chefs syndicaux. En Tunisie en 1983, le FMI recommande au gouvernement de hausser les prix des céréales afin d’augmenter ses revenus et ainsi rembourser sa dette. Dans la rue, ce sont les « émeutes » dites de la faim (150 morts).

Des phénomènes similaires se passent en Jamaïque, en Bolivie, au Brésil, au Sénégal, en Côte d’Ivoire[[12]](#footnote-12). Le désengagement social de l’État et son alignement sur des politiques économiques dictées par les bailleurs de fonds, conjugués à l’usage de son pouvoir de coercition contre sa propre population, suscitant partout révoltes et indignation.

*La deuxième vague (les années 1990)*

Ces premières mobilisations en général demeurent fragmentées et isolées. Les registres d’action demeurent dans un cadre spatial national, voir local. Mais en 1994, l’insurrection zapatiste au Mexique change la donne. Pour la première fois, le néolibéralisme est directement dénoncé, une pensée critique synthétique s’élabore, un besoin de se rassembler par-delà les frontières prend forme. En France en 1995, la population se soulève contre un plan de réforme de la sécurité sociale et des retraites visant à hausser la côte du pays sur les marchés financiers mondiaux. Le mouvement social ravive la flamme de l’intellectuel, ce penseur engagé qui sort de sa tour d’ivoire pour mettre son savoir et sa capacité d’analyse au service de la lutte sociale. Au Québec à la même époque, les réseaux populaires s’organisent à l’appel de la Fédération des femmes du Québec (FFQ) pour organiser une grande marche contre la pauvreté et la violence contre les femmes. En 1998 commencent les grandes manifestations contre la mondialisation néolibérale, notamment à Seattle (États-Unis), puis un peu partout en Europe. Dans les Amériques à l’initiative des mouvements sociaux du Québec et du Canada, une grande alliance hémisphérique est mise en place contre le projet de création d’une Zone de libre-échange des Amériques (ZLEA), qui culmine avec le Sommet des Peuples de Québec (avril 2001) où 60 000 manifestants se retrouvent dans une ville transformée en citadelle assiégée, incarnant symboliquement la fracture entre les élites et les populations. Peu à peu, l’idée apparaît que la mondialisation telle que définie par le FMI, la Banque mondiale et l’Organisation internationale du commerce, n’est pas seule voie.

*Troisième vague (2001-2011)*

Afin de sortir de cette logique de confrontation, les organisations de la société civile mondiale innovent. Invention du Sud, le Forum social mondial (FSM) émerge comme une nouvelle forme de mobilisation sociopolitique. Il ouvre un espace de dialogue et de convergence des acteurs sociaux globaux, régionaux et locaux, en contrepartie du Forum économique mondial, une sorte de club select de l’oligarchie mondiale qui se déroule chaque année à Davos, en Suisse. L’alternative au modèle dominant de la mondialisation néolibérale a désormais un visage.

**Le Forum social mondial (FSM)**

Le Forum social mondial est un espace de rencontre ouvert visant à approfondir la réflexion, le débat d’idées démocratique, la formulation de propositions, l’échange en toute liberté d’expériences, et l’articulation en vue d’actions efficaces, d’instances et de mouvements de la société civile qui s’opposent au néolibéralisme et à la domination du monde par le capital et toute forme d’impérialisme, et qui s’emploient à bâtir une société planétaire axée sur l’être humain» (Charte de principes du FSM, article 1). En se définissant essentiellement comme un espace inclusif de débat orienté vers le changement social, le FSM entend stimuler la participation active de ceux qui y prennent part. Depuis sa création en 2001, chaque édition du FSM innove du point de vue de sa méthodologie afin de mettre en pratique son idéal d’horizontalité et de stimuler le changement social par la base. Ce n’est pas le FSM qui va changer le monde, mais plutôt ceux qui y participent.

*Chronologie*

* 2001 : 1er FSM à Porto Alegre (Brésil)
* 2002 : 2ème FSM à Porto Alegre
* 2003 : 3ème FSM à Porto Alegre
* 2004 : 4ème FSM à Mumbai (Inde)
* 2005 : 5ème FSM à Porto Alegre
* 2006 : 6ème FSM polycentrique : Bamako (Mali), Caracas (Venezuela) et Karachi (Pakistan)
* 2007 : 7ème FSM à Nairobi (Kenya)
* 2009 : 8ème FSM à Belém (Brésil)
* 2011 : 9ème FSM à Dakar (Sénégal)
* 2013 : 10ème FSM à Tunis (Tunisie)

En tout, plus d’un million de personnes ont participé au FSM.

Faisant la promotion de l’ouverture, de la concertation, du dialogue inclusif et de la participation, le FSM entend rompre avec les institutions classiques, fondées sur l’idée de centralisation du pouvoir, de rapports hiérarchisés, de légitimité représentative. Certaines propositions se concrétisent en Amérique latine, du fait d’un partenariat entre des gouvernements progressistes et des mouvements sociaux (Brésil, Bolivie, Venezuela, Équateur, Argentine…)[[13]](#footnote-13). Par contre, même si les propositions altermondialistes progressent (notamment sur la question de la régulation financière), les gouvernements en Amérique du Nord et en Europe, se radicalisent dans une posture néoconservatrice, en justifiant le statu quo par un discours sécuritaire. Ce qui conduit à une nouvelle mutation des formes de mobilisation.

*Quatrième vague (2011-maintenant)*

Tout commence en Tunisie, en 2010, avec l’immolation du Mohamed Bouazizi, qui devient le symbole d’une génération condamnée à l’exclusion sociale, peu importe ses compétences ou ses diplômes[[14]](#footnote-14). Le printemps arabe est né et un vent de révolte ébranle les autocraties de la région, emportant des dictateurs (Ben Ali, Moubarak, Kadhafi), déstabilisant des régimes et poussant de nombreux autres à concéder des réformes. Entre-temps, reprenant le mot d’ordre lancé par Stéphane Hessel[[15]](#footnote-15), les *Indignés* s’installent sur la place *Puerta del Sol* comme les jeunes égyptiens qui occupent la place Tahrir au Caire.

L’initiative pour dénoncer les politiques d’austérité fait des émules et les mobilisations se répandent en Europe et au-delà. La dimension planétaire de cette contestation se concrétise le 15 octobre 2011, avec des manifestations dans plus de 950 villes dans 82 pays[[16]](#footnote-16). En Amérique du Nord, les acteurs de ces mobilisations innovent, avec l’initiative *Occupy Wall Street* qui débute le 17 septembre 2011 à New York, pour ensuite se propager à plus de 100 villes américaines et canadiennes.

En 2012, de puissants mouvements sociaux continuent leur marche, notamment les « Carrés rouges » au Québec. Ce qui est nouveau, c’est l’horizon de la transformation sociale. Il ne s’agit plus d’interpeller un État et des gouvernements discrédités, mais bien de se réapproprier l’espace public pour pratiquer une nouvelle manière de vivre et expérimenter de nouveaux liens de solidarité.

**Propositions pour un autre développement**

Peu à peu, un nouveau paysage social prend forme : un autre monde est non seulement possible et nécessaire, mais il est déjà en construction à travers une très grande multitude d’initiatives qui se déclinent à tous les niveaux, du local au global.

*Une masse de solutions*

Ces propositions alternatives rejettent les modèles globaux et prônent une vision positive de la diversité qui mise sur l’autonomie créative de tous ceux et celles qui, au stade individuel ou collectif, se conçoivent comme les artisans d’un changement social salutaire pour l’humanité. En somme, comme le scandaient les participants au FSM de Porto Alegre en 2005, plutôt qu’une solution de masse, la mouvance altermondialiste propose une masse de solutions. Changer le monde, cela commence par se changer soi-même, en pensant et agissant différemment. Cela se poursuit dans son quartier, son école, sa communauté, sa ville, sa région, son pays, sa planète. Cela peut commencer en relayant un message, puis en posant un geste, en suscitant des discussions, en travaillant autrement, en votant avec conscience, en consommant différemment, en donnant et en recevant… mais dans tous les cas, cela se fait dans l’ouverture et la relation à l’autre, avec comme principe cardinal, le souci du bien commun. De ce foisonnement émergent de manière parcellaire de grands chantiers, qui sont autant de voies d’avenir pour reconstruire les sociétés au-delà du développement.

**Le Manifeste de Porto Alegre**

1. Annuler la dette publique des pays du sud
2. Taxer internationalement les transactions financières
3. Abolir les paradis fiscaux
4. Reconnaître le droit à l’emploi et à la protection sociale
5. Promouvoir le commerce équitable plutôt que le libre-échange
6. Garantir le droit à la souveraineté alimentaire par l’agriculture paysanne
7. Interdire le brevetage du vivant et la privatisation des biens communs (eau)
8. Lutter contre les discriminations de toutes sortes et reconnaître les droits des peuples indigènes
9. Promouvoir la sobriété énergétique et la maîtrise démocratique des ressources naturelles
10. Démanteler les bases militaires étrangères dans le monde
11. Garantir le droit à l’information et le droit d’informer
12. Démocratiser les organisations internationales

**Signé à Porto Alegre, le 29 janvier 2005, par 19 intellectuels de renoms de la mouvance altermondialiste.**

*Chantier 1 : Domestiquer la finance internationale*

Contrôler ce secteur économique afin de le remettre en phase avec les besoins des sociétés, tel est le cheval de bataille de nombreuses organisations de la société civile, tel l’association ATTAC (Association pour la Taxation des Transactions financières et pour l’Action Citoyenne). Mise sur pied en 1998 pour remettre la finance au service des citoyens. ATTAC est aujourd’hui un réseau international, présent dans 40 pays et s’appuyant sur plus de mille groupes locaux. Sa principale proposition, inspirée par l’économiste James Tobin, consiste à instaurer une taxe sur l’ensemble des transactions financières afin, d’une part, de limiter l’activité spéculative et, d’autre part, de financer des politiques publiques visant le développement des pays du Sud ainsi que la lutte contre les changements climatiques. Une telle taxe mondiale à un taux de 0,05% permettrait de couvrir le coût de réalisation des Objectifs du millénaire pour le développement (180 milliards de dollars), d’aider les pays en développement à s’adapter aux changements climatiques (170 milliards) et d’éponger les déficits budgétaires des pays développés (360 milliards)[[17]](#footnote-17). L’idée de cette taxe est aujourd’hui reprise par plusieurs pays. Une autre idée vise à domestiquer la finance par l’abolition les paradis fiscaux, ces territoires où l’on ne paie pas d’impôt. Le nombre de ces paradis fiscaux a triplé ces trente dernières années, ce qui permet aux riches de mettre à l’abri du fisc entre 21 000 et 32 000 milliards de dollars[[18]](#footnote-18). Depuis 2009, plusieurs réseaux citoyens ont créé l’Indice d’opacité financière qui permet d’établir la liste des pays qui favorisent l’évasion fiscale. En tête du classement 2013, nous retrouvons la Suisse, le Luxembourg, Hong Kong, les Îles Caïmans, Singapour et les États-Unis[[19]](#footnote-19). Les revendications semblent porter fruit puisque, depuis la crise de 2008, 120 pays se sont engagés à mettre fin au secret bancaire.

*Chantier 2 : démondialiser la planète*

Aujourd’hui, près de 600 accords commerciaux[[20]](#footnote-20) en vigueur ou en cours de négociation limitent les capacités d’intervention des États au profit d’une économie « globalisée », c’est-à-dire des entreprises multinationales et des grandes institutions financières. De l’insurrection zapatiste au Chiapas mexicain (1994), aux manifestations contre l’OMC à Seattle en 1999, en passant par les mobilisations contre l’Accord multilatéral sur les investissements (AMI) en 1998, des actions ont obtenu des gains en démystifiant les effets du libre-échange et en ralliant à leur cause certains gouvernements. Ce fut le cas pour la Zone de libre-échange des Amérique (ZLEA) qui finalement a été bloquée par les populations et les États d’Amérique latine en 2005. Aujourd’hui encore, la contestation se poursuit, d’où la paralysie de l’OMC, toujours incapable d’imposer la « médecine » néolibérale à l’ensemble du monde.

La question de la libéralisation du secteur de l’agriculture est un sujet très sensible qui peut conduire à poser des gestes dramatiques, mais aussi à élaborer des propositions porteuses d’avenir. C’est pour dénoncer le sort tragique réservé aux agriculteurs de son pays, suite à l’ouverture de leur marché au riz américain, que le leader paysan sud-coréen, Lee Kyung Hae, s’est planté un poignard dans le cœur, durant la Conférence de l’OMC à Cancún. En Inde, près de 250 000 paysans se sont suicidés depuis 1997. C’est pour remédier à ces drames que le mouvement paysan international Via campesina, qui regroupe 150 organisations représentant 200 millions de paysans, revendique la souveraineté alimentaire des peuples, ce qui signifie que les paysans doivent produire avant tout pour se nourrir, eux-mêmes, leurs familles et leurs communautés. Sa proposition principale vise à stimuler l’agriculture locale et vivrière, plutôt que l’agro-industrie d’exportation.

C’est dans une perspective similaire qu’il faut aborder le courant du commerce équitable. Il se base sur une relation directe entre consommateurs conscientisés et responsables situés au Nord et petits producteurs au Sud rassemblés en coopératives de production. Cette nouvelle relation de solidarité fondée sur une juste rétribution des producteurs est possible grâce à la mise en place de réseaux de distribution (Oxfam, Artisans du monde, la *Fair Trade Federation* en Amérique du Nord ou encore le *Network of European Worldshops*) et de certification (*World Fair Trade Organization*-WFTO, *Fair trade Labelling Organizations*-FLO, Max Havelaar). Le commerce équitable implique plus de deux millions de producteurs répartis dans 75 pays, avec un chiffre d’affaire en forte progression récemment évalué entre 5,5 et 6 milliards d’euros (2012). Du côté des consommateurs, près de 80 millions de familles font régulièrement le choix équitable[[21]](#footnote-21). Le chantier de la démondialisation[[22]](#footnote-22) de la planète vise à desserrer les liens tissés entre les pays par les accords commerciaux et financiers. Il repose sur une diversité de stratégie, allant de la contestation des accords négociés par les gouvernements. Dans tous les cas, au cœur de cette nouvelle manière de commercer, se trouve une préoccupation fondamentale : le bien-être des communautés et l’essor de l’économie locale.

*Chantier 3 : Socialiser l’économie*

Repenser les échanges internationaux sur des bases solidaires constitue un chantier fondamental du post-développement envisagé par la mouvance altermondialiste. Cette approche se prolonge par une nouvelle façon de concevoir les rapports de production. C’est le chantier ouvert par les organismes d’économie sociale et solidaire (ESS). Alternative à la logique capitaliste centrée sur la maximisation du profit, la mobilité du capital, la croissance absolue et la loi de la concurrence, l’ESS est construite autour de cinq piliers :

* une lucrativité maîtrisée.
* Une organisation interne démocratique (modèle coopératif).
* Une logique d’engagement social dans la communauté.
* Une orientation vers la recherche du « bien vivre ».
* Un ancrage territorial local[[23]](#footnote-23).

En France, le secteur de l’ESS constitue 10 % du PIB et emploi 2,35 millions de salariés répartis dans plus de 200 000 entreprises sociales et solidaires[[24]](#footnote-24). En Argentine, l’ESS, considérée comme une stratégie de sortie de crise suite à la faillite du pays en 2001, représente 10% du PIB et 22% de la production agricole[[25]](#footnote-25). Au Canada, l’ESS fournit de l’emploi à plus de 100 000 personnes. Cette tendance visant la réinsertion des populations exclues se retrouve dans plusieurs autre pays d’Amérique latine et d’Afrique, où l’ESS apparaît aujourd’hui comme une solution afin de fournir un service minimum de protection sociale à près de 80% de la population, qui œuvrent dans les secteurs informel et rural et qui ne peuvent bénéficier des régimes publics ou privés. Si l’ESS semble aujourd’hui avoir le vent dans les voiles, elle n’est cependant pas à l’abri des critiques. Pour plusieurs, elle apparaît comme une forme de subsidiarité de l’action publique qui permet à l’État de se dégager de ses obligations vis-à-vis de ses administrés, ce qui alimente la vision néolibérale préconisant le recul de l’interventionnisme étatique dans le contexte de mondialisation[[26]](#footnote-26).

*Chantier 4 : Rendre leur dignité aux travailleurs et aux travailleuses*

L’un des moteurs de la mondialisation néolibérale réside dans la prolifération des investissements directs étrangers (IDE). Cette migration du capital rend compte de l’extension des ramifications des entreprises multinationales, soit par la délocalisation des usines, soit par l’achat de filiales à l’étranger. Ce qui pousse les entreprises à se mondialiser en répartissant leurs unités de production aux quatre coins du globe, c’est la recherche d’une plus grande compétitivité, et cela passe généralement par une équation simple : produire plus à moindre frais. Et dans ce calcul, le coût et la docilité de la main d’œuvre sont des facteurs de premier plan.

Ce qu’on appelle le *dumping social*, c’est cette concurrence déloyale entre pays qui conduit à une réduction généralisée des conditions de travail du fait de la délocalisation des emplois des pays à haut salaire et forte protection sociale, vers des pays où la main d’œuvre est moins bien payée et protégée. Sachant qu’entre 1980 et 2008, le volume des IDE a été multiplié par 40, on prend la mesure de l’impact du phénomène sur l’évolution des conditions de travail. Une stratégie de changement est donc nécessaire.

Dans cette vaste entreprise, la promotion du travail décent constitue un axe important. Viser un travail décent suppose de déployer, au niveau national mais aussi mondial, un ensemble de politiques qui doivent être complémentaires et simultanées, et qui s’inscrivent sous quatre priorités : la recherche du plein emploi, le développement de la protection sociale, la défense des droits fondamentaux au travail et le renforcement du dialogue social.

Le mouvement syndical international s’est investi avec la mouvance altermondialiste dans la lutte pour promouvoir le travail décent. La Confédération syndicale internationale (CSI) regroupe 180 millions de travailleurs affiliés à 315 organisations syndicales réparties dans 156 pays. En 2013, la CSI a organisé 274 actions de sensibilisation sur le thème du travail décent dans 64 pays[[27]](#footnote-27). Ces actions sont déployées dans le cadre de coalitions incluant syndicats, associations de consommateurs, organismes de coopération international, etc.

C’est le cas de *Clean Clothes Campaign* ou *Labour Behind the Label*, des réseaux européens qui dénonce les conditions de travail aliénantes dans l’industrie du vêtement. Également, *The Asia Floor Wage Alliance* revendique un salaire décent pour les travailleurs de l’industrie textile en Asie.

Notons aussi *Play Fair*, une campagne mondiale visant à promouvoir les droits des travailleurs œuvrant à la préparation d’événements sportifs internationaux (coupe du monde de football, jeux olympiques…).

*Chantier 5 : démocratiser la démocratie*

Au-delà de la sphère économique, l’univers du politique doit lui aussi être repensé dans la perspective du post-développement. La démocratie représentative est entrée en crise, rendant de plus en plus évidente la fracture entre gouvernants et gouvernés. Les différents gouvernements qui se succèdent appliquent les mêmes politiques d’austérité (rigueur budgétaire, réduction des dépenses publiques, libéralisation commerciale et financière). Pour contrer cette tendance à l’évitement du débat démocratique, de nombreuses initiatives visent à promouvoir la participation citoyenne.

Dans la ville de Porto Alegre, qui a été l’hôte du premier Forum social mondial, les citoyen-nes expérimentent le budget participatif, qui permet à la population de discuter et définir le budget et les politiques publiques municipales. Aujourd’hui*,* on évalue qu’il y a plus de 300 budgets participatifs dans le monde[[28]](#footnote-28). Au-delà de cette pratique, apparaît la volonté de redonner aux gens un pouvoir dans le processus d’élaboration des règles de la vie commune dans la mise en œuvre des politiques publiques.

|  |
| --- |
| *Démocratie participative* |
| |  | | --- | | Depuis 2003, les insurgés du Chiapas ont rassemblé les 38 municipalités qu’ils contrôlent en cinq *caracoles.* Ces territoires zapatistes autonomes du gouvernement mexicain depuis 1994 sont administrés par des *Conseils de bon gouvernement*. Les membres de ces conseils sont désignés par consensus par les assemblées communautaires des municipalités administrées et ne siègent que par rotation (pour des périodes de 10 jours). Ils ne reçoivent aucune rémunération pour ces tâches perçues comme un service à la communauté où la participation des femmes est fortement encouragée[[29]](#footnote-29). Certes, par ce système de rotation des charges publiques, les Conseils peuvent perdre en efficacité, mais cela à l’avantage de permettre à tout le monde de prendre part à la gestion du bien commun et surtout d’apprendre par la pratique l’autogouvernement. | |

Cette logique d’auto-organisation se retrouve dans les mobilisations des indignés et de *Occupy*. Par le geste symbolique de se réapproprier l’espace public, de revendiquer *La rue est à nous !* et d’occuper les parcs, les occupants signifiaient à la fois leur critique des processus de privatisation de la vie collective, mais surtout, leur volonté de se réapproprier la démocratie et de lutter contre la confiscation représentative. Sur les places occupées, que ce soit à New York, Madrid, Rio ou Montréal, les décisions collectives étaient prises en assemblée générale sur la place, les animateurs d’assemblée et les orateurs étaient tirés au sort parmi des volontaires, les charges au sein des campements étaient réparties selon une rotation systématique, les formes d’échange et de communication favorisaient l’écoute active et le refus de la dictature de l’urgence[[30]](#footnote-30).

*Chantier 6 : pratiquer la sobriété heureuse*

Pour la mouvance altermondialiste, lutter contre le réchauffement climatique exige une profonde réforme du système productiviste et pour le moment aucun gouvernement n’a le courage d’aborder de front ce problème. Certains pays adoptent même des positions carrément régressives (le Canada, par exemple). L’urgence d’agir, pourtant, apparaît de plus en plus clairement. Selon le rapporteur des Nations unies sur les droits des migrants, 250 millions de personnes d’ici 2050 pourraient devenir des « réfugiés climatiques » à cause des catastrophes environnementales[[31]](#footnote-31).

Dans l’optique du post-développement, la croissance économique n’est pas la solution, mais le problème. Pour sortir du cycle infernal d’une croissance insoutenable, plusieurs proposent de mettre de l’avant la notion de décroissance conviviale[[32]](#footnote-32), voire la « sobriété heureuse ». Vivre sobrement, par ailleurs, ne veut pas dire se priver, mais plutôt refuser la société de gaspillage fondée sur une consommation compulsive ou dit autrement, s’émanciper de la condition de consommateur faussement hédoniste pour redevenir des êtres humains socialisés et solidaires. En fait, la décroissance suppose de produire plus de liens (sociaux) et moins de biens (matériels), de ré encastrer l’économie dans des rapports sociaux locaux, de proximité. Cela est visible dans les nombreuses expériences alternatives autour des monnaies locales et des Systèmes d’échanges locaux, du réseau des Associations pour le maintien d’une agriculture paysanne en France, de l’agriculture soutenue par la communauté et du réseau des fermiers de famille au Québec, de l’agro-écologie, du tourisme vert de proximité, de la finance lente et des coopératives de toutes sortes.

|  |
| --- |
| Du PIB au BNB |
| |  | | --- | | Plutôt que de mesurer le développement et la richesse de manière purement matérielle à l’aide du Produit intérieur brut (PIB), il importe d’adopter des indicateurs plus englobants, comme ceux élaborés par le Programme des Nations Unies pour le développement, soit l’Indice de développement humain (IDH). Plusieurs suggèrent d’aller encore plus loin, en suivant le modèle du Bhoutan qui, depuis 1972, fait la promotion du Bonheur national brut (BNB), qui mesure à la fois la croissance économique, la promotion de la culture nationale, la sauvegarde de l’environnement et une gouvernance responsable. Signe d’un changement de mentalité, l’Assemblée générale de l’ONU a adopté en juillet 2011 une résolution appelant à introduire la notion de bonheur dans les indicateurs de développement. | |

*Chantier 7 : Vivre bien*

Si le mouvement pour la décroissance trouve ses racines en Europe, les pays andins d’Amérique du Sud ont apporté leur pierre à l’édifice du post-développement à travers la notion du *buen vivir* (vivre bien). Ensemble de principes éthiques issus de la cosmovision amérindienne, le vivre bien (traduction de *Sumak Kawsay* en quechua) entend réconcilier le développement humain et celui de la nature. Il suggère de substituer à la logique actuelle de surexploitation des ressources à des fins d’accumulation individuelle illimitée de capital, le respect des droits de la Terre-Mère (Pachamama) dans un rapport d’équilibre et d’harmonie avec la nature. Il s’agit d’une rupture avec la conception occidentale du processus de civilisation qui tend à dissocier l’homme de la nature.

Cet héritage ancestral des peuples autochtones des Amériques a rejailli sur la scène internationale pour enrichir la réflexion sur le post-développement à la faveur de deux phénomènes conjoncturels. Le premier est l’arrivée au pouvoir de l’Aymara Evo Morales en Bolivie (2006), suivie très vite de celle de Rafael Correa en Équateur (2007). Ces deux représentants de la gauche latino-américaine ont fait de la reconnaissance des peuples autochtones et de la cause environnementale leur cheval de bataille. D’ailleurs, ces deux pays ont récemment inscrit le droit de vivre bien dans leur nouvelle constitution, garantissant à tous leurs citoyens le droit à l’eau et à l’alimentation, à un environnement sain, à la communication, à la culture, à l’éducation, à l’habitat, à la santé, au travail et à la sécurité sociale.

Pour sa part, l’Équateur articule la lutte pour la justice sociale, l’égalité et l’abolition des privilèges, avec la construction d’une société qui respecte la diversité et la nature. C’est cela qui motivait son Initiative Yasuni-ITT, lancée en 2007, et qui visait la préservation d’une région amazonienne riche en biodiversité et en ressources pétrolières, en gelant l’exploitation de ces ressources fossiles, sous réserve d’obtention d’un fonds de compensation de la part de la communauté internationale. Malheureusement, le projet a été abandonné devant le peu d’enthousiasme des pays développés à alimenter ce fonds de solidarité écologique.

Autrement, devant le blocage des négociations sur le renouvellement du protocole de Kyoto, la Bolivie a convoqué à Cochabamba en 2010 une conférence réunissant 35 000 participants, laquelle a débouché sur une déclaration sur les droits de la Pachamama. Le texte reconnaît la dette climatique des pays développés par rapport au reste du monde, fait la promotion de la souveraineté alimentaire, des droits des peuples autochtones et des réfugiés climatiques et propose la création d’un Tribunal international pour la justice climatique et environnementale. En somme, cette crise structurelle de notre modèle de développement débouche sur un nouveau projet social, l’écosocialisme qui entend substituer la qualité de vie à la quantité de biens accumulé comme étalon du bonheur.

*Chantier 8 : Prendre son temps*

La vitesse et la mobilité ont été érigées au rang de vertu suprême de l’âge global. Ce n’est pas un hasard puisque ces deux phénomènes se nourrissent des innovations technologiques et du développement industriel et sont liés au moteur de la mondialisation : la productivité. Puisque le temps, c’est de l’argent, il ne faut pas le perdre, et surtout, toujours chercher à en gagner. Pourtant, que l’on soit riche ou pauvre, développé ou sous-développé, nous avons tous 24 heures dans une journée. Aussi, s’émanciper signifie avant tout changer le rapport à l’espace et au temps. C’est travailler moins pour vivre mieux. C’est se relocaliser en pratiquant la politique de l’escargot. Telle est l’approche prônée par le mouvement *Slow*. Se définissant comme un mouvement pour la sauvegarde et le droit au plaisir, ce mouvement est né en Italie en 1986, pour défendre la gastronomie contre les ravages du *Fast-food*. Aujourd’hui, *Slow-food* compte près de 100 000 membres répartis dans 132 pays.

Ce mouvement promeut l’éducation au goût, défend la biodiversité et soutient les économies locales, durables et de petite échelle. Il se consacre à la protection des aliments de qualité et des méthodes de culture et de transformation traditionnelles et équitables. Le

**MANIFESTE DE L'ASSOCIATION SLOW-FOOD**

La vitesse est devenue notre prison et nous sommes tous atteints du même virus : la "Fast Life" qui bouleverse nos habitudes, nous poursuit jusque dans nos foyers, nous conduisant à nous nourrir de "Fast-Food".

Toutefois, l'homo sapiens se doit de recouvrer la sagesse et se libérer du carcan de la vitesse s'il ne veut pas devenir une espèce en voie de disparition.

Aussi contre la folie universelle de la "Fast-Life" prenons la défense du plaisir de vivre.

Contre ceux, et ils sont légions, qui confondent efficacité et frénésie, nous proposons ce vaccin : jouir sûrement, lentement, pleinement, et sans excès des plaisirs des sens.

Afin de lutter contre l'avilissement du "Fast-Food", commençons par la table avec le "Slow Food" et redécouvrons la richesse et les saveurs de la cuisine traditionnelle.

mouvement Slow Food estime que le seul type d’agriculture qui offre de vraies perspectives de développement est celui qui se base sur la sagesse des communautés locales en harmonie avec l’écosystème qui les entoure. Pour le mouvement, « manger est un acte agricole », et les consommateurs informés et conscients de l’impact de leurs choix sur les logiques de production alimentaire et sur la vie des producteurs deviennent des coproducteurs. Pour ces derniers, les aliments de qualité doivent être bons, propres et justes. Bons, capables de stimuler et de satisfaire les sens de ceux qui les consomment. Propres, donc produits sans porter atteinte aux ressources de la terre, aux écosystèmes et à l’environnement, et sans mettre en danger la santé de quiconque. Et finalement justes, c’est-à-dire respectueux de la justice sociale dans le sens de rétributions et des conditions de travail équitables à chaque étape du processus, de la production à la consommation. Le mouvement Slow Food a par ailleurs encouragé la croissance du mouvement Cittaslow (Villes lentes), qui prônent, notamment, la fermeture du centre-ville au trafic automobile un jour par semaine et la création d’espaces et d’occasions de contact entre producteurs et consommateurs[[33]](#footnote-33).

**Pour ne pas conclure**

Contrairement à une image bien connue, le monde actuel n’est pas divisé entre, d’une part, un monde « développé » et, de l’autre, un monde « en développement ». En réalité, il n’y a qu’un seul monde, et il est mal développé[[34]](#footnote-34). Sortir des ornières dans lesquelles nous ont engagé le capitalisme aujourd’hui financiarisé n’est pas une mince affaire. Mais l’urgence écologique et la quête lancinante de justice sociale ne nous laissent pas le choix. Il nous faut reconstruire notre vie collective, ses fondements éthiques et ses finalités. Il nous faut aussi nous redéfinir personnellement, parce que changer le monde commence par se changer soi-même.

**Pour sortir du néolibéralisme**

Gustave Massiah

Le néolibéralisme est en crise mais il est toujours dominant. La position par rapport au néolibéralisme joue un rôle politique majeur. On a pu le vérifier dans tous les pays du Maghreb et du Machrek dans la période récente. Après 2011, le nouveau cycle de luttes et de révolutions avait ouvert, et ouvre toujours, de grands espoirs. Ils ont particulièrement mis sur le devant de la scène les questions des libertés et les questions sociales. Les gouvernements issus des élections en Tunisie et en Egypte se sont révélés complètement acquis au néolibéralisme. Comme dans beaucoup de pays dans le monde, notamment en Europe, ils attendent leur salut économique des capitaux internationaux, des « investissements directs étrangers ». Les forces qui s’y opposent affichent un rejet du néolibéralisme, mais le plus souvent, elles ne mettent pas en avant les mesures concrètes et les politiques pour sortir du néolibéralisme. Que peut répondre l’altermondialisme à la question « Comment sortir du néolibéralisme ? »

**La situation globale**

La situation globale est caractérisée par ce que l’on a convenu d’appeler la crise et qui s’approfondit depuis 2008. La dimension financière, la plus visible, est une conséquence qui se traduit dans les crises ouvertes alimentaires, énergétiques, climatiques, monétaires, etc. La crise structurelle articule quatre dimensions : économiques et sociales, celle des inégalités sociales et de la corruption ; écologiques avec la mise en danger de l’écosystème planétaire ; géopolitiques avec la fin de l’hégémonie des Etats-Unis, la crise du Japon et de l’Europe et la montée de nouvelles puissances ; idéologiques avec l’interpellation de la démocratie, les poussées xénophobes et racistes.

Il s’agit en fait d’une triple crise emboîtée : une crise du néolibéralisme en tant que phase de la mondialisation capitaliste ; une crise du système capitaliste lui-même qui combine la contradiction spécifique du mode de production, celle entre capital et travail, et celle entre les modes productivistes et les contraintes de l’écosystème planétaire ; une crise de civilisation qui découle de l’interpellation des rapports entre l’espèce humaine et la nature qui ont défini la modernité occidentale et qui ont marqué certains des fondements de la science contemporaine.

Les résistances des peuples ont accentué la crise du néolibéralisme ; elles confirment le rôle des luttes sociales et culturelles dans l’épuisement de cette phase de la mondialisation capitaliste. Les inégalités sociales, le chômage, la précarisation ont fait baisser la consommation populaire et ouvert une crise de « surproduction ». Le recours au surendettement a trouvé ses limites ; par l’extension des marchés financiers dérivés, il a contaminé tous les marchés de valeurs. L’explosion des « subprimes » a marqué le passage de la dette des ménages à la dette des entreprises bancaires. Le sauvetage des banques par les Etats a ouvert la crise des dettes publiques. La réduction des déficits par les plans d’austérité est supposée permettre une solution à cette crise sans remettre en cause les profits et en maintenant le contrôle par le marché mondial des capitaux et les privilèges des actionnaires. Les résistances populaires s’y opposent.

L’exaspération des peuples a démasqué la dictature du pouvoir financier et la « démocratie de basse intensité » qui en résulte. La corruption est rejetée parce qu’elle est systémique. Elle est dans sa forme actuelle constitutive du néolibéralisme. Elle résulte de la fusion entre le politique et le financier qui corrompt structurellement la classe politique dans son ensemble. Le rejet de la corruption va au-delà de la corruption financière ; il s’agit de la corruption politique. Comment faire confiance quand ce sont les mêmes, avec parfois un autre visage, qui appliquent les mêmes politiques, celles du capitalisme financier.

Pendant ce temps, des changements font leur chemin, déterminant le très long terme. Parmi ces changements, il faut noter, à travers la crise, les extraordinaires bouleversements scientifiques et techniques, particulièrement dans le numérique et les biotechnologies. La révolution culturelle portée par l’écologie exacerbe l’affrontement entre les possibilités ; celles de la domestication de ce progrès au service de l’exploitation et de l’aliénation ou celles de nouvelles ouvertures au service de l’émancipation.

Il n’est pas toujours aisé de prendre du recul par rapport à la prégnance du néolibéralisme secoué mais toujours dominant. Le temps long des mouvements donne le recul nécessaire. Le mouvement ouvrier s’est construit depuis le milieu du 19ème siècle. Il a connu une période d’avancées de 1905 à 1970. Malgré les guerres et le fascisme, il a réussi des révolutions en Russie, en Chine et dans plusieurs pays du monde ; à travers son alliance avec les mouvements de libération nationale, il a quasiment encerclé les puissances coloniales ; il a imposé des compromis sociaux et un « Welfare State » dans les pays du centre capitaliste. Depuis 1970, s’est ouverte une période de quarante ans de défaites et de régressions du mouvement social dans les pays décolonisés, dans les pays qui avaient connus des révolutions et dans les pays industrialisés. Les bouleversements et la crise pourraient caractériser la fin de cette longue période de régressions, sans que l’on puisse définir précisément ce qui va suivre.

**Les avenirs possibles**

L’épuisement du néolibéralisme ne signifie pas pour autant le dépassement du capitalisme. Il va déboucher sur une nouvelle phase de la mondialisation capitaliste avec une nouvelle logique, ses contradictions et de nouvelles forces anti-systémiques. A plus long terme, la crise structurelle porte la confrontation entre plusieurs avenirs possibles, entre plusieurs visions du monde. La stratégie des mouvements se définit par rapport aux avenirs possibles et aux conceptions qui les sous-tendent. Ils ont été précisés dans les débats du Sommet des peuples qui a été organisé par les mouvements sociaux en contre point de la Conférence des Chefs d’Etat Rio+20, en juin 2012. Trois horizons, trois conceptions, se sont dégagés : le renforcement sous d’autres formes de la financiarisation et son extension à la Nature ; un réaménagement du capitalisme fondé sur une régulation publique et une modernisation sociale ; une rupture ouvrant sur une transition écologique, sociale et démocratique. Les situations concrètes seront caractérisées par des articulations spécifiques entre ces trois logiques.

La première conception, celle du renforcement du néolibéralisme, est celle de la financiarisation de la Nature. Elle a été exposée dans le document de travail préparé par les Nations Unies et les Etats, pour Rio+20. Dans cette vision, la sortie de la crise passe par la recherche du « marché illimité » nécessaire à la croissance. Elle fonde l’élargissement du marché mondial, qualifié de marché vert, sur la financiarisation de la Nature, la marchandisation du vivant et la généralisation des privatisations. Cette approche reconnait que la Nature produit des services essentiels (elle capte le carbone, elle purifie l’eau, etc.). Mais elle considère que ces services sont dégradés parce qu’ils sont gratuits. Pour les améliorer, il faut les marchandiser et les privatiser. Dans cette optique, seule la propriété privée permettrait une bonne gestion de la Nature qui serait confiée aux grandes entreprises multinationales, financiarisées. Il s’agit alors de restreindre les références aux droits fondamentaux qui pourraient affaiblir la prééminence des marchés. Il s’agit de subordonner le droit international au droit des affaires.

La deuxième conception est celle du Green New Deal, défendue par d’éminents économistes de l’establishment comme Joseph Stiglitz, Paul Krugman et Amartya Sen souvent qualifiés de néo-keynésiens. Elle part de l’ « économie verte » qu’il s’agit de maîtriser. La proposition est celle d’un réaménagement en profondeur du capitalisme à partir d’une régulation publique et d’une redistribution des revenus. Elle est encore peu audible aujourd’hui car elle implique un affrontement avec la logique dominante, celle du marché mondial des capitaux, qui refuse les références keynésiennes et qui n’est pas prêt à accepter qu’une quelconque inflation vienne diminuer la revalorisation des profits. Il faut rappeler que le New Deal adopté en 1933 n’a été appliqué avec succès qu’en 1945, après la deuxième guerre mondiale.

La troisième conception est celle des mouvements sociaux et citoyens qui a été explicitée dans le processus des forums sociaux mondiaux. Ils préconisent une rupture, celle de la transition sociale, écologique et démocratique. Ils mettent en avant de nouvelles conceptions, de nouvelles manières de produire et de consommer. Citons : les biens communs et les nouvelles formes de propriété, la lutte contre le patriarcat, le contrôle de la finance, la sortie du système de la dette, le buen-vivir et la prospérité sans croissance, la réinvention de la démocratie, les responsabilités communes et différenciées, les services publics fondés sur les droits et la gratuité. Il s’agit de fonder l’organisation des sociétés et du monde sur l’accès aux droits pour tous et l’égalité des droits.

La stratégie des mouvements définit les alliances par rapport à ces avenirs possibles. L’urgence est de réunir tous ceux qui refusent la première conception celle de la financiarisation de la Nature. D’autant que l’imposition du système dominant malgré l’épuisement du néolibéralisme porte les risques d’un néo-conservatisme de guerre. Cette alliance est possible d’autant que les mouvements sociaux ne sont pas indifférents aux améliorations en termes d’emploi et de pouvoir d’achat que pourrait apporter le Green New Deal. Mais de nombreux mouvements constatent l’impossibilité de concrétiser cette régulation publique dans les rapports de forces actuels. Ils considèrent de plus que la croissance productiviste correspondant à un capitalisme, même régulé, n’échappe pas aux limites de l’écosystème planétaire. Dans la durée, et si le danger du néo-conservatisme de guerre peut être évité, la confrontation positive opposera les tenants du green new deal et ceux du dépassement du capitalisme. Les alliances concrètes dépendront des situations des pays et des grandes régions.

**Les changements de la mondialisation capitaliste**

Les mouvements sociaux sont confrontés à l’évolution de la mondialisation et aux bouleversements géopolitiques. La bourgeoisie financière reste encore au pouvoir et la logique dominante reste celle de la financiarisation. Mais la mondialisation est en train d’évoluer et ses contradictions augmentent. Elle se traduit par une différenciation des situations suivant les régions du monde, une sorte de dérive des continents. Chaque grande région évolue avec des dynamiques propres et les mouvements sociaux cherchent à s’adapter à ces nouvelles situations. Cette évolution modifie les conditions de la convergence des mouvements.

Dans la réflexion et les mobilisations sur la crise et la transition, la dimension géopolitique est souvent négligée. Elle est trop pensée de manière subordonnée à la dimension économique et sociale alors que les conflits et les guerres rappellent que la géopolitique peut déterminer les situations sociales et leurs issues.

Les nouvelles puissances participent du basculement du monde. Mais ces « émergents » ne forment pas un ensemble homogène. Ils n’annulent pas la domination actuelle qui reste une caractérisation pertinente pour comprendre l’état du monde et les rapports entre les pays. Mais, la domination évolue et les rapports géopolitiques sont modifiés. Les nouvelles puissances s’imposent dans les grandes régions et contribuent à leur différenciation.

La nature des économies émergentes s’inscrit dans l’évolution de l’économie mondiale. Dans les années 2000, plusieurs pays se sont imposés avec un taux de croissance soutenu, une balance commerciale excédentaire, des réserves de devises considérables. Ces pays ont résisté à la crise de 2008. Il s’agit d’une trentaine de pays dans le monde. Après l’émergence des BRIC (Brésil, Russie, Inde et Chine), un nouveau groupe de pays s’affirme, le CIVETS (Colombie, Indonésie, Vietnam, Egypte, Turquie, Afrique du Sud). Ce groupe de pays se caractérise par des populations jeunes, une économie diversifiée, un endettement soutenable et une relative volonté politique. Ils continuent à bénéficier de forts investissements étrangers et d’une attention particulière des multinationales. Il ne faut pas oublier aussi le rôle géopolitique de certains pays rentiers à l’exemple de l’Arabie Saoudite et du Quatar.

Ces pays amorcent un infléchissement de la nouvelle division internationale du travail. Même si l’affrontement sur les recherches et les nouvelles technologies s’exacerbe et s’il peut y avoir des fléchissements et des reculs par rapport aux taux de croissance, il est peu probable que la réorganisation des échanges et des richesses revienne à l’ancienne situation. On observe déjà une restructuration de la classe dominante mondiale recomposée avec les financiers des nouvelles économies. Les conséquences géopolitiques majeures sont à venir.

Le chamboulement géopolitique se traduit d’abord sur le plan économique. Les économies émergentes se déclarent pour une économie ouverte mais ne laissent pas les marchés financiers fixer les prix, les taux de change et orienter les investissements. Les politiques économiques laissent un rôle d’intervention stratégique à l’Etat. Ils ne rompent pas avec le marché mondial des capitaux mais tentent de maîtriser leurs rapports notamment avec les fonds d’investissements publics. Ils cherchent des nouvelles politiques économiques qui combinent le respect des contraintes néolibérales avec des politiques de redistribution partielles qui réduisent la pauvreté mais ne compensent pas les inégalités.

A Durban, en mars 2013, au moment du quatrième sommet des chefs d’Etat des BRICS, pour la première fois, un contre-sommet a été organisé par les mouvements de ces mêmes pays. Des liaisons ont été organisées avec le FSM de Tunis. La convocation de ce contre-sommet affichait la question : « BRICS : Anti-imperialist, sub-imperialist or in between ? » Les mouvements sociaux des pays émergents sont porteurs de plusieurs revendications : la volonté de négociation sociale ; la démocratisation ; le refus de la domination et des oukases extérieurs. Ces mouvements joueront un rôle central dans la redéfinition du mouvement altermondialiste.

**La stratégie altermondialiste**

La pensée stratégique, se construit dans l’articulation entre la question de l’urgence et celle de la transformation structurelle. Il s’agit d’inscrire les réponses à l’urgence dans une perspective de long terme. Dans les forums sociaux mondiaux, deux préoccupations sont présentes : la définition de mesures immédiates à imposer pour améliorer les conditions de vie des couches populaires et la nécessaire définition d’une orientation alternative.

Pour sortir du néolibéralisme, on peut définir plusieurs démarches : dans le court terme, celle que peuvent engager des gouvernements, sous la pression des mouvements, pour définir des politiques nouvelles ; dans le moyen terme, les efforts pour faire évoluer le système international et gagner des marges de manœuvre ; dans le long terme, les politiques alternatives de dépassement du capitalisme. Toutes ces démarches doivent être engagées dès aujourd’hui.

Les mouvements mettent en avant que d’autres politiques sont possibles. Pour cela, il leur faut combattre l’inertie des forces gouvernementales qui sont persuadées qu’il n’y a pas d’alternatives. Il faut répondre à cette fausse évidence en répondant aux raisons qui guident les gouvernements. Il y a plusieurs raisons qui conduisent les gouvernements à reproduire les politiques dominantes. Ils le font parce que les contraintes internationales sont trop fortes et rendent très difficiles des démarches indépendantes. Des coups d’état de différente nature sont possibles ; du coup d’état financiers au coup d’état militaire, il y a une gamme de déstabilisations possibles. Ils le font parce qu’il y a toujours une raison d’attendre ; des élections, une constitution, de meilleures situations. Ils le font parce qu’ils sont conservateurs, profondément conservateurs et garants de l’ordre social ; et les politiques néolibérales sont la représentation la plus achevée du conservatisme. Ils le font parce qu’ils pensent qu’ils peuvent trouver des aménagements ; ainsi par exemple ceux qui expliquent que le capital arabe leur donnera des marges de manœuvre alors qu’ils savent très bien que la condition préalable mise par le capital arabe est de suivre la doctrine du FMI. Ils le font parce qu’ils y croient, par réalisme, parce qu’il n’y a pas d’autre moyen que l’investissement étranger pour doper la croissance et répondre aux problèmes d’emploi et de niveau de vie.

**Les politiques nouvelles**

Dans certaines conditions, des gouvernements peuvent être tentés de mettre en œuvre des politiques qui s’écartent du néolibéralisme, c'est-à-dire de la prédominance absolue du marché mondial des capitaux et de l’ajustement structurel des sociétés à ce marché. Deux situations peuvent y conduire. D’une part, les contradictions entre les marchés et les économies émergentes qui rencontrent les limites qui résultent du contrôle du marché mondial par l’hégémonie occidentale. D’autre part, des mouvements sociaux peuvent conduire à des changements de gouvernements, voire de régimes, qui voudraient répondre aux aspirations populaires. Les politiques des nouvelles puissances émergentes et les politiques des régimes progressistes ont des points communs. Elles ne se confondent pas, mais elles pourraient conduire à des rapprochements ou même à des alliances contre l’hégémonie des marchés financiers, pour une réforme du système économique mondial.

En Amérique Latine, les mouvements influencent des régimes « desarrollistas » ou développementalistes qui tentent de mettre en place des politiques post-néolibérales. Des politiques qui ne sont pas du tout anticapitalistes et qui combinent des gages au marché mondial des capitaux et des politiques sociales à l’échelle nationale avec des redistributions. En Asie, dans plusieurs grands pays, des alliances différenciées combinent des bourgeoisies étatiques, nationales et mondialisées. Des alliances spécifiques et contradictoires sont tentées avec les bourgeoisies étatiques qui partagent le contrôle de l’appareil productif avec les bourgeoisies privées « nationales » et les multinationales.

C’est en Amérique latine, à travers la diversité des pays où les mouvements ont pesé sur l’évolution des régimes, que nous pouvons identifier les tentatives et les expériences qui marquent les politiques post-néolibérales. C’est le cas en Argentine, au Brésil, en Bolivie, en Equateur, en Uruguay, au Venezuela.

Quelles sont les mesures marquantes de ces politiques :

* Un traitement politique de la question de la dette (remboursement anticipé au Brésil, annulation en Argentine, audit en Equateur).
* Un contrôle du secteur financier et la création de Fonds d’investissement souverain.
* Une tentative de contrôle des matières premières et des ressources naturelles.
* Une redistribution des revenus (Bourse familiale, allocation logement, politique salariale, protection sociale).
* Le soutien aux secteurs créateurs d’emploi et de revenus.
* Une politique environnementale incitative.
* Une politique fiscale et la lutte contre les paradis fiscaux et judiciaires.
* La lutte contre le précariat.
* Un renforcement de l’Etat social (éducation, santé, protection sociale).
* La souveraineté alimentaire et la défense de l’agriculture paysanne.
* Les politiques urbaines, les transports, la prévention pour la sécurité urbaine, la planification territoriale.
* Une planification territoriale et une stratégie de relocalisation.
* Un système démocratique, c’est à dire un système qui garantisseles libertés individuelles et collectives.
* Des efforts de démocratie participative (décentralisation citoyenne, municipalités, budgets participatifs).
* Une politique monétaire volontariste.
* La construction de grandes régions (Mercosur, Alba, …)

Les politiques concrètes dépendent des pays et des situations. Il y a des limites et de nombreuses critiques. Si ces politiques ont consolidé des évolutions économiques rapides et si elles ont conduit à des réductions significatives de la pauvreté, les inégalités sociales ont continué à s’approfondir. Les tensions se sont accrues entre les classes moyennes et les classes populaires. La primarisation des économies a servi à alimenter la croissance (soja, accaparement des terres, exploitations minières). Les alliances avec les agro-exportateurs ont pesé sur la paysannerie.

Il y a quand même des possibilités de politiques nouvelles. Ne rien faire, en arguant des contraintes extérieures, c’est reproduire et consolider le système social et la subordination au marché mondial des capitaux. Ces politiques nouvelles peuvent être engagées sans attendre le changement du système mondial. Les mouvements sociaux peuvent occuper cet espace pour imposer des négociations et une discussion publique sur les orientations politiques.

**Les perspectives**

Les propositions de politiques économiques et sociales ne prennent leur sens que si elles s’inscrivent dans des propositions de long terme. C’est le fondement de la stratégie du mouvement altermondialiste. Articuler des propositions immédiates, pour améliorer les conditions de vie des couches populaires, avec une alternative qui implique une rupture plus fondamentale avec la logique dominante. Il n’y a pas de chances pour une nouvelle politique si on reste dans le court terme. Deux conditions sont nécessaires pour engager une transformation structurelle. Engager une transformation du système international, du cadre économique mondial qui permette des marges de manœuvre par rapport à la doxa néolibérale. Engager une orientation alternative.

Pour la transformation du système économique mondial, de nombreuses propositions immédiates ont été avancées dans le Forums sociaux mondiaux depuis dix ans. Par exemple : la suppression des paradis fiscaux et juridiques ; la taxe sur les transactions financières ; la séparation des banques de dépôts et des banques d’affaires ; la socialisation du secteur financier ; l’interdiction des marchés financiers dérivés ; les redistributions de revenus ; la protection sociale universelle ; les droits des migrants et la liberté de circulation ; les négociations environnementales et climatiques ; un nouveau système monétaire international ; etc. Il s’agit d’instaurer un système économique fondé sur la régulation publique multilatérale en rompant avec un libre-échange qui n’a rien de libre et qui instaure le dumping généralisé (dumping social, dumping fiscal, dumping environnemental, dumping monétaire). Il s’agit aussi d’empêcher la main mise par les grands groupes financiers et les Etats des moyens de communications, d’informations et du numérique. Ces propositions ne sont pas révolutionnaires en elles-mêmes. Elles sont reprises aujourd’hui par des économistes de l’establishement et même par certains gouvernements. Mais ces déclarations ne sont pas suivies d’effet car elles nécessitent une rupture avec le dogme néolibéral et la dictature des marchés financiers. Et ce sont toujours ces forces qui sont dominantes et qui n’accepteront pas, sans affrontements, de renoncer à leurs gigantesques privilèges.

L’orientation alternative s’est dégagée dans les forums sociaux mondiaux. C’est l’approche de la transition sociale, écologique et démocratique qui se définit dans les FSM. C’est celle de l’accès aux droits pour toutes et tous et de l’égalité des droits, du local au planétaire. On peut organiser chaque société et le monde autrement que par la logique dominante de la subordination au marché mondial des capitaux. Les mouvements sociaux préconisent une rupture, celle de la transition sociale, écologique et démocratique. Ils mettent en avant de nouvelles conceptions, de nouvelles manières de produire et de consommer. A partir des pratiques, ces nouvelles notions se traduisent par des approches nouvelles : les biens communs ; le buen vivir et la prospérité sans croissance ; les droits de la Nature ; la lutte contre le patriarcat ; la régulation citoyenne ; la démocratisation radicale de la démocratie ; la souveraineté alimentaire ; l’achèvement de la décolonisation ; les droits des migrants et la liberté de circulation ; les institutions internationales et le droit international.

Cette alternative se construit à partir des luttes et des résistances, car résister c’est créer. Elle se traduit dans la recherche de politiques publiques d’égalité des droits. Elle s’invente à partir des alternatives concrètes qui sont mises en œuvre dans les sociétés et la lutte pour que ces alternatives se traduisent par plus de libertés et ne soient pas retournées par la recherche du profit dans plus d’inégalités, d’injustice et une remise en cause des libertés. Les enjeux de la nouvelle révolution se précisent : la définition de nouveaux rapports sociaux et culturels, de nouveaux rapports entre l’espèce humaine et la Nature, la nouvelle phase de la décolonisation et la réinvention de la démocratie.

**Altermondialisme saison 2**

De Seattle à Cochabamba

Christophe Agution

Les altermondialistes s’apprêtent à fêter dix ans de forum social mondial - soit une décennie de luttes et de mobilisations. Le FSM est une étape dans un cycle ouvert quelque part dans les années 1990, au Chiapas (insurrection zapatiste, 1994) ou à Seattle (manifestations en marge du sommet de l’OMC, 1999).

2 Mais il a des racines plus anciennes encore, dans le tiers-mondisme, le syndicalisme (ouvrier comme paysan), la solidarité internationale, les mouvements de luttes contre les dictatures latino-américaines de la seconde moitié du XXe siècle, etc. Les répertoires d’action des altermondialistes, les causes qu’ils défendent et leurs formes d’organisations ne sont pas nées en janvier 2001 - du moins ne sont-ils pas nés de rien.

3 L’espoir que les mobilisations altermondialistes ont fait (re)naître a probablement conduit de nombreux acteurs et observateurs à surestimer la « nouveauté » de ce cycle de luttes. 10 ans après, en France du moins, l’ambiance a changé.

**De l’altermondialisme…**

4 Les observateurs, que viennent renforcer certains acteurs centraux des premiers forums sociaux, ont renoncé à la bienveillance avec laquelle ils jugeaient ou évaluaient l’apport de ces mobilisations. D’enthousiastes, ils sont devenus plus critiques, alors même que la crise économique et financière montre la pertinence des hypothèses et propositions altermondialistes, et regrettent « l’essoufflement » de la (jeune) dynamique alter. Un retour de bâton, qui minore désormais l’intensité du cycle d’innovations dans lequel se sont engagés les militants altermondialistes, et dont le Forum social mondial est l’exemple le plus abouti. Nicolas Haeringer revient sur ce paradoxe, tout en tentant de dégager quelques pistes pour « repenser » le forum social mondial.

5 Le FSM a ainsi permis d’ouvrir une brèche dans la remise en cause de l’universalisme, nous dit Boaventura de Sousa Santos, selon lequel il n’y aura pas de « justice sociale globale » sans « justice cognitive globale ». Il appelle donc à utiliser le FSM comme un espace où conduire un « travail de traduction », pour agréger et organiser des coalitions, des campagnes et des luttes au sein de la dynamique altermondialiste. Ce travail de traduction va bien au-delà de la simple question linguistique, et se fonde sur le constat de l’impossibilité de construire et d’élaborer une théorie universelle de la transformation sociale. Il concerne les relations entre mouvements « du Nord » et mouvements « du Sud », comme les différences de pratiques et d’approches entre mouvements d’une même aire géographique.  
L’évolution des organisations actives dans la dynamique altermondialiste peut s’expliquer de cette manière. Ainsi en est-il de l’évolution d’Attac : créée en 1998 pour promouvoir l’idée d’une taxation des transactions financières, l’association s’est peu à peu ouverte aux questions environnementales et écologiques. Ce « tournant vert », sur lequel revient Geneviève Azam, ne s’est pas fait sans débats et tensions. Reste qu’Attac semble s’être doté d’un second pilier, et ajoute à sa volonté de « désarmer les marchés » la nécessité de relier urgence climatique et justice sociale.

**… au mouvement pour la justice climatique**

6 Ce « tournant » ne concerne pas qu’Attac : la jonction entre les altermondialistes et les mouvements environnementaux les plus soucieux d’intégrer les préoccupations sociales à leur travail semble durable. Le réseau « Climate Justice Now!», né en 2007 à Bali en est l’un des acteurs. Il a en effet permis d’ouvrir un espace pour la rencontre de ces différents mouvements, tout en gardant un pied dans les négociations onusiennes sur le changement climatique, comme l’explique Nicola Bullard.

7 Les mobilisations organisées en marge du sommet de l’Onu sur le changement climatique, à Copenhague, sont, à cet égard, un moment crucial, une « étincelle » qui pourrait bien être « le moment initial d’un nouveau cycle de luttes », nous dit Michael Hardt. Ce rapprochement n’est pas sans questions, et sans tensions : les revendications altermondialistes (particulièrement celles issues du mouvement ouvrier) ne sont pas immédiatement solubles dans la justice climatique. Le travail de traduction entreprit dans les forums sociaux, tel qu’analysé par Boaventura de Sousa Santos, doit donc également être engagé dans le cadre du mouvement pour la justice climatique. Christophe Aguiton et Hélène Cabioc’h en dégagent les grandes lignes théoriques, et montrent en quoi ce mouvement implique une remise en cause des fondements théoriques de la modernité occidentale.

**De nouvelles perspectives de lutte ?**

8 La crise climatique, et les réponses que les capitalistes tentent de lui apporter soulèvent de nouvelles questions, et impliquent de repenser les stratégies et les revendications. Maxime Combes analyse ainsi les limites des discours sur la transition « verte » du capitalisme et la nécessité de construire un nouvel imaginaire.

9 Après l’échec du sommet de Copenhague, Evo Morales a convoqué le sommet de Cochabamba. Dix ans après la guerre de l’eau qui fut un moment important dans l’arrivée au pouvoir du Mas et de Morales, la Conférence mondiale des peuples sur le changement climatique et les droits de la Mère Terre a rassemblé plusieurs milliers de militants, et près de 70 délégations officielles. Tadzio Müller revient sur la séquence Copenhague-Cochabamba. Il propose quelques pistes pour mieux saisir les dilemmes que le rapprochement entre les mouvements sociaux et des gouvernements (en Bolivie, en Équateur comme au Venezuela) dont les politiques redistributives sont basées sur l’extractivisme. De son côté, François Houtart revient sur les avancées permises par Cochabamba, et la « déclaration des peuples » qui en est issue : proposition d’un référendum sur les droits de la Terre-Mère et d’un tribunal sur la justice climatique et environnementale (incluant la reconnaissance de la dette « écologique »).

10 La question du rapport au politique, que pose la rencontre de Cochabamba, est à l’origine des débats les plus vifs dans lesquels les altermondialistes se sont engagés ces dernières années, particulièrement après l’accession au pouvoir de gouvernements « amis » ou proches, en Amérique latine. Entre distance critique et volonté de construire des passerelles directes, les positionnements (théoriques et plus encore pratiques) sont nombreux. Ezequiel Adamosky estime nécessaire d’inventer des interfaces qui permettent de « passer du social au politique ». Pour l’auteur, ce passage ne doit pas être compris comme celui de la lutte à une position plus mature, d’exercice du pouvoir. Il renverse au contraire les perspectives : il s’agit ici de s’assurer que le social puisse venir « coloniser » le politique, par ses expériences et ses pratiques - au moyen de formes d’organisations « anticipatrices », ou « expérimentales » - ce que pourraient (re)devenir les forums sociaux.

11 Ezequiel Adamosky construit son analyse à partir de son expérience, dans les forums sociaux comme dans les « assemblées de mouvements », organisées en Argentine après la crise de 2001. Ces luttes, et leurs formes d’organisations (assemblées de mouvements, donc, mais aussi l’expérience des piqueteros) ont profondément marqué l’imaginaire des altermondialistes… même si le désenchantement fut rapide : elles se sont taries à mesure que l’économie argentine se « redressait ». Pourtant, près de dix ans après, certaines formes se sont pérennisées. Emilio Taddei nous propose ainsi un aperçu de l’apport de l’expérience des usines récupérées puis autogérées.

12 Ces luttes et expériences locales peuvent sans aucun doute inspirer les acteurs qui cherchent à s’organiser pour faire face à la crise climatique. Mais l’urgence climatique implique également d’inventer d’autres approches : elle ne pourra se résoudre uniquement par une réappropriation du travail et de son organisation. Luc Semal et Mathilde Szuba nous permettent de positionner les « villes en transitions » et les « transitionners » dans ce panorama, qui intègrent dès maintenant, dans leurs pratiques, « l’après ». Ils n’anticipent pas tant « l’autre monde » des alters, que le monde de l’après pic-pétrolier - et nous rappellent ainsi que, si « un autre monde est possible », une autre planète ne l’est pas. Les transitionners dégagent ainsi les grandes lignes de ce que serait un « projet d’émancipation sous contrainte ».

Le monde, le capitalisme et le papillon

Immanuel Wallerstein

En 1982, j’ai publié avec Samir Amin, Giovanni Arrighi et André Gunder Frank *La crise, quelle crise.* Nous remarquions à l’époque que ce qu’on appelait alors « la crise » était défini de bien des manières différentes. Au cours des années 1980, le terme de « crise » a été remplacé par un autre mot à la mode : « mondialisation » ou « globalisation », avec une nette tonalité optimiste. C’est seulement au début de 2008 que le ciel s’est assombri de nouveau. Aujourd’hui on retourne donc au concept de « crise ».

Mais il faut revenir en arrière pour bien comprendre.

Entre 1945 à 1970, le système-monde fonctionne sous l’hégémonie états-unienne. Cette période correspond également à la plus grande expansion de la phase A du cycle de Kondratieff de l’histoire du capitalisme (ce qu’on appelle parfois les « Trente Glorieuses »). Mais à la fin des années 1960, s’amorce la récession des deux cycles du développement du système-monde moderne, le cycle hégémonique et le cycle économique. Comment expliquer cette récession ? D’une part, tous les systèmes ont des rythmes cycliques. C’est leur mode de vie, la manière dont ils gèrent les inévitables fluctuations de leur fonctionnement. D’autre part, le capitalisme lui-même fonctionne comme un système-monde. De là découlent deux problèmes-clés que nous pouvons examiner l’un après l’autre.

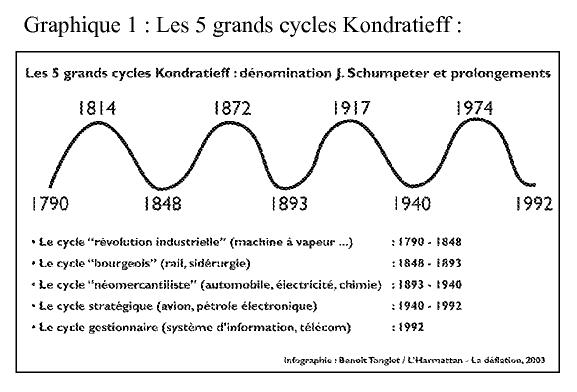
Les cycles de Kondratieff

Le capitalisme est un système dont la raison d’être est l’accumulation incessantedu capital. Pour accumuler, les producteurs doivent maximiser leurs profits à partir de leurs investissements. Cependant, augmenter ses profits n’est possible que si le producteur peut vendre son produit à des prix considérablement plus élevés que le coût de production. Dans une situation de concurrence parfaite, il est absolument impossible de dégager des profits significatifs. S’il existe une situation de compétition parfaite (une multitude de vendeurs et d’acheteurs, des informations valables sur les prix), chaque acheteur va circuler d’un vendeur à l’autre jusqu’à ce qu’il trouve celui qui vendra à seulement un centime au-dessus du coût de production, voire en dessous du coût de production.

Pour les vendeurs donc, la concurrence est néfaste. Obtenir un taux substantiel de profit est seulement possible si le vendeur jouit d’un monopole, ou au moins d’un quasi-monopole, à l’échelle de l’économie-monde. Dans ce cas, le vendeur peut augmenter le prix autant qu’il le veut, jusqu’à la limite imposée par l’élasticité de la demande. Il arrive donc, à chaque période d’expansion de l’économie-monde, qu’on trouve certains produits, ce qu’on appelle les produits « de pointe », qui sont relativement monopolisés. Les vendeurs de ces produits réalisent de grands profits et peuvent accumuler. De plus, les liens en amont et en aval de ces produits de pointe font en sorte que l’expansion de production va au-delà de celle des produits de pointe. Cette expansion générale de l’économie-monde est généralement appelée la phase A du cycle de Kondratieff.

Au bout d’un temps par contre, les monopoles s’autodétruisent. La compétition s’aggrave et elle fait baisser les prix, mais aussi les profits, jusqu’au point où ces profits baissent suffisamment pour que l’économie-monde cesse de s’étendre. Alors, l’économie-monde entre dans une période de stagnation : c’est la phase B du cycle de Kondratieff.

Empiriquement, les phases A et B durent en moyenne de 50 à 60 ans. La phase B n’est jamais trop durable. Après un certain temps, avec l’aide des États, de nouveaux monopoles sont créés et une nouvelle phase A s’entame. La reprise d’expansion de l’économie-monde dépend du fait de trouver des produits susceptibles d’une monopolisation, mais aussi d’un relatif ordre mondial.



Guerre et hégémonie

Selon Schumpeter, les capitalistes ont besoin d’une stabilité relative. Les guerres détruisent le capital fixe et sont des obstacles au commerce. C’est pour cette raison que le système fonctionne mieux quand un pouvoir hégémonique est en mesure d’imposer un certain degré d’ordre dans la vie interétatique. Ces cycles hégémoniques sont toujours plus longs que les cycles de Kondratieff parce qu’il est assez difficile pour un État de s’imposer. Il faut une disruption massive dans le système-monde pour qu’un État hégémonique soit déplacé. Depuis quelques siècles, ce changement est survenu à trois reprises : au tournant du 17e siècle avec l’émergence des Provinces-Unies ; au début du 19e siècle lorsque le Royaume-Uni impose sa domination ; et finalement après 1945, avec l’hégémonie des États-Unis.

Entre ces périodes d’hégémonies, il y a une longue accumulation de guerres où les puissances tentent de s’imposer les unes aux autres. Pour gagner, les rivaux doivent ériger les structures productives les plus fortes et les plus efficientes. Une fois qu’un État parvient à l’hégémonie, il fixe les règles de fonctionnement du système interétatique. Il cherche non seulement à assurer un bon fonctionnement de l’ensemble, mais en même temps de permettre une accumulation maximale du capital pour son « propre » capitalisme en établissant de nouveaux monopoles et en lui assurant la protection de son pouvoir géopolitique.

Mais comme pour l’économie, le monopole géopolitique est autodestructeur. Pour maintenir l’ordre, le pouvoir hégémonique doit intervenir militairement dans diverses parties du monde. Mais ces interventions l’affaiblissent à moyen terme. Utiliser la force militaire est coûteux en termes d’argent et de vies. Ce coût tend à effrayer les citoyens de la puissance hégémonique, surtout si les conquêtes initiales deviennent un bourbier. L’arrogance du triomphe s’estompe. Souvent, les opérations militaires sont moins efficaces qu’on ne l’a cru au début. Les résistances s’accroissent et éventuellement deviennent incontrôlables.

La puissance hégémonique doit répondre à un deuxième défi. Bien que militairement elle reste très forte, d’autres États commencent à reconstruire leurs forces militaires. L’attitude des alliés ou des satellites du pouvoir hégémonique commence à changer. Le pouvoir hégémonique entre alors dans un processus de déclin. Ce processus est lent, mais à la longue, irréversible. La conjonction de ces deux sortes de déclin aux alentours des années 1965-1970 (la fin de la phase A de Kondratieff et le début du déclin du pouvoir hégémonique états-unien) explique le grand tournant. C’est alors que surgit la « révolution-monde » de 1968, ce qui n’est pas un accident, car dans une large mesure, cette révolution est le résultat de cette conjonction.

La révolution-monde de 1968

1968 marque un troisième genre de récession, le déclin des mouvements anti-systémiques traditionnels, ou, de ce qu’on pourrait appeler la « vieille gauche ». Celle-ci inclut les mouvements communistes, la social-démocratie et les mouvements de libération nationale, qui ont pris forme durant le dernier tiers du 19e et la première moitié du 20e. Ces mouvements parviennent au sommet de leur pouvoir de mobilisation entre 1945 et 1968. C’est une période qui correspond à la fois au moment d’expansion d’une extraordinaire phase-A de cycle de Kondratieff et au maximum de l’hégémonie américaine. Comment expliquer cette coïncidence qui, en fait, n’en est pas vraiment une ?

D’un côté, face à l’incroyable expansion économique mondiale de l’époque, la bourgeoisie rechigne à toute interruption de la production et préfère composer avec les ouvriers sur des questions de salaire et des conditions de travail. Elle croit que ces concessions matérielles lui coûteront moins que des grèves. À moyen terme, les coûts de production s’élèvent, ce qui ébranle les quasi-monopoles. Mais comme toujours, les entrepreneurs ne pensent pas au long terme. C’est un peu la même chose pour les États-Unis en tant que pouvoir hégémonique. Ils pensent maintenir une stabilité relative dans le système-monde. Ils sont prêts à faire des concessions devant les revendications des mouvements de libération, surtout si la « décolonisation » est négociée avec des interlocuteurs modérés.

Dans les faits, de manière au début imperceptible, le capitalisme et les États-Unis reculent. Les mouvements de la « vieille gauche » atteignent leurs objectifs, la conquête du pouvoir d’État. Des partis communistes gouvernent un tiers du monde (on l’appelle le « bloc socialiste »). Des partis sociaux-démocrates sont au gouvernement dans un autre tiers. Ailleurs, les mouvements de libération nationale parviennent au pouvoir dans la majorité des États coloniaux ou semi-coloniaux.

Mais ces victoires ouvrent d’autres débats. Pour les révolutionnaires de 1968, l’arrivée au pouvoir de la « vieille gauche » ne change pas beaucoup la situation. Il faut dire qu’à l’époque, la nouvelle gauche est plutôt triomphaliste. D’une part, elle pense qu’il est possible de vaincre la puissance hégémonique américaine, comme cela se confirme au Viêtnam. D’autre part, elle s’éloigne de l’Union soviétique, qu’elle accuse d’être de mèche avec l’hégémonie américaine (cette idée découle du virage de la politique de l’URSS après le 20e congrès du parti communiste en 1956). Une autre fracture apparaît alors. Pour les révolutionnaires de 1968, la vieille gauche échoue à transformer le pouvoir parce que, dans une large mesure, elle n’a jamais défini ce nouveau pouvoir qu’elle promettait de construire. Pour la nouvelle gauche, la captation du pouvoir n’a pas changé le monde. Elle n’a pas entravé la polarisation économique et le système de classe se maintient sous une bourgeoisie, la *nomenklatura*. Cette critique se matérialise en Chine où les partisans de la Révolution culturelle veulent épurer le pays de ceux qui suivent la « voie capitaliste » et qui se retrouvent dans les plus hauts rangs de l’État et du parti communiste. Pour maints révolutionnaires de 1968, la Chine devient un modèle à suivre

À tout cela s’ajoute une nouvelle problématique, celles des peuples « oubliés ». Ce sont les oubliés dans la vie politique, économique et culturelle, mais qui sont aussi les oubliés des mouvements anti-systémiques traditionnels. Dans le sillon de la révolution de 1968, ces communautés sortent de l’anonymat. Elles sont opprimées à cause de leur race, de leur genre, de leur appartenance ethnique, de leur sexualité – en effet, de leur altérité. Traditionnellement, les mouvements anti-systémiques les ont délaissées, en affirmant que l’action révolutionnaire devait être subordonnée à la libération de qui était défini comme l’acteur historique principal, en l’occurrence, le prolétariat industriel. Les autres acteurs devaient attendre la victoire de ces acteurs « principaux ». Mais les soixante-huitards refusent cette hiérarchisation. Leurs revendications pour l’égalité font partie des urgences du présent, comme on le voit aux États-Unis avec le mouvement du Black Power.

Le retour de la droite

Quelques années plus tard, le feu de la révolution-monde de 1968 s’éteint presque partout. Parallèlement, le libéralisme centriste, l’idéologie qui gouvernait le système-monde, est détrôné. De l’autre côté, la droite se réorganise, tirant profit de la stagnation économique mondiale et du déclin de la gauche. Un nouveau « modèle » est imposé, la « mondialisation néolibérale », ce qui implique entre autres la destruction de la protection sociale, la délocalisation des usines et l’imposition de traités de libre-échange. On parle du « consensus de Washington ».

Au début des années 1990, l’implosion de l’URSS donne à cette droite un nouvel élan. Sur le plan économique, le pouvoir se déplace vers le secteur financier et utilise l’endettement comme moyen d’occulter les problèmes plus graves. Cette « financiarisation » n’est pas nouvelle, elle revient périodiquement au moment où la phase B du cycle de Kondratieff s’impose. Mais cette fois-ci, elle atteint des sommets. Le capitalisme financier crée une série de bulles successives qui implique le système-monde entier : la dette des pays du tiers-monde et du bloc socialiste dans les années 1970, les obligations à haut risque des grandes entreprises dans les années 1980, l’endettement des consommateurs dans les années 1990, l’endettement du gouvernement de l’ère Bush, et le plus récemment, l’endettement immobilier. Depuis, le processus continue avec le renflouement des banques et l’émission de dollars. La dépression dans laquelle le monde est tombé va continuer à s’approfondir pendant longtemps. Elle est en train de détruire le dernier pilier de la stabilité économique relative dans le système-monde, soit le dollar américain comme monnaie de réserve

Entre-temps, les principaux joueurs, les États-Unis, l’Union européenne et les BRICS, tentent d’empêcher le soulèvement des chômeurs et des classes moyennes dont l’épargne et les pensions de retraite s’effondrent. Les gouvernements réagissent à ces dangers par un protectionnisme qu’ils n’avouent pas, et quand ils peuvent, par la création de monnaie avec laquelle ils espèrent limiter la colère populaire. De telles mesures peuvent reporter temporairement les dangers, en réduisant un peu les souffrances des gens ordinaires. Mais ces mesures risquent d’aggraver la situation à moyen terme. Cette défaillance du système prendra la forme de fluctuations toujours plus extrêmes, dont la conséquence principale sera la très grande difficulté à prévoir le court terme. Ceci tendra à geler toute activité économique tout en augmentant les craintes des gens ordinaires, qui blâmeront à juste titre leurs gouvernements.

La « tendance » de la phase B

Dans l’économie-monde capitaliste, il n’est pas vraiment difficile de savoir quelles sont les courbes qui importent le plus. Puisque le capitalisme est un système qui repose sur l’accumulation incessante de capital, et qu’on accumule du capital qu’en faisant des profits sur le marché, le problème-clé de tout capitaliste consiste à produire au plus bas prix, pour vendre au plus haut prix possible. Il nous faut, dès lors, distinguer ce qui relève des coûts de production et ce qui détermine les prix. Logiquement, il y a trois types différents de coûts de production : le personnel, les *inputs* et la fiscalité. Au fil du temps, tous ces coûts ont augmenté. Bien sûr, les capitalistes font des efforts pour les réduire, et ils y réussissent pendant les phases B, mais ce en partie seulement.

Pourquoi en est-il ainsi ? Commençons avec les coûts de personnel, qu’il faut analyser en trois catégories principales : les travailleurs peu qualifiés, les cadres intermédiaires, et les PDG et autres hauts dirigeants. Les coûts des travailleurs peu qualifiés tendent à augmenter pendant les phases A sous la pression de l’action syndicale. Quand ces coûts deviennent trop élevés, les entrepreneurs peuvent délocaliser leur production vers des régions où les salaires sont plus bas et où existe une main d’œuvre d’origine rurale à bon marché. Évidemment, les capitalistes ne délocalisent pas à la légère parce que cela augmente les coûts de transaction de l’entreprise. Mais dans une phase B, le transfert de site peut créer suffisamment d’économies salariales pour en valoir la peine. Après un certain temps, souvent le temps d’une génération, l’action syndicale se développe également dans ces régions. Les salaires montent, et l’on pense à délocaliser à nouveau. Ces délocalisations successives sont onéreuses, mais efficaces. On observe cependant un effet de cliquet à l’échelle mondiale. Les réductions salariales n’éliminent jamais totalement les hausses. Et la répétition de ce processus durant les dernières décennies a épuisé les lieux de délocalisation disponibles, d’où la déruralisation du système-monde.

Les raisons de la hausse des coûts du personnel d’encadrement sont différentes. Premièrement, l’augmentation de la taille des unités de production requiert plus de personnel intermédiaire. Deuxièmement, il faut faire face au danger qui résulte de l’organisation syndicale, et ce en créant une strate intermédiaire plus importante, qui sert d’allié à la strate dirigeante. De plus, l’existence de cette strate intermédiaire constitue un « modèle » d’ascension sociale pour la majorité non qualifiée, ce qui réduit sa capacité de mobilisation.

Quant aux strates de direction, ce qui permet une hausse significative de leur salaire dérive de la séparation de la propriété et de la direction. Cette séparation permet aux dirigeants de s’approprier, sous la forme de rente, des portions toujours plus importantes des revenus de la firme, réduisant la part qui revient aux « propriétaires » sous la forme de profits ou de réinvestissements dans la firme. Cette augmentation a été particulièrement spectaculaire durant ces dernières trente années.

Quant aux coûts d’*inputs, l*es capitalistes s’efforcent toujours de les externaliser, c’est-à-dire ne pas payer l’intégralité de la note, comme par exemple pour la gestion des déchets toxiques, le renouvellement des ressources et la construction d’infrastructures. Pendant longtemps, cette externalisation des coûts est considérée comme normale, mais dans les années 1960, cela commence à changer. Peu à peu, des communautés se rendent compte des coûts de cette externalisation, notamment sur la santé, et elles exigent que l’assainissement et le contrôle environnemental soient pris en charge par l’État. Mais le problème s’aggrave à la suite de phénomènes comme la croissance démographique et les pénuries de sources d’énergie, d’eau, de forêts, de sols, de poisson et de viande. En découle une compétition féroce pour l’accès à ces ressources. Par rapport aux infrastructures, les entrepreneurs qui n’ont jamais payé qu’une faible part du montant réel des infrastructures résistent à prendre en charge l’augmentation des coûts Les gouvernements se retrouvent en difficulté. La conséquence est une détérioration sérieuse des équilibres budgétaires

Ainsi, le monde est devant une crise structurelle. La question n’est plus de savoir comment le système capitaliste va reprendre sa course à la croissance. Elle est de savoir ce qui remplacera ce système et ce qui pourra émerger de ce chaos. Chose certaine, le résultat est imprévisible, et ce pour des raisons inhérentes à la définition du système, mais la nature de cette lutte est très claire.

Le chemin de Davos et le chemin de Porto Alegre

Il est possible que le monde « choisisse» un nouveau système stable qui ressemble pour l’essentiel au système actuel – hiérarchisant, exploiteur et polarisant. Appelons cela le camp de Davos, du nom de cette ville où les élites du monde se réunissent chaque année. Aujourd’hui, le camp de Davos est profondément divisé. Il y a ceux qui souhaitent créer un système hautement répressif propageant une vision du monde qui consacre le rôle d’un petit groupe de dirigeants privilégiés en face de sujets serviles. Ceux-là ne se contentent pas de propager une telle vision ; ils proposent aussi l’organisation d’un réseau d’agents armés pour écraser l’opposition. Toujours dans le camp de Davos, un autre groupe pense que la voie du contrôle et du privilège passe par un système méritocratique qui coopterait un grand nombre de cadres indispensables au maintien d’un système fonctionnant avec un minimum de force et un maximum de persuasion. Ce groupe parle la langue du changement radical, utilisant les slogans issus des mouvements anti-systémiques – un monde « vert », une utopie multiculturelle, etc. Ils veulent offrir des opportunités méritocratiques à tout le monde – tout en maintenant un système qui, à la longue, ne peut qu’être inégalitaire et polarisé

Le camp de Porto Alegre (ville du Brésil où les mouvements populaires ont transformé les conditions de vie et où est né le Forum social mondial) souffre également de divisions internes. Il y a d’abord ceux qui envisagent un monde aussi décentralisé que possible. Ce groupe parle le langage d’une crise civilisationnelle. Il rejette la croissance économique comme objectif prioritaire, en y substituant l’idée d’une discussion rationnelle sur l’utilisation des ressources mondiales. Il se réfère à ce que les mouvements autochtones en Amérique latine appellent le *buen vivir*. Il n’accepte pas le rôle d’une caste d’experts coupés de la société civile. Pour ces partisans, un vrai universalisme peut se construire seulement à partir d’une incessante combinaison de sagesses multiples produites par l’humanité passée et à venir, et respectée dans la diversité de ses créations culturelles. Au sein du camp de Davos, un second groupe est davantage attiré par l’idée d’une transformation mise en œuvre par des cadres compétents, qui pensent y voir plus clair que les masses. Loin de l’idée de décentralisation, ce groupe envisage un système-monde plus coordonné et intégré ; il est partisan d’un égalitarisme formel qui ne dépend pas d’innovations imprévisibles ni de l’hypothétique construction d’un universalisme réellement universel, c’est-à-dire pluriel. Il reste axé sur la nécessité du « développement », surtout dans les pays du Sud. C’est une situation déroutante – intellectuellement, moralement et politiquement – encore une raison pour insister sur l’imprévisibilité du résultat.

Continuer

Cela ne veut pas dire qu’on ne puisse rien faire, mais plutôt, qu’il n’y a pas de plan d’action préétabli. Je mettrais en tête de liste certaines actions à mettre en œuvre tout de suite. Par exemple, des actions qui peuvent minimiser les dommages inhérents à l’effondrement du système existant. Ces actions ne sauveront pas le système. Elles ne sont pas une solution à long terme, mais les individus ne vivent pas dans le long terme. Ils vivent dans l’immédiat. Et on ne peut jamais négliger l’immédiat, pour des raisons à la fois politiques et morales. Pourtant, en même temps, il faut engager un sérieux débat intellectuel sur les paramètres du système-monde que nous désirons voir, et sur la stratégie de transition qui lui correspondent. Dans ce débat, il est impératif d’écouter toutes les personnes de bonne volonté, surtout celles qui ne partagent pas notre point de vue. Un débat permanent peut offrir plus de compréhension de ce qu’il faut faire, consolider une plus grande camaraderie dans le camp de Davos. Il faut éviter le sectarisme qui, historiquement, a toujours mis en échec les mouvements anti-systémiques.

En outre, je suis partisan d’efforts pour construire, ici et là, à petite ou grande échelle, des modes de production alternatifs, démarchandisés. Il se peut qu’en faisant cela, nous apprenions les limites des méthodes cherchant à assurer une production intelligente et soutenable, au-delà de cette dépendance par rapport au profit qui est au fondement du système actuel. Nous devons mettre au premier plan de la réflexion la lutte contre les trois inégalités fondamentales que l’on trouve au niveau mondial : les inégalités de genre, de classe, et de race/ethnicité/religion/sexualité. C’est la tâche la plus difficile de toutes, car aucun de nous n’est innocent, aucun de nous n’est pur. Toute la culture dont nous avons hérité résiste même à cette évolution.

Finalement, nous devons fuir comme la peste la croyance selon laquelle l’histoire serait de notre côté, selon laquelle la bonne société adviendra inévitablement. L’histoire n’est du côté de personne. D’ici un siècle, nos descendants pourraient regretter tout ce que nous avons fait. Nous avons au mieux 50 % de chances de créer un système-monde meilleur que celui dans lequel nous vivons aujourd’hui. Mais 50 %, c’est beaucoup.

Qui l’emportera dans cette bataille ? Nul ne peut le dire. Ce sera le résultat d’une infinité de nano-actions par une infinité de nano-acteurs lors d’une infinité de nano-moments. À un certain point, la tension fera basculer définitivement la balance en faveur de l’une des deux solutions alternatives. De là naît l’espérance. Ce que chacun de nous fait à chaque instant sur chaque question concrète a son importance. Certains parlent d’« effet papillon » : le battement d’aile d’un papillon peut provoquer une tornade à l’autre bout de la planète. En ce sens, aujourd’hui, nous sommes tous de petits papillons.

**Liste des auteurs**

(par ordre alphabétique**)**

Samir Amin

Président du Forum mondial des alternatives (Dakar)

Pierre Beaudet

Professeur à l’Université d’Ottawa (Ottawa)

Raphael Canet

Coordonnateur du Forum social québécois (Montréal)

Michel Husson

Économiste à l’Institut de recherches économiques et sociales (Paris)

Gustave Massiah

Président du Centre de recherches et d’informations sur le développement (Paris)

Pierre Salama

Professeur à l’Université Paris-Nord (Paris)

Carlos Vainer

Professeur à l'Université fédérale de Rio de Janeiro (Rio)

Immanuel Wallerstein

Professeur à l’Université Yale (New Haven)

**L’intellectuel collectif altermondialiste**

*Depuis quelques années, de nouvelles perspectives sont mises sur la table des mouvements d’émancipation. Elles s’inspirent notamment du féminisme, de l’altermondialisme, de l’écologisme. Sans réinventer la roue ni renier les traditions de résistances populaires, cette élaboration est une réponse légitime et nécessaire à la transformation induite par la mondialisation néolibérale. Plus encore, elle trace de nouveaux sentiers valorisant la diversité et la richesse de l’expérience populaire et se décline par toutes sortes d’expérimentations en cours que ce soit à travers l’émergence de gouvernements progressistes (en Amérique du Sud surtout) ou dans la mise en place de grands réseaux (comme le Forum social mondial) facilitant pour les mouvements populaires un processus de production intellectuelle, sociale et politique intense. Pour renforcer ces « chantiers », de nouveaux collectifs sont à l’œuvre pour comme le disait Pierre Bourdieu « jouer un rôle d'accoucheur en assistant la dynamique des groupes en travail dans leur effort pour exprimer et du même coup découvrir, ce qu'ils sont et ce qu'ils pourraient ou devraient être et en contribuant à la recollection et à l'accumulation de l'immense savoir social sur le monde social dont le monde social est gros [[35]](#footnote-35)».*

**Un nouveau projet**

Un de ces collectifs résulte de l’action convergente d’intellectuel-les[[36]](#footnote-36) impliqués dans divers mouvements sociaux et politiques à l’échelle locale et nationale, notamment dans le *Forum social mondial*. Simplement dit, l’objectif est de créer un espace permanent d’élaboration et de débats, à partir des questions soulevées par les mouvements et dans les mouvements sociaux et citoyens. Il s’agit, en fin de compte, dans la tradition de Bourdieu et de Gramsci, d’imaginer un « *Intellectuel collectif altermondialiste* » (c’est le nom du nouveau projet). Pour le moment, ce projet regroupe des chercheur-es militant-es du Brésil, de l’Inde, de Chine, de France et du Québec. Pour le moment, nous en sommes à une phase encore embryonnaire, ce qui se traduit par un certain nombre de travaux en cours, et qui incluent le repérage et l’identification de thèmes, l’ouverture de chantiers de recherches et de discussions, l’intervention dans le cadre de débats organisés par les mouvements et le FSM, etc. Parallèlement, ce projet met en place une banque de collaborateurs et de collaboratrices éventuel-les, construit des outils de communication et œuvre avec un réseau de plusieurs dizaines de revues et périodiques un peu partout dans le monde intéressés par la thématique. Concrètement, l’ICI entend fonctionner comme un ensemble d’initiatives décentralisées, avec un secrétariat technique établi à Paris et divers groupes de travail articulés sur des projets spécifiques. Un petit budget de démarrage a été mobilisé grâce à l’appui de la *Fondation Hao Ran* (Taiwan), du *CEDETIM* (Paris) et de *l’École de développement international et de mondialisation* de l’Université d’Ottawa.

**Les chantiers**

Il nous a semblé important avant d’entrer dans des définitions trop pointues de travailler concrètement sur des thèmes, d’apprendre à marcher en marchant, comme nous l’avons appris à travers la construction des mouvements et des alternatives altermondialistes. Ces chantiers proviennent donc à la fois d’élaborations antérieures (que nous avions commencé avant la mise sur pied de l’ICI) et de projets actuels, découlant de notre compréhension des enjeux et des démarches nécessaires pour éclairer ces enjeux, en fonction de ce qui est fait (évitant la duplication), et en fonction de nos compétences (les thèmes étant choisis sur la base d’une appropriation préalable par les membres du collectif). En voici donc un très bref aperçu.

1. *Le rôle des mouvements sociaux des pays dits « émergents ».* Dans les pays dits émergents caractérisés par une croissance économique soutenue se profilent de nouvelles polarisations et de nouvelles résistances sociales et environnementales. Un réseau composé principalement de chercheur-es-militant-es brésiliens, chinois et indiens œuvre à élaborer des moyens d’analyse et de dialogue entre les divers mouvements concernés.
2. *Les résistances dans l’« arc des crises ».* Dans une sorte d’arc qui traverse l’Asie en passant par le Moyen-Orient jusqu’à l’Afrique sub-saharienne, des résistances inédites sont à l’œuvre contre des régimes dictatoriaux et les impérialismes qui les supportent. Ces résistances prennent de nouvelles formes qu’on a appelées (un peu rapidement) le « printemps arabe » et élaborent des projets de transformation définis par de nouvelles définitions. En principe, ce chantier sera coordonné par un réseau établi à Jérusalem.
3. L’analyse du *« laboratoire » brésilien* est un autre chantier car dans ce pays, les mouvements sociaux et les partis de gauche ont convergé pour imposer une sorte de « révolution tranquille » qui bouleverse la société brésilienne, ce qui pose de nouveaux défis en termes de transformation sociale. Ce chantier est coordonné de Rio.
4. *Résistances des cultures/cultures des résistances*. Non seulement des mouvements citoyens résistent et proposent des alternatives globales, ils créent de nouvelles identités, de nouvelles méthodologies dans la construction de leurs projets. Celles-ci imposent un travail de réflexion dans le sillon de recherches antérieures, notamment sur les interactions et contradictions qui se développent à l’échelle globale et à l’échelle locale, parfois qualifiées d’échelles « glocales ». Également, ce chantier implique un travail en profondeur sur l’impact des nouvelles technologies de l’information et de la communication (TIC), notamment dans l’utilisation par les mouvements populaires des médias sociaux.

[**voices@voicescollective.net**](mailto:voices@voicescollective.net)

1. Christophe Bonneuil et Jean-Baptiste Fressoz, *L’événement Anthropocène. La Terre, l’histoire et nous*, Paris, Seuil, 2013. [↑](#footnote-ref-1)
2. Riccardo Petrella, *Désir d’humanité. Le droit de rêver*, Montréal, Écosociété, 2004. [↑](#footnote-ref-2)
3. Notamment Gilbert Rist, *Le développement, histoire d’une croyance occidentale*, Paris, Presses de Science Po, 4ème éd., 2013 et Arturo Escobar, *Encountering Development. The making and unmaking of the Third World*, Princeton, Princeton University Press, 1995.  [↑](#footnote-ref-3)
4. Arturo Escobar, « L’invention du développement”, DIAL, 27 février 2011, < [www.alterinfos.org/spip.php?article4942](http://www.alterinfos.org/spip.php?article4942) > [↑](#footnote-ref-4)
5. Serge Latouche, *Survivre au développement: De la décolonisation de l'imaginaire économique à la construction d'une société alternative*, Paris, Mille et Une Nuits, 2004. [↑](#footnote-ref-5)
6. Voir Gustavo Esteva et Madhu Suri Prakash, *Hope at the Margins : Beyond human rights and development*, New York, St. Martin’s Press, 1997, ainsi que Majid Rahnema et Jean Robert, *La puissance des pauvres*, Arles, Actes Sud, 2008. [↑](#footnote-ref-6)
7. Gilbert Rist, *Le développement, histoire d’une croyance occidentale*, Presses de Sciences Po, coll. « Références », Paris, 1996 [↑](#footnote-ref-7)
8. Bayon, Flipo, Schneider, *La décroissance en dix questions*, La Découverte, Paris, 2010 [↑](#footnote-ref-8)
9. Serge Latouche, *Survivre au développement: De la décolonisation de l'imaginaire économique à la construction d'une société alternative*, Paris, Mille et Une Nuits, 2004 [↑](#footnote-ref-9)
10. Stéphanie Treillet, « Misère de l’anti-développement », *Recherches internationales*, no. 72, 2-2004, pages 11-135. [↑](#footnote-ref-10)
11. Entrevue avec Álvaro Garcia Linera, « "Notre ambition, une société communautaire post-capitaliste », Wikistrike, jeudi 1 août 2013 < http://www.wikistrike.com/article-alvaro-garcia-linera-vice-president-de-la-bolivie-notre-ambition-une-societe-communautaire-post-capi-119345622.html¨. Linera est sociologue et mathématicien et depuis 2005, vice-président de la Bolivie. [↑](#footnote-ref-11)
12. Richard Bergeron, *L’anti-développement: le prix du libéralisme*, Paris, L’Harmattan, 1992. [↑](#footnote-ref-12)
13. Antonio Negri et Giuseppe Cocco, *GLOBAL: Luttes et biopouvoir à l’heure de la mondialisation, le cas exemplaire de l’Amérique latine*, Paris, Éditions Amsterdam, 2007. [↑](#footnote-ref-13)
14. Bertrand Badie, «Quand le social défie le politique et fait trembler l’international», dans B. Badie et D. Vidal (dir.),  *L’état du monde 2012. Nouveaux acteurs, nouvelle donne*, Paris, La Découverte, 2011. p. 17-29. [↑](#footnote-ref-14)
15. Stéphane Hessel, *Indignez-vous!,* Montpellier, Indigène éditions, 2010. [↑](#footnote-ref-15)
16. Benoît, Hopquin, « L’appel international des indignés à manifester a été très diversement suivi », *Le Monde*, 18 octobre 2011. [↑](#footnote-ref-16)
17. Halifax Initiative, «La Taxe sur les transactions financières : le temps est venu», *Document de politique*, avril 2010. < www.halifaxinitiative.org/ > [↑](#footnote-ref-17)
18. James S. Henry, *The Price of Offshore Revisited*, Tax Justice Network, Juillet 2012. < [www.taxjustice.net/cms/front\_content.php?idcat=148](http://www.taxjustice.net/cms/front_content.php?idcat=148) > [↑](#footnote-ref-18)
19. < [www.financialsecrecyindex.com/](http://www.financialsecrecyindex.com/) > [↑](#footnote-ref-19)
20. CNUCED, *Rapport sur l’investissement dans le monde*, 2013. < [www.unctad.org/wir](http://www.unctad.org/wir) > [↑](#footnote-ref-20)
21. < [www.commercequitable.org/lecommerceequitable/quelques-chiffres.html](http://www.commercequitable.org/lecommerceequitable/quelques-chiffres.html) > [↑](#footnote-ref-21)
22. Pour reprendre le titre de l’ouvrage de Jacques Sapir (Paris, Seuil, 2011). [↑](#footnote-ref-22)
23. Louis Favreau, «Tisser l’économie solidaire du Nord au Sud», dans P. Beaudet, R. Canet et A. Nguyen, *Passer de la réflexion à l’action. Les grands enjeux de la coopération et de la solidarité internationale*, Montréal, M. Éditeur, 2013, p.155-160. [↑](#footnote-ref-23)
24. < [www.economie.gouv.fr/ess-economie-sociale-solidaire](http://www.economie.gouv.fr/ess-economie-sociale-solidaire) > [↑](#footnote-ref-24)
25. *Revue internationale de l’économie sociale*, < [www.recma.org/node/1515](http://www.recma.org/node/1515) > [↑](#footnote-ref-25)
26. Isabelle Guérin et Jean-Michel Servet, «L’économie solidaire entre le local et le global : l’exemple de la microfinance», *Revue Internationale de l’Économie Sociale*, n°301, 2005, p.52-64. [↑](#footnote-ref-26)
27. http://2013.wddw.org/fr/actions/ [↑](#footnote-ref-27)
28. Carsten Herzberg, Anja Röcke et Yves Sintomer, *Démocratie participative et modernisation des services publics: les affinités électives ? Enquête sur les expériences de budget participatif en Europe*, Paris, La découverte, 2008. [↑](#footnote-ref-28)
29. Jean-Pierre Petit-Gras, « Zapatisme, pouvoir et démocratie », *Comité de solidarité avec les peuples du Chiapas en lutte*, 12 décembre 2009. [↑](#footnote-ref-29)
30. Thomas Coutrot, « Mouvement des indignés : vers un nouvel âge de la démocratie? », *Basta !*, 3 novembre 2011, < [www.bastamag.net/article1871.html](http://www.bastamag.net/article1871.html) > [↑](#footnote-ref-30)
31. François Crépeau, *Rapport sur les droits de l’Homme des migrants*, Assemblée générale de l’ONU (A/67/299), 13 août 2012. < [www.ohchr.org](http://www.ohchr.org) > [↑](#footnote-ref-31)
32. Serge Latouche, *Le pari de la décroissance*, Paris, Fayard, 2006. [↑](#footnote-ref-32)
33. < [www.cittaslow.org/](http://www.cittaslow.org/) > [↑](#footnote-ref-33)
34. Lorraine Guay, « Penser, travailler et agir ensemble », dans P. Beaudet, R. Canet et A. Nguyen, *Passer de la réflexion à l’action. Les grands enjeux de la coopération et de la solidarité internationale*, Montréal, M. Éditeur, 2013, p.197-203. [↑](#footnote-ref-34)
35. Pierre Bourdieu, *Pour un savoir engagé*, in Contre-feux 2, Paris, Liber – Raisons d’agir, 2001, pp. 33-40. [↑](#footnote-ref-35)
36. Par « intellectuel », nous nous référons à la proposition de *Gramsci* qui affirmait que les « intellectuels » ne sont pas uniquement (ni même principalement) un corps spécialisé identifié à l’université, mais un peu tout le monde, puisque, expliquait-il, « il n’existe pas d’activité humaine dont on puisse exclure tout-à-fait l’intervention intellectuelle, (et en fin de compte), il n’est pas possible de séparer l’homo faber del’homo sapiens ». [↑](#footnote-ref-36)